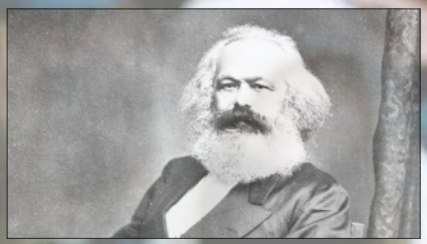
l'Anticapitaliste
N°164 | Février 2025 | 4,5 €
la revue mensuelle du NPA

LE PARTI EN DÉBATS



ACTUALITÉ DU MANIFESTE COMMUNISTE

CRITIQUE DU *COMMUNISME QUI VIENT*

DIALECTIQUE DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Sommaire

EDITO

Comité de rédaction La fuite en avant guerrière des capitalistes **2**

PREMIER PLAN

Aurélie-Anne Thos Hôpitaux : les personnels tirent la sonnette d'alarme **4**

Hafiza b. Kreje Un documentaire pour se mobiliser face au suprémacisme **6**

DOSSIER

Christine Poupin On construit l'Alternative **8**

A. Koechlin, B. Soihartze, S. Brina Un parti large ou une organisation plus large ? **11**

Égalités Construire une nouvelle organisation politique **14**

M. Bona, F. Ciaravola, B. Della Sudda, C. Lemasson, N. Mikou Débattre avec le NPA-A **16**

Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache LFI, le parti de l'opposition ? **18**

Tonio, Limoges Sortir de l'opposition entre ruralité et quartiers **21**

Sandra Cormier Où va la bourgeoisie ? **25**

A. Larrache, R. Greggan Pour une stratégie révolutionnaire au 21e siècle **28**

HISTOIRE

Nedjib Sidi Moussa Dialectique de la révolution algérienne **31**

LECTURE

T. Delmonte, J.C. Laumonier Abolir le capitalisme sans prendre le pouvoir ? **35**

THÉORIE

Isabelle Garo *Le Manifeste*, un texte vivant **38**

Patrick Le Moal L'actualité du *Manifeste Communiste* **41**

FOCUS

Louisa D. La chasse aux immigré·es : l'obsession du gouvernement **44**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :
https ://lanticapitaliste.org/presse/revue.

Couverture : © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Manifestation du 8 mars pour les droits des femmes, Paris, 8 mars 2025 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

NPA
l'Anticapitaliste

S'ABONNER

PAR CHÈQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir — 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard	6 mois	1 an
Revue mensuelle	22 euros	44 euros
Revue + Hebdo	50 euros	100 euros
Tarif jeunes/chômeurs précaires		
Revue mensuelle	18 euros	36 euros
Revue + Hebdo	38 euros	76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs ptrécaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur :
https ://lanticapitaliste.org/abonnement

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA-L'Anticapitaliste

Comité de rédaction
Fabienne Dolet, Raphaël Greggan, Thierry Labica, Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache, Hélène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction
contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication
Penelope Duggan

Secretaire de rédaction
Raphaël Greggan

Diffusion
diffusion.presse@npa2009.org

Administration
01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire
0519 P 11509

Numéro ISSN
2269-370X

Société éditrice
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage
3 000 exemplaires

Maquette et impression
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

La fuite en avant guerrière des capitalistes

COMITÉ DE RÉDACTION

Les crises s'accélèrent, remettant en cause la stabilité relative héritée de l'après 1945, dans une montée à la guerre mortifère. Dans cette période instable, le NPA-l'Anticapitaliste souhaite discuter de quel parti nous avons besoin pour la période et quelles mobilisations sont indispensables pour la victoire de notre camp social.

Le 25 février, Donald Trump publiait sur son réseau social « *celui qui sauve son pays ne viole aucune loi* ». Citant Napoléon, il remet en cause les fondements mêmes de la démocratie bourgeoise (lire l'article de Sandra Cormier, p. 25). Au niveau idéologique, Trump est l'incarnation du nouveau visage du fascisme mondial : attaques racistes et anti-LGBTIA+ sont légion chaque jour, avec des déclinaisons en France (lire l'article de Louisa D, p. 44).

L'UKRAINE AU CŒUR DE LA SITUATION MONDIALE

Emmené par le libertarien Musk, Trump conditionne son soutien à l'Ukraine au rapt de ses ressources minières. Dans une sorte de nouveau Yalta, il cherche un compromis avec Poutine, méprisant l'alliance historique avec l'Europe. Il transforme les relations étatsuniennes avec le monde, exigeant une vassalisation de ses alliés, dans une offensive majeure, économique et militaire, pour conquérir de nouveaux espaces exploitables (Canada, Groenland…).

L'Union européenne, en particulier la France et l'Allemagne, mais aussi le Royaume-Uni (pourtant allié historique des États-Unis), cherche à relancer une politique militaire européenne pour préserver son économie. Friedrich Merz, le futur chancelier allemand, veut un investissement d'au moins 100 milliards d'euros par an pour son armée (3% du PIB) et le rétablissement de la conscription. Macron n'est pas en reste. Il parle de passer le budget de la défense de 2,5% à 5% du PIB, et de doubler le nombre de militaires réservistes d'ici 2035… Cela implique une nouvelle dégradation des services publics et des systèmes de protection sociale (lire l'article d'Aurélie-Anne Thos sur l'état des hôpitaux, p. 4) pour financer la guerre, prolongement de la concurrence économique entre États impérialistes.

L'extrême droite, qui a le vent en poupe (lire l'article d'Hafiza b. Kreje, p. 6), surfe sur la vague Trump en se présentant auprès des peuples comme la seule force capable d'en finir avec l'appareil bourgeois usé jusqu'à la corde.

EN GUERRE CONTRE LE CAPITAL

Notre camp social doit clairement affirmer qu'il n'y a pas de solutions aux crises venues d'en haut. Nous sommes solidaires et nous soutenons les Ukrainien·nes pour se défendre contre l'attaque russe. Leur libération ne peut venir que de la mobilisation populaire dans une perspective d'émancipation, loin des schémas capitalistes et néolibéraux du gouvernement Zelinsky.

Dans une telle situation, un renversement politique et social est indispensable pour mettre fin au système d'exploitation sociale, écocide, patriarcal et raciste. Le seul moyen d'y arriver, ce sont des mobilisations massives de notre camp social qui démontrent que nous pouvons gagner (lire l'article d'Antoine Larrache et Raphaël Greggan, p. 28).

UNITAIRES PARCE QUE RÉVOLUTIONNAIRES

Une telle mobilisation n'est possible que par l'unité du prolétariat, qui passe aussi par le dialogue constant entre les organisations qui ont une pratique unitaire commune et qui souhaitent que nos combats aillent jusqu'au bout, vers une transformation révolutionnaire de la société. Profitant de l'ouverture du 6e congrès du NPA, nous discutons de quel parti est possible et nécessaire dans la période. Le NPA participe à l'initiative « On construit l'Alternative » (lire l'article de Christine Poupin p. 4) et dans ce cadre nous avons proposé à des camarades d'Égalités (p. 14), du courant Autogestion d'Ensemble ! (p. 16) et de l'ex-plateforme A (p. 11) de partager leurs avis et positionnements. Hafiza b. Kreje et Antoine Larrache proposent une analyse de la France Insoumise (p. 18).

Nous sommes convaincus que le NPA seul n'aura pas toutes les réponses. Dans ce cadre, nous passons au crible la proposition de François Ruffin d'unité entre les tours et les bourgs (p. 21) à la lumière de l'expérience locale des Gilets jaunes, ainsi que des éléments de communisme déjà présents selon Bernard Friot (p. 35).

CONNAÎTRE NOTRE HISTOIRE

La situation politique mondiale avance et change brutalement. Pour nous orienter, il nous paraît indispensable de connaître l'histoire des luttes sociales et d'émancipation. Avec Nedjib Sidi Moussa (p. 31), nous terminons notre série sur les révolutions algériennes. Isabelle Garo et Patrick Le Moal (pp. 38-43) livrent leurs analyses sur l'actualité du *Manifeste communiste* de Marx et Engels, montrant son actualité criante. C'est avec ce bagage que nous préparons les prochains combats contre la classe dirigeante, l'État et son appareil politique. ❑

Hôpitaux : les personnels tirent la sonnette d'alarme

AURÉLIE-ANNE THOS

En 2020, l'épidémie de covid avait mis en pleine lumière les difficultés des hôpitaux et des personnels soignant·es. Masques en tissu, surblouses en sacs poubelles, services de réanimation surchargés… Le manque de moyens et de personnels sautait aux yeux et avait contraint le gouvernement à organiser en urgence le Ségur de la santé. Mais depuis, rien.

Il est loin le temps des applaudissements aux fenêtres ! Depuis, c'est le retour à l'anormal. Entre 2022 et 2024, le déficit des hôpitaux passait de 1,3 milliard d'euros (pire niveau depuis 2007) à 3,5 milliards. L'AP-HP (Assistance publique-hôpitaux de Paris), le plus gros groupe hospitalier d'Europe, était particulièrement touchée avec un déficit record de 460 millions d'euros, et un taux d'endettement de plus de 40%.

LA SITUATION DES HÔPITAUX S'AGGRAVE

Le budget ne s'est pas adapté à l'inflation et n'a pas compensé les augmentations du Ségur de la santé en 2021. La tarification à l'activité, en place depuis 2004, condamnait les hôpitaux à s'enfoncer dans le déficit et à courir après la rentabilité. Chaque année, les tarifs attribués à chaque acte tendent à diminuer alors même que leur coût réel augmente. Cela pousse les hôpitaux à faire toujours plus, à augmenter leur nombre d'activités pour conserver un budget équivalent. Il existe par ailleurs une disparité des tarifications entre les actes. Les hôpitaux se retrouvent le plus souvent à prendre en charge les actes qui « valent moins » là où les cliniques privées sont plus favorisées. En 2014, le rapport de la cour des comptes exposait les effets de cette politique sur les maternités et parlait de « *sous-financement structurel des maternités qui ne peuvent trouver un équilibre qu'à partir de 1 100 à 1 200 accouchements par an en raison d'une déconnexion ancienne des tarifs et des coûts réels* ». De fait, les plus petites structures ferment les unes après les autres, 33% des maternités ont fermé entre 2001 et 2021. En 50 ans, entre 1972 et 2022, 75% des maternités ont disparu, alors que dans le même temps le nombre de naissances en France n'a baissé que de 20%.

Et la situation n'est pas près de s'arranger puisque le budget de la sécurité sociale se voit amputer de 83 milliards par les exonérations fiscales. Ainsi, il ne couvre jamais les besoins réels. Pour 2025, l'ONDAM (Objectif national de dépenses d'assurance maladie) devrait augmenter de 3,3% là où les directions des hôpitaux disent avoir besoin au minimum d'une augmentation de 6% pour sauvegarder l'existant.

LES CONSÉQUENCES SUR LES STRUCTURES DE SANTÉ

Ce manque de moyens structurel se répercute sur les patients, les soignant·es, le matériel… Car la seule façon pour un hôpital de se maintenir à moyens constants est d'augmenter le nombre d'actes de soin tout en diminuant les dépenses, par exemple, en raccourcissant les séjours d'hospitalisation au profit des hospitalisations à domicile (HAD) ou en fermant les services jugés moins rentables, en bloquant les embauches, en supprimant des postes et en fermant des lits…

En 10 ans, presque 44 000 lits ont ainsi été fermés, dont 17 000 rien que sur la période post-covid. Pour les lits restants, le taux d'occupation augmente, pas question d'avoir un lit vide pendant une journée ! Cela conduit à la surcharge des services d'urgences. En effet, lorsqu'un patient se présente aux urgences et doit être hospitalisé, il doit attendre qu'un lit se libère, cela peut durer plusieurs heures voire des jours entiers. Or les urgences ne sont pas adaptées pour garder des patients sur de longues durées, elles ont un rôle d'orientation et de prise en charge aiguë. Cela a des conséquences dramatiques à la fois de surcharge des urgences avec du personnel qui doit donc prendre en charge des patients qui devraient être hospitalisés tout en continuant le travail d'accueil des urgences, et à la fois des patients qui subissent une énorme perte de chances. La psychiatrie est particulièrement concernée : en février 2024 à Toulouse, un patient s'est suicidé après avoir passé 10 jours sur un brancard aux urgences. Pour les personnes âgées, une nuit passée sur un brancard augmente de près de 40% le risque de mortalité. C'est aussi dans ce contexte que se produisent parfois des drames, comme ce jeune de 25 ans qui est décédé d'une septicémie à l'hôpital d'Hyères en décembre 2024.

Les hôpitaux n'ont plus la souplesse nécessaire à la prise en charge d'afflux de patients. Cela signifie que dès qu'il y a une variation de prise en charge, les urgences sont surchargées — et les conséquences sont désastreuses. C'est comme cela qu'une grippe saisonnière un peu plus forte que d'habitude a entraîné plus de 97 hôpitaux à déclencher des plans blancs afin de rappeler du personnel et de reporter les interventions les moins « urgentes ». Si la situation continue de se dégrader, chaque saison verra bientôt son lot de plans blancs : plans blancs pour les jambes cassées des vacances d'hiver, plans blancs pour les insolations d'été… L'exceptionnel deviendra régulier.

Personnels en grève devant l'hôpital Casanova, Saint-Denis, 18 juin 2020, © Photothèque Rouge / JMB

LES CONSÉQUENCES SUR LES SOIGNANT·ES ET LES PATIENT·ES

Le manque de moyens a aussi des effets sur le personnel et la qualité des soins : glissements de tâches pour s'entraider entre collègues, brancardages de patients lourds par une seule personne, diminution des soins de nursing, retard de prise en charge, erreurs… Impossible dans ces conditions d'assurer des soins de qualité et les professionnels s'épuisent.

Difficile de continuer à travailler dans ces conditions. En 2023, une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) mettait en lumière que, dix ans après le début de carrière, une infirmière sur deux seulement exerce encore son métier dans un hôpital. En 2022 l'Ordre national infirmier notait que pour 88% des infirmières « *les conditions d'exercice sont devenues plus difficiles que par le passé* ». Chez les infirmières et les aides-soignantes, 1 personne sur 5 souffrira de burn-out dans les 5 ans après le début d'exercice. En tout, il manquerait en France 100 000 infirmières et aides-soignantes, mais c'est un cercle vicieux : les difficultés à embaucher des soignantes sont d'autant plus grandes que les conditions de travail ne sont pas satisfaisantes.

À ces conditions de travail difficiles se cumule le manque de reconnaissance tant par les directions des hôpitaux que par le gouvernement. L'hôpital d'Abbeville, par exemple, a trouvé une solution pour le moins brutale pour faire des économies : ne plus payer les heures supplémentaires réalisées par les soignant·es. Ainsi, les organisations syndicales parlent de 70 000 heures supplémentaires qui n'auraient pas été rémunérées. La proposition, aujourd'hui abandonnée, du gouvernement Barnier de passer à 3 jours de carence relevait carrément d'une forme de « fonctionnaire bashing » consistant à faire croire que les difficultés rencontrées seraient uniquement dues aux arrêts maladies des collègues ! La nouvelle version du PLFSS prévoit toujours de diminuer de 100% à 90% la prise en charge de ces arrêts maladie, mais à l'hôpital les soignant·es sont particulièrement exposé·es non seulement au risque contagieux mais aussi au risque d'accidents et de maladies professionnelles.

MALGRÉ LES DIFFICULTÉS, LES LUTTES DES SOIGNANT·ES SE MULTIPLIENT

C'est dans ce contexte qu'un ras-le-bol légitime s'exprime de plus en plus, avec souvent la même revendication qui revient : des bras, des lits ! Ainsi, les soignant·es de l'hôpital d'Abbeville (80) se sont mis en grève le 6 janvier, notamment car certains services ne tournent qu'avec 3 soignant·es pour 45 patients. À Villeneuve-Saint-Georges (91), pour alerter contre le manque de personnels et suite au décès d'une patiente, le service des urgences s'était lui aussi mis en grève. Au bout de 11 jours, les collègues ont d'ailleurs obtenu la totalité de leur revendication : créations de postes d'infirmier, d'aide-soignant, d'agent d'accueil, d'une coordinatrice pour le parcours aux urgences et la fin des 48 heures de carence pour le remplacement en heures supplémentaires pour toutes les catégories professionnelles. Même chose à Longjumeau (91), en grève illimitée depuis ce mercredi 5 février, où les soignant·es des urgences réclament une infirmière et une aide-soignante supplémentaire. À l'hôpital gériatrique Émile-Roux (94) il manque des centaines de lits et de personnels et les soignant·es sont en grève depuis plusieurs jours pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail. À Morlaix (29), les soignant·es dénoncent le manque de lits, alors que 21 patients dorment dans les couloirs des urgences. À Beaujon (92), dont le projet est de fusionner avec l'hôpital Bichat, les soignant·es ont fait grève plusieurs semaines afin d'obtenir des postes et du matériel supplémentaires. Parfois, ce sont les travailleuses de la société externe de l'hôpital qui se mettent en grève, comme à l'hôpital Tenon en décembre 2024, où les agentes assurant l'entretien se sont mises en grève pour demander à avoir deux jours de repos hebdomadaires au lieu d'un seul.

LES FEMMES ASSIGNÉES AUX MÉTIERS DU CARE ET À LEURS CONDITIONS ÉPOUVANTABLES

En bref, les grèves se multiplient partout, mais sont toujours sectorielles, portées par un ou deux services (urgences, stérilisation, brancardage…) tout en peinant à se construire au-delà des équipes syndicales. Dans ce secteur très féminisé de la santé, où le travail est souvent organisé en 12 heures par jour, faire grève est souvent difficile. Dans la plupart des services de soin, la situation est telle que tout le monde est systématiquement assigné car le personnel prévu constitue déjà le service minimum. Cela joue un rôle d'autant plus important que les femmes, qui constituent 80% des soignant·es, sont particulièrement incitées à être dans le *care* et à s'investir d'autant plus auprès des malades. Dans ce cadre, les collègues culpabilisent de « laisser » les collègues et les patients, ce dont l'encadrement profite en invoquant la « *responsabilité individuelle* » de chaque soignante.

Il y a urgence à agir pour la défense de l'hôpital, pour la santé de tous et toutes, cela doit passer par le renforcement des équipes syndicales sur place, et la construction de collectifs de lutte localement ! Cela passera aussi par la reconstruction de liens à l'hôpital entre les travailleuses : agentes d'entretien et de nettoyage, aide-soignantes, infirmières, secrétaires médicales, techniciennes de labo, brancardières… c'est toutes ensemble qu'on va gagner ! ❑

Un documentaire pour se mobiliser face au suprémacisme

HAFIZA B. KREJE

Au soir du 29 janvier, le député LFI Raphaël Arnault, porte-parole de la Jeune Garde et figure de l'antifascisme, et son assistante parlementaire, ont ouvert les portes de l'Assemblée nationale pour la projection du documentaire « White Power » de Christophe Cotteret, suivie d'un débat.

Projeter un documentaire contre l'expansion contemporaine du suprémacisme blanc qui met en cause le RN, dans l'assemblée parlementaire qui légitime sa parole : voilà le pied-de-nez qu'organisait le porte-parole de la Jeune Garde depuis la salle de projection des représentants de la République. Organisé depuis début janvier, l'objectif de l'événement était clair : faire entrer une parole radicale contre l'extrême droite dans les institutions, organiser la discussion en son sein avec un public qui n'y est pas souvent invité et lutter contre la « résignation » devant la progression de l'extrême droite.

UN DOCUMENTAIRE MILITANT À L'ASSEMBLÉE, UN GESTE INCONGRU ?

La diffusion de documentaires politiques est une tradition à gauche : si le cinéma d'auteur d'extrême gauche a été central dans les années 1960-70, sa relative éclipse dans les années 1980-90 n'a pas tari la pratique du documentaire et de la projection militante. Souvent articulée à des débats, la projection permet souvent de visibiliser ou de proposer une représentation « concrète » et « humaine » des luttes et ainsi de rapprocher les expériences militantes d'un public qui les découvre, d'élargir le stock d'expériences militantes et d'édifier une mémoire commune. Réflexe d'organisation qui vise à élargir l'audience des espaces militants, la projection est aussi bien un moment de co-construction horizontale des pratiques. Le documentariste dont le travail était projeté, met ainsi en scène les actions de la Jeune Garde : il filme les collages, les déplacements, l'organisation des cortèges militants et la joie qui accompagne les fumigènes dans les rues. L'objectif est simple : présenter l'antifascisme comme un recours accessible. Devant la salle, le député et le documentariste se réjouissent de voir une assemblée jeune, et, il faut l'ajouter, également racisée : c'est au fond à l'image de l'électorat du député qu'est configurée la salle, et c'est indéniablement une manière de participer à l'articulation d'espaces militants aux espaces institutionnels pour politiser les seconds. Ensemble, ils évoquent la diffusion du 10 octobre au cinéma Utopia d'Avignon, où ils constatent de même la présence de la jeunesse, suffisamment rare pour être soulignée. C'est en effet à la suite de l'avant-première du documentaire que Mathilde Millat, assistante parlementaire du député et militante au NPA, a l'idée de raffermir les liens entre le documentariste et les espaces militants. C'est ainsi dans la continuité d'une entreprise de renouvellement des espaces militants et d'hybridation avec les milieux culturels, puisque le réseau des cinémas Utopia incarne depuis les années 1970 un repère dans les espaces culturels anticapitalistes, qu'il faut inscrire la circulation du film de Cotteret.

Le dispositif imaginé par Mathilde, qui fait la part belle aux réactions de la salle après le film, la présentation ayant lieu avant la projection, et la place égale accordée au député-militant et au professionnel du cinéma, permettent de donner rapidement au public confiance en ses questionnements : le militantisme revient souvent, mais dans des termes qu'on entend peu dans nos milieux : « *Comment se mettre en action devant l'apathie des nôtres, qui pensent que cela ne nous concerne pas ?* » demande une jeune femme, étudiante en droit racisée à Assas qui fait face à des « *Waffen Assas* » décomplexés, évoqués dans le film ; « *Comment fait-on pour ne pas subir des accusations d'antisémitisme ou d'être un militant extrémiste quand on commence à parler de ces questions ?* » renchérit un autre.

Avec bienveillance, le député antifa répond qu'il faut faire, assumer de cliver, il encourage. Et il renchérit sur la situation à l'Assemblée, qu'il compare à celle de chacun·e sur ses lieux d'études, de travail, dans ses sociabilités privées : là aussi, il est difficile de « rester solide » sur ses appuis, et « *il n'y a même pas besoin de parler* » pour qu'une polémique raciste s'enclenche. En fait, le conflit est déjà là – mais il suffit de s'organiser, dit-il, pour le remporter.

WHITE POWER ET LE RN : PAS DE « DÉDIABOLISATION »

Si le geste peut sembler symbolique, l'Assemblée nationale a bien besoin de symboles de résistance alors qu'elle compte de plus en plus de député RN. Depuis la victoire du Nouveau Front populaire aux législatives, la centralité de l'extrême droite dans la vie politique institutionnelle n'a cessé de s'affirmer. Le choix d'Emmanuel Macron

d'engager la dissolution de l'Assemblée nationale a été le lieu d'un sursaut démocratique, qui montre la résistance d'une partie de la population à la montée de l'extrême droite en même temps que la propension des libéraux à lui tendre la main.

White Power se propose de rompre avec l'image d'une opposition entre une droite « institutionnelle » et une « ultra-droite » : en répondant à une femme dans l'assistance, Raphaël Arnault s'excuse de la reprendre mais affirme que le terme doit être combattu. Pour lui, la notion d'ultra-droite ne vise qu'à faire apparaître des clivages qui n'existent pas réellement dans l'extrême droite, laquelle s'organise ensemble. Cotteret renchérit : le film visait à documenter les militants les plus radicaux et ce qu'on appelait « ultra-droite ». Finalement, il ne rencontre que des réseaux dans lesquels les uns circulent avec les autres.

Montrer la complexité de ces réseaux ainsi que leur précarité : voici certainement la signature du documentariste. Avec *White Power*, Christophe Cotteret poursuit un projet qu'il avait entamé en documentant la révolution tunisienne il y a plus de dix ans : en documentant la complexité du processus révolutionnaire, il s'est opposé à une lecture simpliste de l'opposition étanche entre « laïcs » et « religieux » pour rendre la réalité des dynamiques politiques.

C'est une entreprise comparable de complexification de l'analyse, par le prisme des actions et des liens réels, au-delà des différences doctrinales réelles qu'il se propose de mener. Il met ainsi en évidence la présence de groupes distincts, qui revendiquent bien leur séparation mais travaillent de concert, voire s'interpénètrent. Par exemple, en montrant la diffusion des tracts de la Cocarde étudiante, il relève la présence d'un service d'ordre des Zouaves. Si les deux groupes ne sont pas « formellement » coordonnés, leurs actions sont bien mutuelles et les liens militants évidents.

Plus largement, à travers la discussion des travaux de l'historien Nicolas Lebourg, il documente la présence de cadres de l'extrême droite « révolutionnaire » dans l'organigramme du Rassemblement national : souvent rapportée à sa fondation, la continuité est retracée jusqu'à la candidature de Marine Le Pen, à laquelle les figures les plus violentes de l'extrême droite ont apporté leur soutien de l'intérieur du RN.

Manifestation féministe contre l'extrême droite à Paris, le 26 janvier 2025.© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

DIRE LES TERMES DU SUPRÉMACISME

Les voyages des militant·es d'extrême droite, fortement mis en évidence au cours du documentaire, reflète la circulation de leurs idées : le « grand remplacement », concept phare du publiciste d'extrême droite français Renaud Camus, par ailleurs militant gay masculiniste, est est repris par l'allemand Götz Kubitschek, salué dans les conférences du *Vlaams Belang*. C'est un mouvement que nous donne à voir Cotteret, dont il situe l'émergence dans le renouvellement de l'extrême-droite étatsunienne et l'affirmation d'un *white power* faisant face à la fierté Noire.

La notion de « grand remplacement » n'est pas seulement une formule qui prête à sourire, elle s'articule à une théorie générale qui se précise : en 2024, Renaud Camus complétait son analyse en parlant de « génocide » en Europe — une proposition négationniste dont on perçoit bien les effets aujourd'hui et son articulation au débat public

L'affirmation d'une radicale différence entre les tendances ségrégationnistes étatsuniennes et le cosmopolitisme colonial européen ne résiste pas à la mise en évidence des correspondances entre les mouvements d'extrême droite. Ainsi, la défense d'une « fierté blanche » est une thématique ancienne, dont la traduction européenne s'est notamment faite à travers le mêlement des nébuleuses skinhead d'extrême droite des années 1980 et le basculement des discours d'extrême droite vers les thématiques anti-immigration. Interrogeant plusieurs « repentis », Christophe Cotteret met en évidence l'importance d'un besoin subjectif d'affirmation de « puissance » ou de « pouvoir ». Si l'enquête de Cotteret ne rejoint pas des considérations proprement électorales et s'attache plutôt à identifier les « militants » d'extrême droite et leurs réseaux, Raphaël Arnault cite rapidement les analyses de Félicien Faury sur l'électorat RN et la volonté de trouver une forme de « distinction » pour le prolétariat blanc en se distinguant d'un prolétariat racisé plus précarisé encore.

Les extrêmes droites ne se disent plus seulement dans un langage national, mais suivant l'analyse du documentariste, à travers la défense d'une vision « ethno-différentialiste » du monde : la blanchité apparaît non seulement comme le lieu d'un « privilège » réel et structurel, mais également comme un intérêt qu'il s'agirait de défendre – devant le risque même de la dissolution, la dissolution dans la mondialisation et dans une diversité « ethno-culturelle » étant assimilée par les discours institutionnels-radicaux de l'extrême droite de gouvernement.

Pour nous, militant·es communistes révolutionnaires, il s'agit à notre niveau d'être également mis en mouvement par ces « projections » dans les institutions : si à l'Assemblée, il est possible de dénoncer le suprémacisme blanc et d'inviter à l'organisation antifasciste, il nous importe de répondre à l'appel, de construire un front antifasciste et antiraciste afin d'affronter réellement une nébuleuse suprémaciste blanche dont l'ascension demeure résistible. ❑

On construit l'Alternative

CHRISTINE POUPIN

Depuis près de deux ans, le NPA-L'Anticapitaliste est impliqué, aux côtés d'autres groupes politiques et de militant·es, dans le processus « On construit l'Alternative *». Avec la publication du* Manifeste pour une nouvelle force politique démocratique, révolutionnaire et unitaire, pour la justice, la démocratie et toutes les égalités, *une nouvelle étape est franchie. C'est le moment pour faire le point sur les avancées et les difficultés du processus et revenir sur le sens de l'engagement du NPA.*

Le 2 juillet 2023, à l'appel de plus de 500 militant·es de différentes organisations — Rejoignons-nous, NPA-L'Anticapitaliste, Ensemble ! — mais aussi et surtout issu·es de différents engagements — féministes, écologistes, antiracistes, anticapitalistes, anti-validistes, anti-impérialistes, etc. — s'est tenu un forum national, comme « *première étape qui doit permettre de débattre ensemble des contours d'une nouvelle organisation à construire* ». Marqué par l'actualité des mobilisations — contre la contre-réforme des retraites, contre les méga bassines, féministe du 8 mars, en riposte au meurtre de Nahel à Nanterre, etc. — le texte d'Appel à cette rencontre disait : « *Le mouvement actuel montre à quel point nous avons besoin à la fois d'unité et de radicalité. L'organisation politique que nous voulons bâtir œuvrera donc également à la construction de fronts sociaux et politiques larges et démocratiques, localement et nationalement, dans la rue, les mobilisations et dans les urnes si les conditions sont réunies, pour combattre les politiques de droite, le néofascisme du RN et toutes les idées et violences d'extrême droite* ».

CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE

Depuis, ce cadre commun a permis différents forums nationaux et locaux, des débats-formations thématiques, des prises de position, des appels aux mobilisations.

Surtout, à l'épreuve d'une situation politique mouvante et inattendue, il a réagi d'une même voix en juin 2024 « *face à la menace conjointe du néofascisme et du néolibéralisme autoritaire* », en rejoignant le Nouveau Front populaire et en appelant « *à renforcer un pôle anticapitaliste, autogestionnaire, écologiste, féministe, anti-impérialiste, antiraciste et antivalidiste large et dynamique dans le Nouveau Front populaire en cours de construction et, au-delà des élections* ; *à partir des luttes et de l'auto-organisation populaires qui sont primordiales pour changer la société* ; *à construire une nouvelle force politique agissant pour construire une véritable alternative* ». Et après les élections législatives, il n'a sous-estimé ni « *le danger néofasciste* [qui n'est] *que temporairement écarté* », ni le « *projet ultra-libéral, xénophobe et autoritaire* » de la droite, tout en restant lucide sur le risque qu'il y aurait à « *laisser les directions de partis de gauche gérer seules cette crise démocratique et l'exercice du pouvoir* » et en appelant « *partout, des assemblées populaires et antifascistes* [qui] *doivent se réunir et organiser la pression populaire, des manifestations, des grèves, pour que s'applique le programme d'urgence du NFP* ».

UN PÔLE UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE

« *Faire gagner le Nouveau Front populaire et construire l'Alternative* » n'a pas été seulement l'intitulé de la soirée du 27 juin avec Olivier Besancenot (NPAA), Annick Coupé (militante syndicale et associative), Alexis Cukier (Rejoignons-nous), Marjorie Keters (Peps), Mimosa (Les Inverti·es), Jean-François Pellissier (Ensemble !), Omar Slaouti (militant antiraciste), Ritchy Thibaut (Peps). C'est une orientation politique qui allie la participation à la campagne du NFP et la volonté de construire une nouvelle force politique « *qui puise sa force dans l'auto-organisation des luttes et l'enthousiasme d'un autre monde que nous voulons bâtir* », « *un pôle anticapitaliste, écologiste, féministe, antiraciste, internationaliste et antivalidiste dont nous avons besoin, au sein de la gauche* ». Dit autrement unitaire et révolutionnaire !

Cet accord politique est substantiel et précieux, il fait la différence, tant avec ceux qui se vivent comme l'embryon du parti révolutionnaire et n'ont aucune préoccupation au-delà de leur propre auto-construction, qu'avec d'autres groupes qui se retrouvent aujourd'hui avec l'Après et poursuivent toujours la chimère de l'unité de toute la gauche, y compris sociale-libérale.

Cet accord politique important a permis d'engager ensemble le travail d'élaboration d'un « *Manifeste pour une nouvelle force politique démocratique, révolutionnaire et unitaire, pour la justice, la démocratie et toutes les égalités* ». Ce document, qui est une invitation à débattre et à réfléchir ensemble, analyse la situation et fait des propositions pour rompre avec le système actuel, pose les questions stratégiques et avance des réflexions et propositions pour une organisation démocratique et autogestionnaire. Impossible de résumer un texte très (sans doute trop) long, mais structuré et présenté de manière particulièrement claire et accessible sur le site forum alternative[1] de manière à mettre en évidence les analyses, les luttes et les propositions.

UN SOCLE POLITIQUE SOLIDE POUR CONSTRUIRE

Dans l'analyse de la situation, l'accent est mis sur la conjonction des catastrophes écologiques provoquées par un capitalisme écocide, des attaques capitalistes contre les droits sociaux, les conditions de vie des plus précaires et les acquis des travailleur·ses, le patriarcat, l'islamophobie et le racisme d'État, l'impérialisme et le processus de fascisation. Les propositions reprennent en grande partie les exigences portées par les mobilisations et les inscrivent dans une logique intersectionnelle contre toutes les dominations et dans une perspective de rupture avec le capitalisme et le productivisme, celle d'une décroissance globale mais différenciée entre les pays du Nord et ceux du Sud global.

La partie « *Pour changer le monde, on fait comment ?* » prend à bras le corps les questions stratégiques tant à partir de l'héritage de celles et ceux qui dans le passé ont lutté et réfléchi pour l'émancipation et la défense du vivant, que d'une nouvelle culture politique qui s'invente dans les luttes et se distingue par le refus de la délégation de pouvoir et des hiérarchies, le rejet des dominations (genre, classe, race, validité, etc.) et des violences autoritaires, une aspiration profonde à l'auto-organisation, à la démocratie directe, à la délibération collective et à l'intersectionnalité des luttes. Elle aborde les questions essentielles que se posent tou·tes celles et ceux qui veulent changer le monde.

Qui peut faire la révolution, dit autrement : quel est le sujet politique de la transformation sociale, écologique et démocratique ? Alors qu'il n'y a pas de « *sujet révolutionnaire unique et prédéfini* », et qu'il faut donc construire une « *nouvelle hégémonie collective* », la réponse à cette interrogation impose de repartir de l'analyse du capitalisme comme reposant « *sur l'appropriation et l'exploitation du travail, mais également sur des systèmes de domination imbriqués qui maximisent son profit tout en légitimant ses mécanismes d'oppression* ». « *Ainsi, celleux qui s'opposent à l'exploitation du travail, à la destruction de la nature et aux différentes formes de domination sont tou·tes des sujets potentiels du "mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses"* ».

Manifestation à Strasbourg, 6 juin 2023 © Photothèque Rouge / NPA67

UNE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LE 21E SIÈCLE

L'État, qui « *soutient et reproduit les logiques capitalistes* », doit être « *dépassé et transformé en une structure radicalement démocratique et autogérée* » *en s'appuyant sur « un processus constituant par en bas »*. L'objectif est « *la construction de nouvelles formes de pouvoir populaire, pour reprendre collectivement le contrôle sur nos conditions de vie, et des mécanismes de contrôle citoyen pour prévenir toute dérive oligarchique* ».

À la question classique : réformes ou révolutions ?, le Manifeste répond « *nous optons pour une approche révolutionnaire comprise comme un processus continu, ou révolution longue. Cela ne signifie pas un rejet des réformes.* [...] *Les réformes doivent être des points d'appui pour les luttes futures, non des fins en soi* ». Si « l*es révolutions ne sont pas des raccourcis* », « *elles constituent des moments d'exacerbation des luttes sociales, où le conflit entre les dominants et les dominé·es atteint son paroxysme* », elles sont « *nécessaires pour résoudre les situations de double pouvoir, lorsque les institutions capitalistes entrent en confrontation avec des formes émergentes de pouvoir populaire. Ces moments décisifs permettent de transformer la société en profondeur, en redistribuant le pouvoir et les ressources* », une rupture essentielle étant « *l'expropriation des capitalistes et la propriété sociale des moyens de production, d'échange et de communication* », la socialisation comprise comme la « *gestion démocratique et collective, ancrée dans les besoins des populations et du vivant* ». Le Manifeste n'esquive pas la question de la violence parce que « *la violence structurelle du système capitaliste et patriarcal ne peut être surmontée que par d'intenses mobilisations populaires, incluant le recours à l'action extra-légale, à la désobéissance de masse et à l'autodéfense armée quand elle est clairement nécessaire et légitime* ». Il réaffirme que « *notre internationalisme reconnaît et soutient le droit à la résistance, armée et non armée, face aux agressions et guerres impérialistes et au colonialisme* » mais insiste aussi sur la nécessité d'apprendre « *à allier dans toutes nos luttes autodéfense, soin, efficacité et émancipation* ».

Une large part est donnée à ce que serait « *une organisation politique aux formes et pratiques nouvelles* ». À partir du constat que « *les forces politiques qui prétendent représenter les plus opprimé·es,* [...] *échouent à les inclure réellement dans leurs rangs et à leur garantir une participation égalitaire et active* », une nouvelle organisation devrait rompre tant avec l'avant-gardisme qu'avec l'électoralisme, refuser la professionnalisation et la bureaucratisation, et refléter dans son fonctionnement « *les valeurs qu'elle défend : inclusion, égalité, solidarité et pluralisme* ». Les principes fondamentaux proposés sont parfois évidents (parité, non-cumul, transparence...), parfois matière à discussions et questionnements salutaires (mode de décision, mandat impératif, double appartenance...).

Le Manifeste se conclut avec des propositions pratiques pour avancer vers

une nouvelle organisation politique, révolutionnaire et unitaire. Dans un premier temps, la mise en discussion du texte à l'échelle locale, régionale ou nationale et un forum national le week-end du 10-11 mai, et au-delà l'engagement d'un processus constituant.

LA PLACE ET LE RÔLE DU NPA

Nous construisons notre parti, non comme un but en soi, mais comme un outil pour une force politique plus nombreuse, capable de peser plus efficacement sur la situation, à la fois révolutionnaire et unitaire, démocratique et accueillante, mieux implantée et active dans les quartiers populaires, sur les lieux de travail et dans la jeunesse, plus liée aux luttes et mouvements sociaux. À sa fondation nous avions l'espoir que le NPA représente un pas en avant important dans ce sens. Pour différentes raisons qui tiennent à la fois aux conditions politiques dans lesquelles nous l'avons construit, à nos faiblesses et à nos erreurs, il n'en a pas été ainsi.

Aujourd'hui, la gravité de la situation rend chaque jour plus impérieuse la nécessité d'une telle force.

Pour faire front face au danger croissant de l'extrême droite et de l'autoritarisme néolibéral, l'unité sociale et politique des exploité·es et des opprimé·es est indispensable. Cette unité fragile, sans cesse menacée par la concurrence et le sectarisme a besoin d'être pensée et construite avec opiniâtreté. Pour cela, elle a besoin d'un outil politique, capable de mettre les intérêts généraux au-dessus de ses intérêts boutiquiers.

La montée généralisée des régimes néofascistes, d'extrême droite, autoritaires, libertariens, impérialistes, racistes, antiféministes et anti-LGBTI, climato-négationnistes… prospère sur la crise de civilisation du capitalisme, crise d'un capitalisme à bout de souffle, crise écologique et climatique, crise démocratique, bouleversement géostratégique… un chaos qu'elle ne fait qu'aggraver. Mais elle se nourrit aussi de l'absence d'une alternative politique émancipatrice, une alternative qui ne peut être que globale, en rupture radicale avec ce système d'appropriation, d'exploitation, de destruction, de domination et d'aliénation, de l'ensemble de nos vies et du vivant dans son ensemble. Il y a donc urgence à incarner, à faire vivre cette alternative et pour cela à regrouper les forces capables de la porter.

PRENDRE NOS RESPONSABILITÉS

Sur ces deux points essentiels, les échanges, les débats, les pratiques montrent un profond accord, une compréhension communes de la période et des tâches entre celles et ceux qui se retrouvent dans le processus « *On construit l'Alternative* ». Ce sont des bases solides.

Aujourd'hui, les forces qui se réclament de la rupture anticapitaliste sont faibles et morcelées. Les organisations impliquées dans l'Alternative – NPA-L'Anticapitaliste, Égalités, une partie d'Ensemble !, PEPS – sont petites. Le NPA, de par sa place, a une responsabilité forte dans cette démarche. Il est disponible pour se dépasser, avec la volonté de « faire parti », bien au-delà des seul·es militant·es aujourd'hui organisé·es, avec les animateur·ices des mouvements sociaux qui inscrivent leur action dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

Le défi qui est devant nous est de combler l'écart énorme existant entre d'une part, nos forces actuelles et d'autre part, le nombre et la diversité infiniment plus importantes, de celles et ceux qui pourraient se reconnaître dans ce projet et sont indispensables à sa réussite. Il s'agit de convaincre de son utilité et de faire la preuve que chacun·e pourra y prendre toute sa place. Il n'existe pas de raccourci, mais des étapes, à franchir ensemble pour construire solidement et durablement. Cela suppose de prendre des initiatives en direction d'organisations qui sont à ce jour hors du processus, comme la GES ou l'UCL, mais sont traversées par les mêmes questions et aspirations, de faire connaître et débattre le Manifeste, de multiplier les rencontres et discussions et évidemment d'agir ensemble.

Le résultat dépendra largement de la lutte des classes réelle, des mobilisations. Mais nous devons nous y atteler, être audacieux·ses et décidé·es, convaincu·es que c'est indispensable et possible. ❑

1. https ://www.forumalternative.org/manifeste/

Stand du NPA à la fête de l'Humanité, 14 septembre 2024 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Un « parti large » ou une organisation plus large que ce que nous sommes ?

AURORE KOECHLIN, BUENAVENTURA SOIHARTZE, SALLY BRINA*

Le NPA a hérité de la LCR cette conception saine que nous ne sommes pas le parti unique de la révolution, le noyau dirigeant autour duquel viendront s'agglomérer les prochaines générations de révolutionnaires. Les camarades de l'ex-PFA débattent ici de leurs conceptions du parti.

Nous avons gardé dans notre ADN cette volonté de toujours chercher à nous dépasser, à fusionner avec d'autres expériences militantes, pour construire une organisation utile à la classe. Cette politique s'est faite souvent en l'articulant aux enjeux de front unique et aux différents mots d'ordre utilisés ces dernières années : « *bloc social et politique* », « *opposition de gauche* », « *gauche de combat* », etc.

UN PREMIER RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE DU NPA

Nous avons toujours fait attention aux diverses tentations auto-proclamatoires, comme ont pu le faire les différents groupes et partis d'extrême gauche dès lors qu'ils commençaient à se développer.

Par moments, dans nos discussions internes, se mélangent les deux niveaux de discussion, à savoir le type d'organisation qu'il nous faut construire pour la transformation révolutionnaire de la société, et le cadre de front unique dans lequel nous nous inscrivons à un instant T.

Le lancement du NPA à partir de 2008 relevait de cette volonté d'auto-dépassement. S'inscrivant dans l'orientation des « partis larges » portée par la 4e Internationale — qui considérait que le clivage entre réforme et révolution n'était plus opérant après la chute du Mur, et qui voulait unir face à la contre-révolution libérale — il s'agissait alors quelque part de perdre en substance pour gagner en surface pour reprendre une formule de l'époque.

Le vent était porteur — victoire du Non au référendum sur le traité européen en 2005, mouvement victorieux contre le CPE en 2006, crise du PCF, et bon score d'Olivier Besancenot en 2007 — un espace à gauche du PS semblait s'ouvrir pour un nouveau parti anticapitaliste. La dynamique était là au début : syndicalistes de lutte, militant·es PCF en rupture, altermondialistes, libertaires, mais également des groupes de l'extrême gauche trotskiste comme l'Étincelle, le groupe CRI, etc.

Avec cette forme organisationnelle de parti large que nous avions choisie se côtoyaient ainsi des courants réformistes et des courants révolutionnaires, de manière plus ou moins formalisée.

C'est qu'il ne s'agissait alors pas de trancher toutes les questions stratégiques mais d'avancer collectivement. Ce format s'est fracassé à la première difficulté : on peut en déduire qu'il ne pouvait peut-être fonctionner que par temps calme.

Notre projet de parti est alors entré en crise. Nous avons traversé un certain nombre de clarifications, mais toujours en négatif :

La sortie de Mélenchon du PS au même moment que se lançait le NPA, la création du Front de Gauche puis de la FI a largement occupé l'espace politique que nous comptions prendre (avec néanmoins une délimitation plus large, puisque nous voulions rassembler anticapitalistes et révolutionnaires et qu'elle rassemble antilibéraux et anticapitalistes) ;

Le départ de la Gauche Anticapitaliste en 2012 a clarifié notre existence comme parti indépendant de la FI ;

Et même d'une certaine manière, la scission finale qui nous a fait repousser la forme-secte. Si la scission a eu le mérite d'avoir été voulue et menée à bien par une majorité du NPA — L'Anticapitaliste, donc de ne pas avoir été subie, force est de reconnaître que le NPA-R la voulait également.

Ainsi, à force de structures concurrentes, de départs et de scissions, nous ne sommes plus un parti large, ni large en nombre ni large dans son identité. D'une certaine manière (et paradoxalement), la scission de 2022 a été le coup final porté au projet du parti large : car c'était de fait une clarification. Nous sommes le « NPA canal historique », ce qui veut dire que nous sommes la continuité dans le présent de la LCR, de son histoire et de ses positions politiques. Mais si c'est un début, la définition en négatif, imposée par les événements, ne suffit pas. Pour convaincre largement, nous avons besoin d'un projet.

UNITAIRES ET RÉVOLUTIONNAIRES

À l'issue de ce congrès de séparation, nous avons réaffirmé nos axes, à savoir « unitaire et révolutionnaire », en considérant que l'un ne doit pas aller sans l'autre. Mais si la rupture avec le futur NPA-R s'est faite notamment sur la question des alliances électorales avec les organisations antilibérales et réformistes, cette question n'en est pas pour autant l'alpha et l'oméga.

Il y a eu une reconstruction a posteriori, tirant un trait d'égalité et une cohérence d'ensemble depuis la liste « Bordeaux en Luttes » de 2020 à notre entrée dans le NFP en 2024, en passant par les expériences aux Régionales de 2021 et les négociations avec la NUPES en 2022.
Cette reconstruction a posteriori sert à justifier une politique qui se voudrait plus unitaire encore, et que nous jugeons, à regrets, à l'ex-PFA un peu opportuniste par moments vis-à-vis de LFI.
Chacune de ces expériences est pourtant différente dans son contexte, dans son fond et dans sa forme. Bordeaux en Luttes est une liste du mouvement social, avec des animateur·trices des luttes, construite avec la base militante de La France insoumise avant que la direction ne se raccroche finalement aux wagons. Son programme était anticapitaliste, proche du nôtre. Elle a suscité une forte dynamique populaire et militante.
Les expériences aux régionales l'année qui a suivi, à savoir « On est là ! » (en Nouvelle-Aquitaine) ou « Occitanie Populaire », ont bien davantage relevé d'un accord d'appareils, sur les bases programmatiques de LFI. Ainsi, en Occitanie, pour obtenir cet accord, nous avons renoncé à nos positions historiques qui consistaient à refuser que l'argent public serve à financer des entreprises privées.
Au moment des négociations qui ont abouti à la NUPES en 2022, nous cherchions à négocier un accord séparé avec la FI qui mettait par écrit les points d'accord et les points de désaccord, comme celle-ci l'avait fait peu avant avec le PCF et EELV.
Enfin, ce qui a fait que nous avons rejoint le NFP en 2024, c'est avant tout un diagnostic partagé de la catastrophe qu'aurait représenté l'arrivée du Rassemblement national au pouvoir, de la menace de l'extrême droite. Nombre de camarades hostiles aux tactiques unitaires lors des précédentes échéances électorales se sont rallié·es sans états d'âme à la campagne du NFP, bien conscient·es de l'urgence.

LE GRAND MALENTENDU

À nos yeux, ces deux décisions fortes (séparation de 2022 et participation au NFP) ont été la source d'un grand malentendu, en justifiant les dernières tentatives de dépassement du NPA-A et en particulier les volontés de rapprochement avec la GES et Ensemble.
Ce grand malentendu a consisté à croire, ou à faire croire, que la tactique (notre approche unitaire aux élections) signifiait une convergence stratégique avec les courants précités. Venant d'Ensemble et de la GES, cette interprétation était logique.
Bien qu'issu·es de notre tradition politique (la LCR et la IVe Internationale), ce sont des camarades qui ont aujourd'hui une approche institutionnelle du changement social. Dans leur logiciel, les élections sont fondamentales, ainsi que la conquête de postes dans les assemblées et les exécutifs. C'est ce qui fait que l'outil politique qu'ils veulent construire et qu'ils construisent n'est pas un parti révolutionnaire.
Focalisé·es sur la recherche d'accords avec les organisations réformistes (et de plus en plus sur la chimère de l'union de la gauche), iels ne cherchent pas à construire une organisation révolutionnaire, indépendante, implantée dans la classe. En témoigne leur investissement dans LFI et dans l'Après, une organisation pourtant bien moins radicale que LFI…
D'autant plus que les discussions avec la GES au niveau national — qui finalement n'ont mené à rien, puisque la GES ne s'est pas divisée à son dernier congrès — montrent bien l'inactualité d'un rapprochement entre nos deux organisations, quand bien même il ne s'agirait dans le cas de la GES que d'une fraction de celle-ci.
À une échelle locale, des comités NPA et GES peuvent dialoguer ensemble, et nous aurions pu penser un dialogue et un militantisme plus fructueux qu'au niveau national, mais les discussions ne l'ont pas plus été. Les militants et militant·es de la GES cherchent avant tout à construire La France insoumise, défendent leur programme et défendent les candidats de La France insoumise.
Dans le comité du 10e arrondissement de Paris, les militant·es de la Gauche Écosocialiste sont avant tout des militant·es insoumis·es. Dans les cadres unitaires, leur représentant est présenté comme tel, il défend avant tout les intérêts de la FI, et s'est par exemple opposé à la plupart des actions proposées par le NPA 10e, à tel point qu'il pouvait paraître plus insoumis que Mélenchon, jusqu'à nous inciter à rejoindre LFI.

Meeting du NPA a La Bellevilloise à Paris, 17 novembre 2023 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Aux européennes et législatives, les militant·es de la GES se sont investi·es loyalement dans la campagne de la FI, puis du NFP. L'ouverture de leur part vers le NPA n'est venue que face à la menace d'une purge des militant·es de la GES. La GES voulait les rencontrer et souhaitait qu'iels forment un cadre « unitaire » local regroupant la GES et le NPA. Avant tout engagement dans des actions et dans un cadre unitaire, le comité 10e a formulé des propositions de dialogue pour voir sur quoi iels étaient d'accord, et sur quels points.

Le choix a donc été fait d'initier des discussions avec la GES sur des questions stratégiques, mais aussi sur des sujets clivants comme la Palestine en leur faisant des propositions d'actions. Il leur a ainsi été proposé de monter un comité Urgence Palestine, cadre qui est aujourd'hui le plus dynamique, et doté d'une charte à laquelle les comités doivent adhérer. Le débat théorique a alors été renvoyé au niveau national, l'idée d'un comité Urgence Palestine local a été refusée mais le comité NPA 10e a maintenu sa volonté d'agir dans ce cadre.

Les discussions sont depuis au point mort. En effet, les enjeux ont diminué pour les camarades de la GES puisque leur dernier congrès n'a pas abouti sur une scission.

DE L'ÉCHEC DES FORUMS ANTICAPITALISTES À LA CONSTRUCTION DE « L'ALTERNATIVE »

Il était juste, après la séparation, de chercher à discuter avec d'autres forces, d'autres militant·es. C'est ainsi que notre parti a initié les Forums Anticapitalistes. C'est dans ce cadre de discussion qui s'est maintenu malgré tout qu'a été rédigé un *Manifeste pour une nouvelle force politique démocratique révolutionnaire et unitaire*[1] qui souhaite organiser une « *assemblée constituante* » à l'automne 2025 pour initier la construction d'une nouvelle organisation politique en 2026[2].

Par conséquent, si certaines discussions ont pu être de qualité, nous avons très vite constaté qu'aucune dynamique militante n'accompagnait ces initiatives. Nous n'avons pas pu nous lier par ce biais à de nouvelles générations militantes. C'était pourtant l'objectif qui avait été celui du « parti large » lorsque nous avons formé le NPA, et qui avait fondé sa légitimité : en l'absence de cette dynamique, elle est aujourd'hui contestable. Nous avons voulu refaire à froid, 14 ans plus tard, le lancement du NPA, mais la situation politique a changé depuis.

Si nous pouvons partager les éléments de diagnostic sur la situation, sur les oppressions, sur les travers et limites des organisations existantes, ainsi que nombre de revendications, d'autres problèmes se posent à nous à la lecture de ce Manifeste.

Ainsi, dans la partie « *Quelle articulation entre réformes et révolutions ?* »[3], comment comprendre cette formulation « *La mythologie du "Grand Soir" — l'idée d'un basculement soudain et total vers une nouvelle société — n'est plus tenable. La transformation sociale et écologique devra s'opérer par un long cheminement, combinant avancées institutionnelles et expérimentations populaires* » ? Quelle orientation politique concrète ?

S'agit-il de partir à la conquête de positions dans les institutions lors des élections, qui, en France, se succèdent à un rythme quasi annuel ou bi-annuel ? S'agit-il dans le même temps, de construire des « *îlots de socialisme* », plus ou moins liés aux institutions, qui s'étendraient progressivement et finiraient par fusionner ?

Logiquement, le Manifeste rejette l'idée d'un parti basé sur « *le centralisme démocratique* »[4] c'est-à-dire un parti qui combine liberté de discussion, délibération démocratique et unité d'action, pour agir et tirer les bilans ensemble. Il réclame en opposition un « *droit de retrait et d'objection* »[4], c'est-à-dire un droit, par principe, à ne pas appliquer l'orientation politique décidée majoritairement.

Cela brise toute idée d'agir collectivement, et donc efficacement, puisque quelle que soit la discussion et la décision, des groupes peuvent choisir de mener la politique qu'ils veulent et comme ils le veulent.

La volonté de prioriser le consensus est plus que saine, mais réclamer une « *base largement majoritaire* »[4] pour prendre la moindre décision revient de facto à paralyser toute l'activité de l'organisation. Au final, le projet d'organisation programmée dans ce Manifeste est celui d'un mouvement un peu gazeux, bien davantage un cercle de discussion où chacun·e vient faire son marché avant de retourner à son activité à part.

Il rappelle, paradoxalement, le NPA d'avant, avec ses fractions, sans homogénéité, ni politique, ni pratique collective.

Nous restons persuadé·es de la nécessité et de l'urgence d'un parti indépendant des réformistes, d'un parti révolutionnaire inclusif et démocratique. Si nous sommes attentives et attentifs à ne pas construire une secte ossifiée comme l'extrême gauche en est spécialiste, nous ne voulons manifestement pas construire le même type d'organisation que celui qui est proposé dans ce manifeste.

CONSTRUIRE LE NPA, COMME PARTI RÉVOLUTIONNAIRE INCLUSIF ET DÉMOCRATIQUE

Si l'objectif d'élargir la base de notre organisation demeure, puisque force est de constater qu'aujourd'hui, il n'y a ni dynamique, ni véritable partenaire pour ce dépassement, notre priorité doit être la poursuite de la reconstruction de notre organisation, marchant sur ses deux jambes, unitaire et révolutionnaire. Cela passera notamment par une politique volontariste d'implantation dans le monde du travail, dans les quartiers populaires et dans la jeunesse.

Cette dernière ne pourra faire l'économie d'une intégration réelle des questions LGBTI+, féministes, antiracistes, antivalidistes, indissociables de la lutte contre l'exploitation dans toutes nos élaborations et dans chacune de nos activités, et en particulier devant la menace de plus en plus directe de l'extrême droite.

Cela passera enfin par la mise en chantier d'un nouveau manifeste programmatique, distinct des défauts de celui de l'Alternative, prenant en compte la catastrophe écologique en cours.

Tels seront à nos yeux, en tant que membres de l'ex-PFA, une partie des enjeux de ce congrès. ❑

*** La plateforme A (PFA) s'était constituée lors du 5e congrès du NPA. À la suite de la séparation entre NPA-A et NPA-R, une majorité de l'ex-PFA a décidé de rejoindre le NPA-A en tant que tendance consitituée.**

1. https ://www.forumalternative.org/manifeste/
2. https ://www.forumalternative.org/manifeste/conclusion-et-maintenant-on-fait-quoi/
3. https ://www.forumalternative.org/manifeste/nouvelles-pratiques/ce-que-nous-ne-voulons-pas/
4. https ://www.forumalternative.org/manifeste/nouvelles-pratiques/principes/

Construire une nouvelle organisation politique : pourquoi, comment et quand ?

ÉGALITÉS*

Égalités est le nom pris par l'organisation « Rejoignons-nous » en 2024. Au-delà des débats de « On construit l'alternative » dans lesquels se retrouvent Égalités, Ensemble, PEPS et le NPA, nous ouvrons nos colonnes à la discussion entre nos organisations sur les perspectives des partis que nous voulons construire.

Nous sommes confronté·es à des crises globales et interconnectées qui amplifient les catastrophes sociales et écologiques engendrées par le capitalisme et exigent des réponses politiques d'une ampleur inédite. La crise écologique, marquée par le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles et d'autres seuils planétaires dépassés, menace directement les populations les plus vulnérables et les conditions mêmes de la vie sur Terre. Et une profonde crise sociale aggrave les inégalités, précarise les classes populaires, et s'intensifie avec le démantèlement systématique des services publics. À cela s'ajoute une crise démocratique, visible à travers une défiance croissante envers les institutions, une abstention record et la montée des extrêmes droites, qui exploitent les frustrations et les héritages colonialistes, racistes et impérialistes pour promouvoir des politiques autoritaires et réactionnaires.

Ces crises, interdépendantes, sont les symptômes d'un capitalisme écocide et autoritaire, incapable de répondre aux besoins fondamentaux du plus grand nombre. Elles convergent dans une menace néofasciste croissante à l'échelle mondiale. Face à ces défis, les réponses politiques actuelles, y compris celles de la gauche institutionnelle, manquent de radicalité, d'ancrage populaire et d'articulation avec les luttes sociales, écologiques et démocratiques.

Il devient urgent de construire une organisation politique révolutionnaire, unitaire et à vocation de masse, à partir des forces existantes — notamment du NPA-A —, qu'il faut élargir et diversifier. Cette organisation doit être anticapitaliste, écologiste, féministe, antiraciste, antifasciste, anti-impérialiste, antivalidiste, et autogestionnaire, en exprimant cette diversité dans un projet de révolution écologique, sociale et démocratique.

Il est temps de lancer un processus constituant dès la fin de l'année 2025, comme nous y appelions dans notre *Manifeste* de 2023 et dans celui de l'*Alternative* de 2025 auquel nous avons contribué.

LES LIMITES DES ORGANISATIONS EXISTANTES

La France insoumise (LFI) s'est affirmée ces dernières années comme un acteur central de la gauche radicale, mobilisant autour d'une rupture avec le néolibéralisme, structurant un espace politique à gauche et remportant des victoires électorales significatives. Cependant, ses limites sont évidentes : organisation verticaliste centrée sur une figure charismatique, exclusion des militant·es des décisions stratégiques, approche institutionnelle exclusive, internationalisme à géométrie variable, mépris des mouvements sociaux et focalisation sur les échéances électorales. Cela entrave sa capacité à s'ancrer durablement dans les luttes, la jeunesse et les quartiers populaires.

Le NPA-A, malgré une orientation politique pertinente, manque de forces suffisantes pour peser socialement et politiquement. Nous pensons qu'il ne pourra attirer une nouvelle génération de militant·es issus des mouvements sociaux que s'il s'engage pleinement dans la construction d'une nouvelle organisation collective avec elles et eux.

Les syndicats de classe sont plus populaires que les partis de gauche mais restent souvent confinés à des actions sectorielles. Ils peinent à articuler leurs luttes avec les enjeux écologiques, féministes et antiracistes, et à élaborer une stratégie de transformation radicale. De leur côté, les mouvements féministes, écologistes et antiracistes, malgré leur dynamisme et leur culture démocratique impliquant fortement la jeunesse, manquent de coordination stratégique

Dans ce paysage fragmenté, l'absence d'une organisation anticapitaliste fédératrice, construite à partir des luttes et capable de peser dans les alliances de gauche, antifascistes et au sein du Nouveau Front Populaire, crée un vide politique.

Les crises actuelles exigent des réponses globales et radicales, rompant avec les logiques du capitalisme. La bifurcation écologique,

par exemple, ne peut se limiter à des réformes superficielles ou aux solutions technologiques du capitalisme vert. Elle doit s'inscrire dans une perspective de décroissance, associée à une justice sociale protégeant les classes populaires et redistribuant équitablement les richesses.

De même, la montée des extrêmes droites nécessite de dépasser une vision purement électorale de l'antifascisme. Une nouvelle organisation politique doit combiner la lutte contre les discriminations avec un combat global contre les inégalités sociales et écologiques, qui alimentent les discours réactionnaires.

Cette nouvelle organisation offrirait un espace politique aux populations souvent marginalisées dans les circuits militants traditionnels : jeunes, précaires, femmes, personnes racisées, habitant·es des quartiers populaires et des zones rurales, ainsi que personnes en situation de handicap.

Cette organisation devra développer des formes et des pratiques permettant d'articuler les luttes locales avec une stratégie nationale, tout en s'appuyant sur l'autogestion et la mobilisation populaire. Ainsi, elle construirait un projet profondément ancré dans les réalités sociales, en phase avec les aspirations populaires.

DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

Le projet de cette organisation repose sur des principes clairs. L'anticapitalisme, d'abord, implique une critique radicale des logiques de profit et de productivisme qui détruisent les écosystèmes et précarisent les travailleuses et les travailleurs. La démocratie directe et l'autogestion, ensuite, permettent de redonner du pouvoir aux citoyen·nes en construisant des structures horizontales, où le pouvoir est partagé et les responsabilités tournantes. Enfin, placer la lutte contre le patriarcat, le racisme et le validisme au cœur de ce projet, doit permettre une réelle prise en compte de ces questions et garantir que cette organisation sera réellement inclusive et représentative des populations les plus opprimées.

Cette organisation devra dépasser le cadre strictement électoral pour devenir un espace d'articulation des luttes syndicales, écologistes, féministes, antiracistes et antifascistes. En soutenant activement les mobilisations locales, elle garantirait une cohérence stratégique entre revendications de terrain et enjeux globaux.

Sa structuration locale devra selon nous jouer un rôle central. Des comités autonomes interconnectés créeraient un maillage territorial solide, ancré à la fois dans les quartiers populaires et les zones rurales. Ces espaces locaux offriraient aux militant·es un cadre d'action concret, tout en restant coordonnés à l'échelle nationale pour assurer la cohérence du projet.

L'objectif est une transformation radicale du système, bien au-delà de simples réformes superficielles. Cela inclurait une révolution écologique basée sur la décroissance, une riposte antifasciste structurée et un engagement internationaliste anticolonial. Ces ambitions doivent s'appuyer sur l'autogestion, la mobilisation populaire et la construction d'alternatives concrètes.

LES ÉTAPES DE CONSTRUCTION

La première étape (2023-2025), déjà entamée, consiste à cartographier les forces militantes existantes, en identifiant et associant les acteurs politiques, syndicaux, associatifs et les collectifs susceptibles de rejoindre le projet. La mise en discussion du Manifeste de l'Alternative, qui vient de paraître, devra permettre d'affiner collectivement les bases idéologiques et stratégiques du projet.

L'organisation de forums nationaux et d'assemblées locales doit permettre d'inclure un maximum de militant·es dans la réflexion. Comme l'écrit le Manifeste, nous proposons d'organiser sur cette base une « assemblée constituante formelle et représentative » fin 2025 pour lancer un processus constituant de cette nouvelle organisation politique

Une fois les bases posées, l'organisation pourrait se structurer autour de comités locaux autonomes, interconnectés par une coordination nationale. Des campagnes emblématiques sur des enjeux fédérateurs, comme la justice climatique, la lutte contre les mégaprojets écocides, pour des droits sociaux universels (les services publics, le logement), le droit à l'auto détermination ou la lutte contre les violences sexistes, renforceraient son ancrage dans les luttes et permettraient d'en élargir progressivement la composition.

LE BON MOMENT : POURQUOI VISER LA FIN DE 2025 ?

Le lancement public de discussions et d'un processus constituant pour cette nouvelle organisation à la fin de 2025 permettrait de construire sans précipitation une base solide avant les élections de 2027 – moment de forte politisation et de risque d'accession au pouvoir de l'extrême droite. Ce calendrier répond à une fenêtre stratégique pour mobiliser des militant·es désillusionné·es par les partis existants, tout en profitant de la dynamique postmunicipales pour relancer la gauche radicale. Au-delà de la gauche radicale, c'est tout notre camp social qui bénéficierait d'une telle dynamique.

Ce moment pourrait également coïncider avec une montée des mobilisations sociales en prévision des élections présidentielles et législatives.

En se positionnant comme une alternative complémentaire à LFI, cette organisation éviterait une dispersion des forces et jouerait un rôle fédérateur en articulant les luttes sociales, écologiques et démocratiques avec une stratégie politique cohérente.

CONSTRUIRE UNE ORGANISATION À LA HAUTEUR DES DÉFIS DU XXIE SIÈCLE

Les crises actuelles appellent une refondation politique radicale. Une nouvelle organisation, articulant sur un pied d'égalité l'anticapitalisme, l'écologie, le féminisme, l'antiracisme, l'anti-impérialisme et l'antivalidisme, est nécessaire. En lançant publiquement les discussions dès la fin de 2025, il sera possible de structurer une force crédible, capable de peser sur les enjeux politiques et sociaux à venir.

Ce projet ne pourra réussir que par une mobilisation collective, et nous avons besoin de l'initiative du NPA-A. Ensemble, construisons une alternative politique radicale, ancrée dans les luttes et les aspirations populaires, pour bâtir une société juste et émancipatrice. ❑

* En 2024, Rejoignons-nous devient Égalités pour proposer une méthode pour construire collectivement et démocratiquement un nouvel outil politique, une sorte de maison commune avec une proposition de méthode : avancer pas à pas et, patiemment, à chaque étape, réfléchir ensemble à l'étape suivante.

Débattre avec le NPA-A

MARIANO BONA, FLORENCE CIARAVOLA, BRUNO DELLA SUDDA, CHRISTOPHE LEMASSON, NOUFISSA MIKOU*

Depuis près de deux ans, nous participons en tant que militant·es d'Ensemble !, avec d'autres — dont des camarades du NPA-A— au processus « On construit l'alternative *». Membres du courant Autogestion Émancipation au sein d'Ensemble ! nous nous exprimons, ici, avec l'objectif de débattre avec le NPA-A.*

Il s'agit ici de traiter de quelques questions politiques importantes, dans la perspective de constituer à moyen terme une force politique commune de gauche alternative (au sens où nous l'entendons : une force à la fois anticapitaliste et autogestionnaire, féministe et écologiste, internationaliste et altermondialiste, antiraciste…). En première partie, nous abordons quelques questions dont nous pensons qu'elles peuvent, avec des nuances sans doute, faire l'objet d'un accord sur le fond entre nous et le NPA-A. Ensuite, nous pointons quelques questions qui méritent probablement débat,

Poursuivons les échanges ! Si nos forces sont modestes, nous avons des responsabilités communes pour résister à l'ordre établi, faire face avec le plus grand nombre à la menace néofasciste et porter des perspectives alternatives.

UN MONDE MULTIPOLAIRE

L'impérialisme étatsunien reste dominant mais sa domination est relativisée par la concurrence d'autres impérialismes, notamment chinois, mais aussi russe, britannique, français. Les activités anticoloniales et de solidarité internationaliste et altermondialiste demeurent donc prioritaires avec les peuples du Sud, face à tous les impérialismes.

Il s'agit de solidarité mais aussi, partout dans le monde, de défense du droit des peuples à la liberté et à l'autodétermination, y compris en France (Corse, Mayotte, Kanaky, Guadeloupe, Guyane…). Nous réaffirmons notre solidarité totale avec la résistance armée et non-armée des peuples palestinien et ukrainien, pour leur autodétermination face au génocide organisé par l'État d'Israël et à l'agression impérialiste russe.

Face à l'offensive de Trump, redisons la nécessité de la paix et du désarmement, mais aussi de nouvelles régulations mondiales, du respect du droit international et d'une réforme radicale de l'ONU donnant le pouvoir à son assemblée générale et représentant autant les peuples que les États.

DES RÉPONSES DE TYPE NÉOFASCISTE À UNE CRISE SYSTÉMIQUE QUI SE DOUBLE D'UNE CRISE D'HÉGÉMONIE

En France, nous sommes confronté·es à une triple crise : de régime (celle de la 5e république verticale et autoritaire, perceptible depuis le mouvement « retraites » et l'obligation de recourir au 49-3), crise politique (situation inextricable suite à la dissolution de Macron et au refus de nommer Lucie Castets), et crise de la représentation politique (discrédit quasi-total, à l'exception hélas du RN et de la FI dans une moindre mesure, de tous les partis).

Cette crise s'inscrit dans une crise mondiale multidimensionnelle : économique, sociale, démocratique, écologique ; absence de perspectives politiques.

La victoire électorale de Trump accentue cette crise et la menace néofasciste. C'est aussi une crise d'hégémonie : aucune réponse bourgeoise classique n'est opératoire et dans nombre de pays, une part croissante de la droite et des élites est acquise à des réponses de type néofasciste et des alliances avec l'extrême droite.

LA RÉVOLUTION, AUTREMENT

Le clivage réforme-révolution n'est pas caduc : il partage la gauche, sans remettre en cause la nécessité de son rassemblement, de son aile social-démocrate aux composantes de la gauche radicale. L'espace d'un possible réformisme est fermé par la radicalité de la crise multidimensionnelle globale et la brutalité des politiques des droites. Mais cet espace demeure, alimenté par l'illusion d'une partie des dominé·es et des opprimé·es qu'il serait possible de nouer des compromis avec les dominants, sur le plan social et écologique.

Or ceux-ci n'accepteront jamais de perdre leurs pouvoirs et leurs privilèges : une révolution est nécessaire si l'on veut ouvrir une perspective d'autogestion et d'émancipation. Celle-ci implique un affrontement inévitable avec les dominants et l'État bourgeois qui les protège.

Seule la construction d'un rapport de forces permanent combinée à la menace d'une révolution peut permettre d'obtenir des concessions des dominants.

Nous sommes aussi en partie comptables des échecs tragiques des révolutions anticapitalistes du 20e siècle : il nous faut donc préciser que la révolution sera démocratique, non pas une fulgurance mais un processus fait d'avancées et de reculs, de paliers et de ruptures, l'une, majeure, étant la socialisation des moyens de production.

Pour préparer cette révolution longue, l'auto-organisation, le contrôle citoyen et populaire (appelé autrefois contrôle ouvrier) et l'autogestion sont des pratiques décisives : c'est pourquoi nous parlons de stratégie autogestionnaire. Celle-ci s'appuie sur les mobilisations et sur le « déjà là », constitué de toutes ces pratiques alternatives (production, consommation, culture) qui dessinent déjà la société alternative post-capitaliste.

PARTIR DES LUTTES

Gilets jaunes, opposition massive à la contre-réforme des retraites, refus des licenciements, luttes écologistes (Sainte Soline, A69), soulèvements de la jeunesse des quartiers populaires… : ces luttes portent des exigences démocratiques et égalitaires radicales fondamentales, tout comme la révolution féministe mondiale accélérée par *MeToo* et la conscience écologique planétaire.

Ces luttes sont les moteurs des changements nécessaires qui ne viendront pas d'en haut. Elles ont besoin d'une force politique qui les soutienne, porte leurs propositions et élabore un programme politique de rupture, pour un horizon postcapitaliste.

CONSTRUIRE LE NFP

Le vote NFP a été motivé par l'espoir d'une politique qui permette de vivre mieux et par la crainte d'une victoire néofasciste. La dynamique à l'occasion des élections législatives de juin montre que la population peut se mobiliser fortement. Le NFP est en difficulté, il faut le conforter en favorisant la structuration durable des assemblées citoyennes à la base qui prolonge l'engagement de juin dernier de la gauche syndicale, associative et citoyenne. La rencontre à Paris le 22 mars des délégué·es de ces assemblées sera importante.

Créons une dynamique politique portant des propositions unitaires radicales pour mettre en mouvement la société. Pour cela, il faut une force de gauche alternative qui puisse peser dans les débats et les mobilisations.

CONSTRUIRE QUELLE FORCE ?

Nous avons besoin d'une organisation politique révolutionnaire. Mais pouvons-nous ignorer la crise de la politique et de sa représentation qui concerne tous les partis, y compris ceux du mouvement ouvrier et de sa tradition révolutionnaire ?

L'organisation révolutionnaire à construire ne peut être un parti à l'ancienne et doit être un mouvement — ou un parti-mouvement — au fonctionnement autogéré et démocratique jusqu'au bout, privilégiant le consensus, favorisant en interne horizontalité et autogestion. Elle assurera des fonctions de mémoire, d'élaboration politique, de coopération avec les mobilisations, associations, syndicats ou autres forces politiques, rejetant

Manifestation féministe contre l'extrême droite, Paris, 23 juin 2024 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

tout rôle dirigeant. Elle fera la synthèse entre les expériences collectives issues des luttes, les mettra en cohérence et les articulera dans un projet d'émancipation global, favorisera l'appropriation sociale, les capacités de la société civile à débattre, à décider.

LFI, LA GAUCHE DU NFP, VRAIMENT ?

Expression en 2022 d'un vote de classe contre la politique austéritaire, productiviste, l'islamophobie, LFI est-elle toujours un point d'appui ? Que dire alors des positions de Mélenchon à l'international (Ukraine, Venezuela, Sahara occidental, Syrie…) ?

En bloquant en 2023 au parlement le vote réclamé par l'intersyndicale sur l'allongement à 64 ans pour la retraite, en prétendant fin 2024 abolir par sa niche parlementaire la contre-réforme des retraites, LFI politise-t-elle en profondeur les milieux populaires, la jeunesse, favorise-t-elle l'auto-organisation des opprimé·es et des exploité·es ? Sa lutte pour une présidentielle anticipée procède d'une vision où l'issue à la crise est surtout institutionnelle, avec le risque d'une victoire néofasciste. Présidentialisme, exclusives au sein du NFP d'une part, manœuvres de l'aile droite du PS d'autre part, tous ces éléments ne vont-ils pas précipiter l'éclatement du NFP ?

L'orientation de LFI peut-elle produire autre chose qu'une démarche populiste visant à construire un peuple autour de la figure d'un chef charismatique ?

SUR L'ÉCOSOCIALISME

Cette référence juxtapose le social et l'écologie au risque de minorer l'auto gestion, le féminisme, les aspirations des peuples et communautés opprimé·es, le refus du racisme, des discriminations.

La référence de communisme autogestionnaire, féministe, écologique prendrait mieux en compte la diversité de tous les mouvements d'émancipation, leur articulation pour exprimer une visée alternative. Elle implique la socialisation des moyens de production, l'égalité de droits entre toutes et tous, l'appropriation citoyenne sur les choix techniques et productifs. Enfin cette dénomination réfute le caractère incontournable du lien production de richesses-croissance-emploi et lui substitue la délibération démocratique sur trois questions de fond : que produire et pourquoi ? Comment le produire en protégeant la biodiversité, le vivant ? Pour quelle utilité sociale ?

LA PROSTITUTION : LIBERTÉ DE DISPOSER DE SON CORPS… OU VIOL TARIFÉ ?

Si des personnes gagnent de l'argent en vendant des services sexuels, la notion de travail du sexe légitime le système prostitutionnel et pousse à sa légalisation.

Pour nous, la prostitution est un viol tarifé, un rapport social basé sur la violence et la domination masculine, à la croisée des dominations patriarcale, coloniale, économique, Nord-Sud.

Les personnes en situation de prostitution sont soumises à la violence des clients, des réseaux de proxénétisme et de traite d'êtres humains

Les personnes prostitué·es ont des droits et nous sommes opposé·es à toute répression à leur égard et favorables à l'abolition du système prostitutionnel qui marchandise les corps et la sexualité

En lutte pour une société émancipatrice et égalitaire, peut-on accepter que des hommes puissent avoir l'accord de la société pour acheter des services sexuels, exploiter les plus vulnérables sous prétexte d'un accord marchand basé sur un rapport de force et une domination ? ❑

* Pour le courant d'Ensemble ! Autogestion Émancipation.

LFI, le parti de l'opposition ?

HAFIZA B. KREJE, ANTOINE LARRACHE

Face à Macron et au RN, La France insoumise occupe la scène médiatique et représente un outil de résistance pour des centaines de milliers de personnes. Pour soutenir nos objectifs, ceux de mobiliser réellement notre classe sur ses intérêts économiques et politiques tout autant qu'antiracistes et antifascistes, il faut continuer à souligner que LFI reste, malgré sa centralité, prisonnière du système représentatif et des institutions républicaines.

À chaque étape de la vie de LFI, celle-ci s'est tournée vers les enjeux électoraux. D'abord constituée en rupture avec la gauche de gouvernement, le Front de gauche puis LFI ont centré leur politique sur la présidentielle et la figure de Jean-Luc Mélenchon. À partir de 2017, LFI a obtenu des député·es. La première séquence, avec un groupe parlementaire restreint, a visé à mettre en évidence les insuffisances démocratiques de la Ve République et la légitimité des Insoumis. Des figures radicales, comme celles de Mathilde Panot ou Danièle Obono, sont contrebalancées par les positionnements d'Adrien Quatennens ou d'Ugo Bernalicis, qui reprennent des discours plus institutionnels et/ou nationalistes.

Cette tactique de légitimation de LFI se heurte au rejet complet des partis les plus intégrés aux institutions, y compris au sein de la gauche, et aux accusations diverses, notamment d'antisémitisme, proférées par les classes dominantes. La tactique d'opposition de LFI participe à rompre avec le consensus libéral, à regrouper des franges combatives des classes populaires et à rendre possible l'expression d'autres convictions plus sociales. Mais le parlementarisme restreint tendanciellement les capacités d'action de LFI au giron limité des institutions. En conséquence, il est difficile d'identifier de véritables « victoires » et cela participe à démoraliser celles et ceux qui sont les plus convaincu·es de leur stratégie politique.

UNE POLITIQUE « POSTMODERNE » : L'AGÔN

Le débat sur le « populisme », particulièrement vif lors de la dernière décennie, constitue indéniablement une particularité du positionnement politique initié par Jean-Luc Mélenchon. Ainsi, Mouffe et Laclau, dont Mélenchon s'inspire, sont des post-marxistes, et ils entendent opposer le modèle de l'agôn à la lutte des classes, qui constituerait une représentation trop rigide et essentialiste du monde social, en le réduisant à l'économie

Si on la présente brièvement, on peut dire que l'agonistique défendue par Chantal Mouffe vise à penser la démocratie comme le lieu d'un affrontement (c'est ce que signifie le terme d'agôn, tiré du grec ancien en référence aux représentations antiques du politique, matricielles de la modernité européenne). Cet affrontement est un effet positif de la diversité et de la pluralité humaine, essentiel à la démocratie. Les protagonistes de l'espace public tentent d'exercer le pouvoir pour défendre leur représentation : c'est là la recherche de l'« hégémonie », sans rapport avec le concept gramscien. De plus, dans *Hégémonie et stratégie socialiste*, Laclau et Mouffe le précisent : il ne s'agit ni de faire reposer sur une base matérielle les divergences, les « intérêts de classe », ni de supposer possible ou souhaitable un « dépassement des contradictions » dans une société sans classes unifiée.

Concrètement, en se présentant comme les « adversaires » politiques d'une « caste » que représenteraient dans les mots de Mélenchon les « tout-puissants financiers et leurs marionnettes politiques, médiatiques », LFI rompt avec une opposition de classes pour distinguer « le peuple » des élites. La recherche de « signifiants flottants » (termes qui n'ont pas une définition claire mais qui font sens) pour s'agréger le plus grand nombre, en vue de constituer une

Marche des organisations de jeunesse contre la reforme des retraites, Paris, 21 janvier 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

hégémonie, correspond de fait à une construction purement rhétorique de l'unité politique, et aucunement matérielle. Cette rhétorique a pour objectif de pouvoir mobiliser des connotations contradictoires, agrégées par un mot d'ordre commun. Elle n'a aucun rapport avec une politique de classe, le « peuple » et les « gens » ne sont pas les prolétaires d'hier. L'espace public libéral, fondé sur la défense d'une discussion rationnelle supposée neutre, est ainsi agité de reconfigurations qui appellent aux « prises de position » et permettent ainsi de sur-représenter, par rapport au cadre institutionnel, les positionnements les plus outrés, ceux qui sont capables de constituer deux camps — un « eux » et un « nous ». C'est ainsi qu'on peut identifier l'assignation « révolutionnaire » de LFI malgré sa faible combativité réelle.

Cette tactique n'est pas seulement celle de LFI, elle correspond également à une évolution du champ médiatique, et des adversaires politiques de la gauche depuis l'affirmation « décomplexée » des mots d'ordre à droite, portée par Nicolas Sarkozy, qui a été un vecteur essentiel de la progression du vote RN.

LES LIMITES DE LA PARTICIPATION AU SYSTÈME

L'agitation à l'Assemblée nationale, notamment sur les retraites ou la Palestine, donnent de la visibilité à des thématiques de gauche. Mais l'absence d'alternative à l'extérieur des institutions limite les effets de cette politique, comme on a pu le constater dans la dernière séquence, où la classe dominante a eu beau jeu de moquer la radicalité de LFI. Cette tactique parlementariste a été particulièrement visible lors des législatives autour du mot d'ordre « Mélenchon Premier ministre », lors de la campagne pour obtenir le poste de Premier ministre à nouveau l'été dernier, puis du lancement de la procédure de destitution de Macron, ou lorsque Mélenchon avait appelé à un référendum au plus fort de la grève pour les retraites en 2019. Non seulement ce mot d'ordre était clairement irréaliste dans le cadre des institutions, mais en plus il participait à mettre en évidence le caractère instrumental des logiques parlementaires en vue de la conquête de l'exécutif. LFI entretient ainsi des illusions terribles sur la nature des institutions et la possibilité de les réformer. L'intégration d'une revendication comme le RIC, issue du mouvement des Gilets jaunes, met bien en évidence la volonté d'articuler les revendications du mouvement social à des représentations institutionnelles et délégatives du pouvoir. Le parlementarisme remplit dès lors une fonction idéologique pour notre classe : l'opposition que représente LFI reste formelle, verbale et de l'ordre du spectacle politique, elle ne se retranscrit dans la réalité de la lutte des classes que si les masses détournent cette fonction et s'en emparent elles-mêmes.

LES RELATIONS TOURMENTÉES AVEC LA GAUCHE

LFI s'est construite en rupture avec la gestion du capitalisme par les gouvernements Hollande. C'est ce qui lui a donné son audience et a, au passage, marginalisé la gauche révolutionnaire, à qui elle a repris son discours de délimitation vis-à-vis du PS. Forte de ses résultats de 2017 et 2022, LFI a opéré un virage pour tenter d'unifier la gauche autour d'elle, sur une base « de rupture ». Cependant, la succession du Front de gauche, de la NUPES et du Nouveau Front populaire n'ont pas construit une base programmatique commune suffisamment solide pour développer une solidarité stratégique. De fait, il semble que LFI ne souhaite pas véritablement convaincre : son refus des « compromis » vise à tenter d'acquérir une hégémonie sur le reste de la gauche : les élections locales la laissent très loin derrière les partis les plus intégrés au système, des mairies aux régions en passant par les départements.

Et si ces partis (PCF, PS, écologistes) sont fragilisés et régulièrement marginalisés (comme le PS qui a été seul à ne pas voter la censure de Bayrou), ils conservent une force et une crédibilité au-delà d'un électorat radical – celui qui reste attaché à l'alternance libérale et au compromis avec le système –, ce qui bloque la progression d'une LFI qui joue tous les rapports de forces sur le terrain institutionnel. Par exemple, la place du PS est en partie déterminée par les rapports de forces politiques : c'est ce qui a expliqué son son ralliement au NFP et aujourd'hui son abstention sur la censure. Une mobilisation contre le budget de Bayrou aurait pu rendre cela plus difficile, mais les tentatives en ce sens ont été globalement un échec.

Plus positivement, on a pu constater ces derniers mois un réchauffement des relations entre les syndicats conséquents (CGT, FSU, Solidaires) et la gauche politique : s'il était encore difficile lors du mouvement pour les retraites de voir converger la CGT avec LFI, la place des syndicats dans les campagnes du Nouveau Front populaire a en revanche été motrice et remarquée. Elle n'a néanmoins pas participé à produire un engouement de masse autour des comités du Nouveau Front populaire, que nous avons œuvré à construire mais dont la réalité militante est très limitée.

LES NOUVEAUX VISAGES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE : LES CLASSES MOYENNES ET SUPÉRIEURES AUX COMMANDES DE LA "RUPTURE".

La présentation la plus optimiste du programme de LFI ne pourrait dès lors – si on voulait traduire en langage marxiste un programme républicain et une tactique postmoderne – serait celle de « socialisme monopoliste d'État limité », vague reformulation des plus tièdes espoirs eurocommunistes des années 1970-80. La conséquence de la vision interclassiste – qui remplace les classes par le peuple – de LFI est que, si elle s'adresse à toutes les classes mécontentes du système capitaliste avec un discours radical mais néanmoins social-démocrate, de fait, ce sont les professions intermédiaires qui constituent en majorité ses cadres politiques, les plus prolétarisé·es étant confinées à la passivité. Une partie de ces militant·es nous est favorable, apprécie beaucoup le NPAA et Philippe Poutou, et, aux débuts du projet de parti large que nous avions constitué, correspondait à une partie de notre base élargie mais n'envisage pas de nous rejoindre.

La base militante de LFI correspond quant à elle à un ensemble duel : une partie d'aspirant·es au statut de cadre du parti, attirée par l'espace dégagé dans les institutions et dans LFI, et une partie plus volatile, qui participe ponctuellement aux actions proposées dans les Groupes d'action et sur les plateformes numériques. LFI « sélectionne » des talents et des cadres… Globalement, les primo-militant·es

peuvent être satisfait·es de mener une action ponctuelle, mais les plus expérimenté·es se lassent vite de l'absence de discussion politique — sauf s'il s'agit d'entreprendre une carrière politique. La formation proposée à une partie des militants de LFI reste globalement descendante, verticale, et ne vise pas à l'encapacitation des militant·es — si ce n'est sur des actions immédiates très concrètes, qui sont peu accompagnées de discours.

… SUR UNE ASSISE DE MASSE PEU COMBATIVE ET TRÈS VOLATILE

Le vote populaire, qui dépasse donc la seule fraction des classes moyennes acquises à des revendications sociales-démocrates radicales, est un deuxième enjeu. Cette assise de masse est réelle – on a pu le constater par la puissance du vote pour Mélenchon dans les quartiers populaires, avec des votes dépassant très souvent 50 ou 60 % au premier tour dans les bureaux de vote populaires – mais elle est en même temps extrêmement fragile : d'un part parce qu'elle ne se retranscrit pas en force militante, d'autre part parce qu'elle utilise un vote sans conviction profonde.

Ainsi, LFI constitue bien un réflexe électoral parmi les urbain·es, en particulier racisé·es, sur la base de la reconnaissance d'un intérêt à voter pour LFI, notamment face à la crainte d'une menace majeure en face. Elle n'implique pas l'adhésion au projet global de LFI – elle ne constitue pas les bases d'une « mobilisation » populaire, que LFI ne peut pas produire : l'histoire des partis communistes au début du 20e siècle ne se répète pas car LFI ne peut pas s'appuyer sur des mobilisations de masse, constantes, du prolétariat et est directement impactée par son intégration aux institutions. Son intégration aux institutions et sa volonté de renforcer la délégation parlementaire sont des obstacles à l'auto-organisation, notamment dans des cadres antiracistes et antifascistes autonomes. Trop faible en bas, trop intégrée en haut, LFI est condamnée à une grande fragilité.

De plus, l'argumentaire antiraciste développé récemment par LFI, notamment sur l'islamophobie et la lutte palestinienne demeure une proposition minimale. De même, le thème de la « créolisation » est une proposition universaliste, qui, en prétendant refonder un ensemble culturel unifié, masque les rapports coloniaux encore prégnants en France. La défense des transferts culturels ou la lutte contre l'islamophobie restent superficiels, traitées de manière morale comme la lutte contre des « préjugés » ou une déraison raciste. La reprise récente du terme de « grand remplacement » par Jean-Luc Mélenchon, affirmant qu'il aurait « déjà eu lieu, et tant mieux » est un symbole de la superficialité et des cécités de la politique antiraciste de LFI. Il est pour le moins étrange, pour combattre le racisme, de reprendre une partie de ses termes. Cela constitue une défaite et un danger.

A court terme cependant, LFI contribue à construire une digue bienvenue à la progression de l'extrême droite lors des législatives et représente une respiration, notamment dans les médias, pour l'ensemble des personnes qui sont quotidiennement visées par des politiques toujours plus violentes et discriminatoires. Cependant, nous ne partageons pas son discours, bien différent de l'antiracisme radical dont nous avons besoin dans la période.

LFI constitue une formation incontournable dans la période, qui représente une alliée importante dans de nombreux combats sociaux et politiques, notamment car elle refuse les compromis avec les forces réactionnaires toujours plus étendues. Cependant, nous nous en démarquons car sa stratégie demeure éloignée de notre perspective révolutionnaire et de nos objectifs politiques. C'est à nous de faire la démonstration, dans l'action unitaire et par notre engagement concret, sur nos lieux de travail et dans le mouvement social, de la nécessité d'une reprise du pouvoir par nous-mêmes. ❑

Manifestation de soutien au peuple Palestinien à Toulouse, 7 novembre 2024.© Photothèque Rouge / Francois du NPA31.

Parler à notre classe, sortir de l'opposition entre ruralité et quartiers

TONIO, LIMOGES

Aurais-je pu être ruffiniste ? Longtemps enseignant dans l'un des 20 quartiers les plus pauvres de France[1], tout en habitant un bourg avec son pont médiéval et sa vie de village digne d'une pub Herta, je me sentirais un peu paumé si je voyais le monde avec les yeux de François. Opposer « une France des bourgs et une France des tours » (qu'il suffirait de réunir, pour gagner les élections) est une vision étriquée, voire problématique[2].

Plutôt que de se renvoyer la balle entre ceux de notre camp qui s'occuperaient plus des bourgs ou plus des tours[3], plutôt que de voir là la grande cause de nos défaites, il faut s'interroger sur la définition de notre classe, comprendre sa complexité, refonder les moyens pour y intervenir. Vastes sujets, que je vais effleurer ici ! Je voudrais surtout montrer que ce « la France des » ne veut rien dire et creuse des fossés dans notre classe plutôt que de la réunir. Il fantasme un déterminé géographique qui se substituerait au déterminant social. Enfin, je tenterai une lecture des Gilets jaunes afin de tracer des pistes pour l'intervention dans notre classe dans toute sa complexité.

QUARTIERS ET RURALITÉ : CE N'EST PAS LA HAINE CONTRE L'AMOUR EST DANS LE PRÉ !

Où on verra surtout des exemples limousins[4]. Grandies au 19e siècle par l'exode rural, les villes tentaculaires ont un poids dans notre réalité et nos imaginaires. Elles sont organisées autour d'un centre, noyau des pouvoirs, avec en périphérie, toujours plus lointaine, les lieux de travail et de vie du prolétariat. Là-bas sont les banlieues populaires et les quartiers péri-urbains plus aisés. Encore plus loin sont les populations rurales et les activités agricoles[5]. Mais cette représentation n'est exacte que pour les grandes métropoles. Les villes petites ou moyennes ont des dynamiques différentes.

Dans une ville plus petite, les zones périphériques sont plus réduites, ce qui repousse moins loin les espaces ruraux. Les logiques de séparation entre populations des grandes villes ne sauraient être calquées. Long de quelques kilomètres à la périphérie ouest de Limoges, le Val de l'Aurence n'est large que de quelques centaines de mètres. Les espaces ruraux commencent à ses abords immédiats. Mes anciens élèves fréquentent les lacs ou les vide-greniers du coin. Les producteurs locaux font les marchés des quartiers populaires, avec des prix accessibles. Les jeunes et pas mal de mères seules bossent pour les pomiculteurs à l'automne, et des bus sont organisés… On ne peut pas parler non plus de mixité sociale, seulement d'une proximité, loin d'être idyllique : le vote RN progresse dans ces zones rurales immédiates. Les enquêtes sur la mort de Thomas à Crépol (26) ou la tentative de lynchage de deux jeunes racisés à Vierzeille (11), ont montré l'accueil qui peut être réservé aux jeunes des quartiers dans les fêtes de village.

La réalité des quartiers populaires des villes moyennes ou petites est peu visible. La publication de l'Observatoire des inégalités (OI) citée plus haut est pourtant éclairante : les 20 quartiers les plus pauvres de France appartiennent tous à des villes de ces catégories, les plus grandes villes étant Toulon et Limoges. Le taux de pauvreté des quartiers politique de la ville (QPV) est de 44% en France, mais dans ces 20 QPV il est de 63 à 75%. Difficultés supplémentaires dans les quartiers de ces villes : moins de boulot car régions moins insérées et moins dynamiques, plus de racisme à l'embauche, moins de transports publics, difficulté de trouver un emploi proche ou sans conduire… Mais la liste des communes auxquelles sont rattachés ces QPV est parlante aussi : à l'exception de Saint-Herblain et Carpentras, toutes sont gérées par la droite ou l'extrême droite. Ce n'est probablement pas fortuit. À Rodriguès-Parleté (Agen) ou au Val de l'Aurence on retrouve les mêmes logiques : des villes où les pouvoirs locaux laissent crever les quartiers car leur poids démographique et électoral n'a pas l'incidence de ceux des grandes villes. Transports, services publics, infrastructures, soutien à la vie associative et sociale : faire le minimum, c'est faire des économies pour le reste de l'agglo. Les écoles, par exemple : muté·es à Limoges, nombre de collègues qui avaient enseigné dans le 93 s'étonnent de l'état des écoles du Val, des passoires avec une amplitude annuelle entre 13° et 43° dans les classes, un budget transport en baisse permanente empêchant les sorties mêmes gratuites, les vitres cassées obturées par du carton pendant des mois… Des quartiers trop peu importants pour qu'on entende leurs révoltes ou qu'on dénonce la répression. Qui se souvient qu'à l'été 2024, Limoges, avec Béziers et Nice, a été parmi les premières villes à

instaurer un couvre-feu pour les moins de 13 ans ?
Certes, entre ces QPV et le vert bocage limousin, les chiffres ne sont pas les mêmes et la population racisée est moins présente. Mais les problématiques sont proches. Là aussi l'accès aux soins et autres services est difficile et plus on s'éloigne de ces villes déjà peu dynamiques, plus la possibilité de trouver un emploi proche diminue. Selon une enquête Insee de 2023, en 20 ans la distance domicile-travail a augmenté de moitié. Ainsi, quand en moyenne les actifs sont à 2,3 km de leur taf, un rural se situe en moyenne à 13 km… Comme avec la *pwofitasyon* de Guadeloupe en 2009, on comprend qu'avec les Gilets jaunes, la question du prix des carburants ait été si centrale. D'autant plus qu'à la campagne, avec des maisons pas toujours bien isolées, et sans le de gaz de ville, le carburant c'est aussi le chauffage. Les oubliés donc, comme le dit un chanteur creusois, ça dépeint ça : des villes comme Guéret, Bellac ou Châteauroux où le centre n'est guère moins sinistré que la campagne alentour (à l'exception des zones d'habitat périurbain) ou que les quelques tours du quartier populaire. Le centre-ville n'est le lieu d'aucun pouvoir, au mieux de quelques administrations et des commerces qui tiennent encore malgré les grandes surfaces en périphérie et les livraisons Amazon. Il se vide et ne comporte pas moins de HLM. C'est ainsi qu'on peut comprendre une autre publication de l'OI qui rappelle en 2022 que les « niveaux de vie sont plus bas dans le rural isolé et au centre des agglomérations que dans les banlieues et communes périurbaines »[6]. En 2021, une étude Insee sur le Centre Val de Loire a montré qu'il y a moins de pauvres en milieu rural qu'en ville, mais que le nombre des ruraux pauvres s'accroît quand on s'éloigne des villes.
Qui s'installe là-bas ? Travailleurs précaires, indépendants, mères isolées, familles chassées des banlieues restructurées, salariés agricoles, fonctionnaires ou ouvriers qui font le choix de faire des bornes… Dans les villages isolés, où les écoles sont menacées, l'accès aux HLM est souvent plus rapide qu'en ville. Loin des centres urbains, acheter un terrain pour y vivre ou pour y travailler, avoir au moins un truc à soi, peut faire partie des calculs de prolétaires qui quittent des villes moyennes où l'insertion n'est pas facile. *Le Populaire du Centre* du 27 janvier 2025 en témoignait : « *le Plateau (de Millevaches), lieu de la Résistance de Guingouin et aujourd'hui de groupes autonomes comme à Tarnac, se repeuple peu à peu, notamment du fait du bas prix du terrain* ».
Bourgs ou tours, centres-villes déshérités, ruralité isolée, ne sont que les lieux d'habitation d'une classe : celle qui travaille et qui galère. Celle qui doit se retrouver dans nos luttes. Et il n'y a pas d'autre stratégie pour reconstruire cette classe que de s'y frotter sans a priori et sans recette magique. À Limoges, nous avions fait le choix de basculer en banlieue certaines actions Palestine des samedis, plutôt que faire une manif dans le centre ou des actions BDS. Le bilan est mitigé : changer de lieu a permis de se faire voir de gens qui ne nous avaient peut-être pas vus mais, contrairement à ce qu'imaginaient celleux qui l'avaient proposé, cela n'a pas permis d'élargir la base populaire ou racisée de nos mobilisations. Pour deux raisons, sans doute. D'une part, il n'y a pas d'automaticité à ce qu'une personne bouge sur une lutte qui devrait la concerner parce qu'on vient la chercher dans son quartier… On ne « débraye » pas un quartier comme on le fait d'un amphi ou d'un atelier ! D'autre part, la ségrégation spatiale n'est pas la même à Limoges que dans une métropole : manifester en centre-ville ou devant Carrefour pour le boycott permet de croiser plus de monde que sur la place piétonne d'un quartier, et plus aussi de prolétaires banlieusards, d'habitants des HLM du centre, ou de ruraux en vadrouille.
De la même manière nous devons penser notre manière d'intervenir dans notre camp. Ne renoncer à rien, mais nous méfier des postures incompréhensibles. La Coordination rurale tient la Chambre d'agriculture en Haute-Vienne et, sauf surprise, la conservera aux prochaines élections. Active et violente, elle flirte avec la logique fasciste et avec l'Action française locale. Elle s'est attaquée à des agents de contrôle, à la diffusion d'un film contre les mégabassines, à une réunion nationale de la Confédération paysanne. La Conf', plutôt jeune, est active ou en soutien sur la plupart de nos luttes : Gilets jaunes, anti-répression, retraites, antifa, bassines, maintien des lignes ferroviaires ou de la forêt limousine. Bref, ce sont des camarades. Pourtant une partie des militant·es sont éleveurs et certains, ayant perdu plusieurs bêtes, ont des positions radicalement opposées aux nôtres sur le maintien du loup. Nous en débattons, mais nous n'en ferons certainement pas un point de discorde et nous porterons encore moins les positions antispécistes débattues dans l'organisation. Ce n'est pas renoncer, c'est juste poser une stratégie de lutte pour ce qu'elle est : comprendre une période et un milieu, et faire en fonction de cela. Gramsci parlait de la nécessité de consolider ses positions avant de penser la guerre de mouvement : nous en sommes là. Reconstruire et consolider. Être aux aguets et prendre part à chaque surgissement. Il y a déjà eu trop de temps perdu. Je me souviens de camarades syndicalistes en novembre 2018 qui s'étaient fait jeter des ronds-points et qui vitupéraient que les Gilets jaunes (GJ) étaient anti-syndicats. Mais ces camarades s'étaient pointés, drapeaux et badges brandis, pour expliquer aux GJ ce qu'il fallait faire : les actions le samedi n'avaient pas de sens, « seule la grève… », etc. À l'inverse, avec quelques camarades, sans cacher nos appartenances, nous avons choisi de participer pleinement au mouvement et de prendre des tâches. On ne nous a jamais viré·es, au contraire. Nous avons aidé à construire le mouvement. Je ne raconte pas ça pour nous féliciter, mais pour illustrer les pertes de repères de notre camp vis-à-vis de notre classe dans toute sa complexité, et de la réalité de ce que signifie reconstruire et consolider.

ÊTRE DANS LE PEUPLE « COMME UN POISSON DANS L'EAU »… OU DU MOINS, NE PAS RESTER SUR LE BORD : RELIRE LES GILETS JAUNES

Où on discourt de la méthode et de son préalable : douter, vérifier ses connaissances. Quels que soient les courants, peu de militant·es organisé·es ont participé aux GJ dès les premières semaines, ou en ont vécu toutes les séquences[7]. Pourquoi cette absence ? Essentiellement à cause d'erreurs de lecture de ce qui traversait ce mouvement. N'y a-t-il pas un lien entre ces bévues et le fait que les classes populaires actives dans le mouvement soient celles peu regardées ou méprisées, parce qu'issues de la ruralité profonde ou des villes moyennes ? Erreurs de lecture qui perdurent encore dans certaines analyses actuelles. Il faut se donner les moyens

de comprendre les GJ et surtout là où en est notre classe, afin de ne plus louper le coche. Pourquoi perdure cette lecture erronée ? Parce que contrairement à beaucoup de mouvements sociaux qui produisent films et analyses sur eux-mêmes, dès le départ et aujourd'hui encore l'analyse des GJ se fait de l'extérieur. M'y étant largement investi[8] je vais tenter de montrer ces biais et de proposer une lecture déconstruite, liée à l'analyse des périphéries que je propose. Blogs militants, débats, vidéos sur les réseaux, discussions internes au NPA… il me semble que les analyses font en général deux erreurs : observer d'un point de vue urbain et surévaluer l'expression médiatique du mouvement ou son expression sur les réseaux. Il faut revenir sur ces deux points qui vont rarement l'un sans l'autre. La relecture du mouvement des GJ me paraît fondamentale aussi pour comprendre les forces de l'extrême droite, et comment reconstruire.

— Urbain : on ne voit que la crête de l'action, ce qui se traduit par : « *les GJ ont fait peur à Macron parce que dans telle ou telle ville les samedis étaient insurrectionnels* ». Ce n'est pas faux, mais insuffisant. C'est oublier la forme principale de construction-structuration de ce mouvement des campagnes et des petites villes, qui durait toute la semaine pour alimenter les samedis insurrectionnels dans certaines villes (surtout les grosses) mais qui étaient plan-plan dans la plupart : le blocage des ronds-points.

Bloquer un rond-point toute la journée, surtout aux heures de pointe, ça se traduit dans une ville sans périph' par bloquer les travailleurs et les marchandises. Tous les jours, tous les matins et tous les soirs pendant des semaines. À Limoges, les parkings du principal *mall* au nord sont restés vides pendant plusieurs semaines avant Noël… C'est quand ces blocages se durcissent, en décembre, que le petit patronat (minoritaire mais très visible au début) disparaît des ronds-points. Nous avons même assisté à une tentative de levée des blocages par un groupuscule GJ lié aux notables et petits patrons limougeauds. Ils avaient payé des vigiles, mais… ça s'est terminé en baston et les blocages sont restés ! On oublie le poids de ces blocages : un parking de grande surface vide, ça marque moins que l'incendie du Fouquet's. Mais ça a certainement participé à la panique de la bourgeoisie en novembre-décembre 2018. Et ce sont ces ronds-points, pas si éloignés de la logique d'un piquet de grève, qui alimentaient les samedis.

Acte 59 de Gilets Jaunes, Bayonne, 28 décembre 2019
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Les plus énervés partaient chaque semaine vers Paris, Bordeaux, Nantes (localement on avait un groupe dont la tâche était d'organiser les trajets vers les points chauds, comme une sorte d'agence de voyage !). Quand entre décembre et février la plupart des ronds-points ont été vidés par les flics, alors le mouvement a fortement décru. C'est ce que connaît une boîte en lutte qui subit un lock-out : le lent amaigrissement de sa base militante.

Sans nier les différences, noter les similitudes piquet/rond-point me semble important pour comprendre la dynamique du mouvement, son apogée et sa déliquescence. Voir aussi comment les idées progressistes se sont développées chez celleux qui participaient au mouvement réel, et comprendre la sociologie de ce que les réacs qualifiaient de « jacqueries ». Nous ne pouvons analyser les GJ si nous n'imaginons pas le rond-point comme un acte militant, collectif et de sacrifice équivalent à ce qu'on voit dans une grève traditionnelle. Le rond-point c'était la grève de beaucoup de petits artisans, d'indépendant·es, de précaires, de populations issues de milieux ou de boîtes où on ne fait pas grève parce qu'on ne peut pas (trop petites, pas de représentation syndicale). Mais de fait, quand tu es plaquiste et que tu passes quatre jours par semaine sur un rond-point, tu refuses du boulot, tu perds des clients et des sous, tu fais la « drôle de grève » que ton métier te permet.

Se méfier donc d'un regard urbain sur un mouvement qui ne l'est pas. Cela semblerait saugrenu dans d'autres types de mouvements : c'est comme si on observait les quartiers populaires depuis le 5e arrondissement de Paris ! Voilà pour la question de l'importance du côté insurrectionnel, où venaient les plus énervé·es, dont les groupes d'extrême droite par ailleurs plutôt absents des ronds points[9].

— Médias et réseaux : c'est un problème depuis le début du mouvement. De Maxime « Fly Rider » Nicolle le « complotard », à l'avocat centriste François Boulo, ou même à Jérôme Rodrigues, les médias ont passé leur temps à faire monter des figures interchangeables, souvent masculines voire virilistes (alors que le mouvement était très féminin), les transformant en porte-parole autoproclamés d'un mouvement pourtant diffus et sans mandat, sur lequel ces figures n'ont jamais eu de maîtrise. Leur seule légitimité ne se fondait pas sur une implantation ni une influence vérifiée, mais sur le fait d'avoir des vues. Et cette médiatisation, essentiellement sur des médias Bolloré ou Russia Today, augmentait leur visibilité sur les réseaux. Pour rappel, des militants marxistes ont tenté d'aider à structurer le mouvement au moment des Assemblées des Assemblées et de faire émerger un porte-parolat mandaté. Cela n'a pas été possible[10].

Mais alors, comment traduire la parole politique de ce mouvement sans porte-parole fiable ? D'abord en évitant d'aller à la facilité, de se focaliser sur les réseaux sociaux. On le sait pourtant : les réseaux, c'est le terrain de jeu de l'extrême droite. Pendant les GJ ça n'a pas changé. En réalité, l'extrême droite a disparu très vite des ronds-points, tant en effectifs militants que dans les messages portés[11], pour n'apparaître plus qu'en profitant du chaos des manifs insurrectionnelles (les Zouaves à Paris) ou des coups politiques comme Vincent Lapierre à Toulouse, ou en se réfugiant sur les réseaux où ils sont forts parce qu'ils y mettent les moyens et y ont une base. Mais surtout parce qu'un réseau, c'est plus simple à manipuler qu'un mouvement social où il faudrait s'impliquer et construire, et où ce qu'ils portent

s'avère vite foireux. Ils ont du mal dans les AG ou les piquets à affirmer leur fond raciste, sexiste, homophobe, climato-sceptique… et c'était compliqué pour eux sur les ronds-points largement féminisés, en partie racisés, vite gagnés à la logique « fin du monde, fin du mois »… Il y a eu une limite réelle, pourtant : l'homophobie est restée présente. Mais je pense que c'est dû à l'écart d'avancées là-dessus entre les grandes villes et le reste du pays, plus qu'à une nature intrinsèquement réac des GJ.

Du coup, où puiser le fond politique exprimé par le mouvement ? Peut-être en s'intéressant sérieusement aux écrits qui en sont issus. C'est difficile, vu sa nature non centralisée. C'est un travail long, mais les résultats sont assez parlants. Des recherches ont été faites par des sociologues ou historiens, dont beaucoup comparent ça à la difficulté d'étudier la pensée populaire en 1789.

Il y a d'abord l'étude des « cahiers de doléances ». Les recherches par mots clefs y sont éloquentes : les thématiques principales sont l'inflation, le pouvoir d'achat, les services publics, la santé… l'insécurité ou l'immigration sont aussi là, mais loin derrière. Certes, ces 19 000 cahiers ne sont que l'expression de celleux qui ont voulu ou pu écrire, et il n'y a pas que des GJ… mais 200 000 textes libres d'appréciation politique d'un moment comme celui-là, c'est dommage de s'y intéresser moins qu'à la soupe habituelle des réseaux ! D'autres études ont lieu sur ce que disaient les pancartes et sur ce qui était écrit sur les gilets. C'est plus succinct, mais ça va encore davantage dans le sens de la vision que j'ai des GJ de la rue : celleux que j'ai pu croiser sur des ronds-points de Limoges, Angoulême, Melle, Pau, Poitiers, ou voir à Saint-Nazaire ou dans les manifs parisiennes ou bordelaises.

Enfin, il faut s'intéresser aux plateformes votées lors des Assemblées des Assemblées (ADA). Leur teinte progressiste et anticapitaliste est nette. Une caricature circule dans le milieu syndical : « *Les GJ c'était le bordel, à qui gueule le plus fort, même pas foutus de s'entendre sur les revendications !* ». En contrepoint, il faut rappeler ce qu'étaient ces tentatives de coordination et d'auto-organisation. Certes, aux ADA n'a participé qu'une fraction du mouvement, mais une fraction bien plus large que celle qui soutenait tous les porte-paroles autoproclamés ! J'ai été délégué à la seconde ADA, celle de Saint Nazaire en avril 2019, où environ 250 groupes locaux (petits bleds ou groupes régionaux) étaient représentés par 800 délégué·es mandaté·es sur des revendications discutées et votées au préalable dans leur groupe, souvent à l'issue de plusieurs soirées de débats sur le fond des mandats… Véritable exercice éreintant de démocratie directe pendant trois jours, on peut regretter que la tentative ait échoué à coordonner le mouvement[12]. Mais on peut aussi relire les appels ou revendications qui en sont sortis et qui ont été repris largement par des groupes absents des ADA[13].

Le mouvement a reflué jusqu'à s'éteindre à l'arrivée du covid, pour ne subsister que sur des réseaux déjà aux mains des fachos et des complotistes. Il faut se méfier de ce miroir déformant qui ne permet pas de voir ce qui a porté une partie du prolétariat rural et des villes moyennes à se mobiliser souvent pour la première fois dans un mouvement large, très féminisé, en résonance aussi avec les luttes en outre-mer, horizontal, durable, radical dans ses formes et progressiste dans ses revendications. Un mouvement qui, partant d'une base sociale et revendicative floue, s'est éloigné rapidement de ce qui le portait vers le poujadisme. Cela montre que la bourgeoisie a raison de craindre toute forme de mouvement social, car elle ne parvient pas, même avec l'appui du RN, à l'orienter durablement ou à empêcher qu'y incubent et s'y fassent jour les véritables raisons de la colère populaire.

« Les bourgs et les tours »… avant de chercher à les réunir électoralement, il faudrait reconnaître que la gauche dont parle Ruffin a tellement oublié celleux qui y vivent, qu'elle s'est sagement tenue loin des luttes des quartiers, comme de celle des GJ. Pourtant, comme sur les ronds-points, y être, participer pleinement aux luttes de notre classe, c'est la méthode pour élargir notre camp et faire reculer celui du RN. En pleines terres RN et malgré une masse d'obstacles, c'est aussi ce qu'a montré la campagne législative des camarades avec Philippe et Pauline à Carcassonne. Dans les quartiers ou dans la ruralité, créer du lien largement et sans a priori, mais en continuant à porter un discours anticapitaliste et radical, et réussir le tour de force de passer de 18% à 38% en quelques semaines et à construire le socle de la résistance locale au RN. ❑

1. Val de L'Aurence Sud à Limoges, dans Les vingt quartiers prioritaires les plus pauvres de France, enquête publiée sur le site de l'Observatoire des Inégalités le 10 décembre 2024, données Insee de 2021.

2. Toutes et tous ne sont pas tombé·es dans ce panneau. De nombreux articles font une analyse de classe et montrent combien cette opposition est biaisée. On peut saluer dans ce sens l'initiative qui a eu lieu à Pantin les 11 et 12 janvier 2025, « Alliance des bourgs et des tours, chiche ! », et dont le NPA l'Anticapitaliste était partie prenante.

3. F. Ruffin, qui visait ainsi LFI, a pourtant lui-même produit des tracts « adaptés » à leurs différents lieux de diffusion…

4. Parce qu'il vaut mieux parler de ce que l'on connaît (penses-y, François, avant de parler des tours !) et parce que pour des raisons géographiques, économiques et structurelles, Limoges et l'ex-Limousin se situent dans une sorte d'entre-deux qui n'est pas seulement la « diagonale du vide » !

5. Notons qu'il s'agit là d'une organisation spatiale très européenne, sans tenir compte par exemple de la « los angelisation » du nord-est italien.

6. L'OI ne fait pas ici de distinction dans la catégorie banlieues (favorisées, QVP…). Elle rappelle aussi l'importance des quartiers défavorisés au cœur même des grandes villes et le poids très relatif des territoires ruraux isolés.

7. La plupart des centrales syndicales (à part Solidaires) furent hostiles aux GJ quasiment jusqu'à leur fin. LFI ne s'est pas investie en tant qu'orga et a surtout appelé à un dépassement par les urnes (référendum, européennes). À LO, les militants ont participé ou observé dès le 17 novembre 2018, mais se sont retirés après la critique des GJ lors du congrès de décembre. Le NPA, après une hostilité alignée sur les syndicats au début, ne commença à soutenir que courant décembre 2018 et ne proposa un texte stratégique qu'en janvier. Dans la plupart des cas, les milieux autonomes se sont investis dans les mêmes temporalités que le NPA.

8. Je ne prétends pas avoir eu le nez plus creux que les organisations citées ci-dessus, mais les dynamiques locales font que j'ai pris part aux GJ au troisième samedi sur les ronds-points, puis y suis resté investi jusqu'au covid, notamment en participant à fonder et animer le principal groupe limousin : « Gilets jaunes unis 87 ».

9. La dénonciation par les GJ de Flixecourt de 6 réfugiés cachés a été mise en avant, mais est un cas unique. À l'inverse, à Limoges et ailleurs, plusieurs actions GJ ont été faites en convergence avec les réfugiés mais sont peu rapportées. L'article très fourni de La Horde, « Les gilets jaunes et l'extrême droite *», (sur le site grozeille.co, 2 janvier 2019) n'échappe pas à ce biais et donne principalement du relief aux discours d'extrême droite sur les réseaux.*

10. Notamment parce que nous nous sommes affrontés là-dessus avec le milieu autonome, municipaliste, qui n'en voulait pas et qui sur ces questions était davantage en résonance avec le travers pris depuis le départ par le mouvement. Cela mériterait approfondissement

11. Le discours du RN s'est vite décrédibilisé, car il a dû adopter une position ambiguë vis-à-vis des GJ, qu'il soutenait au début. Ainsi il a dénoncé le fait que les GJ manipulés par la gauche adoptent des revendications autres que routières, ou soient infiltrés par des casseurs. Le point de non-retour a été atteint pour beaucoup quand, coincée par sa solidarité avec la police, Marine Le Pen s'est prononcée contre les amnisties de GJ poursuivis pour violences en mars 2019.

12. Cet échec s'explique notamment par l'intervalle d'au moins 3 mois entre chaque ADA sans autre moyen de coordination intermédiaire. Notons toutefois l'effectivité de quelques journées d'action décidées en ADA.

13. Gilets jaunes : l'Appel de Saint-Nazaire. Site reporterre.net, 8 avril 2019.

Extrême droitisation, fascisation, néo-libertarianisme … Où va la bourgeoisie ?

SANDRA CORMIER

La crise multiforme du capitalisme exacerbe les contradictions au sein de la classe dominante confrontée à une crise d'hégémonie. Dans ce contexte la bourgeoisie tend à choisir des options à la fois ultralibérales et autoritaires qui confinent à une tentation croissante pour le fascisme.

L'extrême droite et avec elle le spectre du fascisme hantent de nouveau l'Europe. Dans un nombre croissant d'États européens l'extrême droite redevient une « solution politique » pour la bourgeoisie. En Hongrie, en Italie, en Slovaquie, aux Pays-bas, en Finlande, en Espagne, en Allemagne… Soit l'extrême droite dirige, soit elle participe à des gouvernements ou exerce son influence dans l'opposition. Les dernières élections en Allemagne sont une confirmation de cette percée historique. Mais cette extrême droitisation des sociétés va bien au delà de l'Europe et même de l'Amérique. L'extrême droite a le vent en poupe aux quatre coins de la planète. En Inde, par exemple, le RSS, vieille organisation ultranationaliste hindoue, revendique près de 6 millions de membres. Le BJP de Modi, l'actuel premier ministre indien, est lui-même lié à cette formation paramilitaire d'extrême droite. Cette extrême droite protéiforme n'en est pas moins de plus en plus unifiée à l'échelle internationale. Les extrêmes droites s'organisent et leurs idées et leurs stratégies circulent d'un pays à un autre. Les nombreux partis et mouvements d'extrême droite du continent européen présentent des différences, mais partagent tous des traits communs, comme le rejet de l'immigration, le nationalisme, le patriarcat, conjugués à une critique radicale de la démocratie. Ainsi, le groupe des « Patriotes pour l'Europe », troisième groupe au parlement européen, a tenu son premier sommet le 9 février dernier à Madrid, en arborant le slogan « *Make Europe great again* » tout droit inspiré du Trumpisme. Ce groupe exerce une influence grandissante au sein de l'UE et ses propositions notamment en matière de politiques migratoires sont reprises de Kheir Starmer à Olaf Scholz par la social-démocratie européenne elle-même. En France, le RN est aujourd'hui le parti qui pèse le plus sur les orientations politiques de la Macronie. Cette ascension de l'extrême droite s'appuie sur une offensive ultra-réactionnaire plus globale de la classe dominante, dans un contexte d'approfondissement de la crise politique. Mais est aussi particulièrement due à la faiblesse du mouvement ouvrier et son incapacité à incarner une alternative crédible.

Manifestation feministe contre l'extrême droite, Paris, 26 janvier 2025. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

CRISE DE L'HÉGÉMONIE ET RADICALISATION DE LA BOURGEOISIE

La crise du capitalisme intensifie la violence de la contre-révolution néolibérale et dégrade de façon continue,

Manifestation féministe contre l'extrême droite, Paris, 26 janvier 2025. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

les conditions matérielles de la population, sapant toujours plus la légitimité des possédants. Dans ce contexte les gouvernants perdent de plus en plus le consentement des populations. Ce désaveu du projet néolibéral s'est largement exprimé, en France, à travers le résultat des dernières élections législatives qui a vu la déroute du camp macroniste. Plus le consentement des populations est faible, plus la classe dominante opte pour des options coercitives, et une fraction toujours plus importante de la bourgeoisie fait le choix d'abandonner la démocratie au profit de l'autoritarisme, voire du fascisme. Cela ne constitue pas une simple fuite en avant car l'autoritarisme est aujourd'hui l'expression d'une crise d'hégémonie des classes dominantes à l'échelle internationale, qui se déploie sous des formes diverses dans la plupart des « démocraties bourgeoises » et qui conduit à une hybridation croissante entre la droite conservatrice traditionnelle et l'extrême droite comme on l'a vu en Italie. Elon Musk et Javier Milei en soutenant respectivement l'AFD en Allemagne et Vox en Espagne constituent aussi une illustration de cette synthèse en cours dont le racisme constitue un des ciments majeurs. Le rejet grandissant que suscite le néolibéralisme ouvre donc la voie à cette contre-offensive de l'extrême droite voire à la possibilité du fascisme. Cette situation est alors possible quand la crise politique est telle que la bourgeoisie ne peut plus assurer la stabilité par le biais de la démocratie libérale. Il lui faut donc s'accommoder d'une force politique qui à la fois maintient cette stabilité et qui lui permet aussi de continuer l'exploitation des travailleuses et travailleurs. L'extrême droite doit ainsi conquérir le patronat et se rendre crédible dans la perspective de la prise du pouvoir. Quand le RN décide de ne plus abandonner l'Euro par exemple et assumer un programme libéral il devient une formation crédible pour le patronat et la bourgeoise. Aux États-Unis le patronat californien sous la houlette d'Elon Musk bascule lui-même vers ce qu'on appelle le techno-fascisme. Le néofascisme conserve la même matrice politique que son aîné des années 1920 mais évolue dans un contexte différent. Les organisations de la classe ouvrière ont tellement reflué avec la crise du mouvement ouvrier qu'il n'est pas nécessaire aujourd'hui de construire des organisations militantes de masse, à dynamique paramilitaires. Les néofascistes, en France et aux États-Unis, privilégient plutôt la voie institutionnelle et électorales et investissent les corps étatiques à savoir la police, l'armée et la justice.

LE LIBERTARIANISME : NOUVELLE OPTION D'UN NÉOLIBÉRALISME EN CRISE ?

Depuis quelques années on assiste à une renaissance de la critique libertarienne du néolibéralisme incarnée notamment par Milei, Musk ou encore Trump. Le courant libertarien n'est cependant pas né de ce côté de l'Atlantique et n'a en réalité rien de nouveau. Il a émergé au milieu du 19e siècle en Europe, en réaction à la poussée socialiste et étatiste incarné notamment par l'économiste belge Gustave de Molinari présenté comme le théoricien de « l'anarcho-capitalisme » et qui a radicalisé les principes du libéralisme classique, défendus par Adam Smith ou John Locke. Friedrich Hayek et Milton Friedman, deux des principaux théoriciens de la pensée néolibérale, incarnent cette évolution anti-étatique et anti interventionniste. Dans les années 70 les Chicago boys, dont Friedman, ont su s'imposer face aux keynésiens en expérimentant leur théorie néolibérale dans le Chili de Pinochet qu'ils soutenaient publiquement et qui leur a servi de laboratoire. Mais c'est Murray Rothbard autre chantre du libertarianisme qui a théorisé, à la fin des années 1980, l'alliance de la « Old right », la droite traditionaliste américaine, et l'anarcho-capitalisme. Un courant alors marginal mais qui est désormais est à la tête de l'Argentine. Aujourd'hui les courants libertariens tentent également de s'imposer dans le cadre d'un néolibéralisme en crise et de convaincre au sein même des capitalistes. De ce fait la crise du néolibéralisme ne signifie pas l'arrêt de la contre-révolution néolibérale mais plutôt sa radicalisation par l'ascension en son sein de courants encore plus radicaux. Car si la frontière est poreuse les libertariens vont plus loin que les néolibéraux en matière de réduction de l'État voire promeuvent un régime de la propriété intégrale. Dans ce contexte, le virage à droite des milliardaires et dirigeants des GAFAM de la Silicon Vallley dont une partie se revendique de ce courant à l'instar de Musk, — Thiels ou encore David Sacks, tous liés à l'Afrique du sud et à son régime d'apartheid — marque une nouvelle étape. Le techno-autoritarisme, voire le techno-fascisme, s'inscrit comme l'alliance des nouvelles technologies et de l'autoritarisme défendant des utopies technicistes, visant au contrôle de la démocratie voire à la suppression de toutes les médiations, et de la démocratie elle-même. Le contrôle des médias, la gestion monopolistique des plateformes numériques capitalistiques sont utilisées pour la construction de l'hégémonie. Elle participe grandement au contrôle des populations via des systèmes d'extraction et traitement des données mais aussi à la diffusion de propos réactionnaires, climato-sceptique et complotistes.

SUPRÉMACISME BLANC, MASCULINISME ET ÉCOLOGIE CIVILISATIONNELLE : AU CŒUR DE LA BATAILLE POUR L'HÉGÉMONIE.

À la recherche d'une nouvelle hégémonie, d'une nouvelle légitimité, une fraction de plus en plus importante de la bourgeoisie mène une croisade contre les mouvements d'émancipation Le mythe de la tyrannie des minorités est aujourd'hui devenu une aubaine électorale qui permet de détourner les populations des vrais défis sociaux et de renforcer la dérégulation du capitalisme. L'anti-wokisme qui conjugue racisme, masculinisme et climato-scepticisme voire climato-dénialisme est en passe de gagner sa guerre culturelle à l'échelle mondiale. Il a joué un rôle important dans l'élection de Trump car aux États-Unis il a aujourd'hui dépassé le stade idéologique par sa pénétration dans des mouvement populaires. Il séduit les branches très conservatrices de la société mais également la petite bourgeoisie déclassée ou le prolétariat paupérisé. Le racisme est un impératif existentiel pour la bourgeoisie, qu'elle exploite et nourrit pour diviser les classes populaires. La régénérescence de la communauté via l'ethno-racialisme constitue l'un des piliers majeurs du corpus fasciste. Partout où l'extrême droite exerce une influence, elle mène une offensive majeure à la fois liberticide, raciste et islamophobe. On le voit aux États-Unis, en Europe où les gouvernements exploitent les peurs de l'altérité raciale, par la stigmatisation des migrant·es, des étrangèr·es mais également en Inde où le racisme anti-musulman se développe au non du traditionalisme Hindou rendant partout permises les exactions racistes. États-Unis, Hongrie, Italie… partout la progression de l'extrême droite s'accompagne d'atteintes aux droits fondamentaux des femmes et des personnes LGBTIA+ via la réaffirmation du patriarcat. Les féminismes sont désignés comme ennemi politique et constituent une part centrale de la guerre culturelle. Il ne s'agit cependant pas seulement de guerre idéologique mais aussi de remise en question des éléments matériels que ces luttes féministes mettent en discussion. Ce n'est pas par hasard si les premiers décrets de Trump ont visé les personnes transgenres et que celui-ci a réaffirmé lors de son investiture la binarité des sexes ainsi que sa volonté de restaurer la « *vérité biologique au sein du gouvernement fédéral* ». On assiste dans ce contexte de montée des conservatismes à une recrudescence des violences envers les minorités sexuelles et de genre qui se manifeste sous la forme d'un *backlash* et qui entre en résonance avec le déploiement de la sphère masculiniste.

Mais aussi la droite et l'extrême droite ont entrepris une offensive anti-écologique de grande ampleur. Faible programmatiquement dans ce champ elle ne le délaisse pas pour autant. Ces courants réactionnaires font notamment leur miel de l'écologie mainstream et lui oppose une pseudo écologie populaire. Mais le logiciel de « l'écologie réactionnaire » n'est en rien en lien avec la question sociale, ni écologique par ailleurs mais avec la question identitaire et la notion « d'enracinement » et d'ethno-différentialisme alliant protection de la nature et processus civilisationnel. Derrière ce combat pseudo écologique il y a la défense d'un ordre naturel qui implique la hiérarchisation d'où le rejet du féminisme, des mouvement LGBTIA+… L'immigration de masse et le fantasme du « grand remplacement » sont directement liés à la destruction de l'environnement. Même si ces thèses ne sont pas nouvelles à l'extrême droites car elles existaient déjà dans les années 30, elles infusent de plus en plus. Les climato-sceptiques, les pollueurs, les extractivistes ne sont dans ce cadre nullement inquiétés.

UNE ACCENTUATION DE LA VIOLENCE DE CLASSE

Cette radicalisation de la bourgeoisie, quelles que soient ses options, constitue une menace grandissante pour les acquis sociaux et politiques conquis par la classe ouvrière. Le personnel politique bourgeois traditionnel n'a plus rien d'autre à proposer qu'une régression sociale sans fin car impuissant à résoudre la crise du système capitaliste. Là où les néofascistes parviennent à remplacer les néolibéraux, ils reprennent et amplifient l'offensive contre l'ensemble du monde du travail via la surexploitation du prolétariat, sa fragmentation, la réorganisation de l'organisation du travail. Le tout conjugué à la perspective de la constitution d'États réduits à leur fonction coercitive. L'aggravation de la crise socio-économique risque encore d'exacerber les rivalités économiques et politiques entre les différents pôles d'accumulation capitaliste mondiale. Le retour de la guerre, la déstabilisation d'États voire de régions entières, l'approfondissement de la crise écologique, produisant des migrations de masse et exacerbant la lutte concurrentielle pour l'appropriation des ressources vont encore accentuer la montée des périls et participer de l'accentuation de l'autoritarisme. Mais au-delà c'est bien dans le reflux de la conscience de classe, l'absence d'un projet politique alternatif au capitalisme qu'il faut aussi analyser la progression continue de l'extrême droite et la dynamique fasciste en cours. La reconstruction du mouvement ouvrier, la construction de l'unité de notre classe et la nécessité d'un front unique antifasciste restent des enjeux majeurs de la période. ❑

Manifestation à Paris, le 21 janvier 2017 © Photothèque Rouge / JMB

Pour une stratégie révolutionnaire au 21e siècle

ANTOINE LARRACHE, RAPHAËL GREGGAN

Cette contribution vise à lancer la discussion sur l'actualisation des conceptions stratégiques de notre courant, c'est-à-dire les façons dont nous envisageons une transformation révolutionnaire de la société, qui en finirait avec le capitalisme. C'est avec cette visée lointaine que nous orientons notre militantisme au quotidien.

La révolution prolétarienne est la première qui doit être réalisée par une classe sociale totalement inférieure dans la société, qui « *dispose d'une puissance économique potentielle gigantesque mais d'une force réelle plus réduite* »[1], ce qui représente une différence fondamentale avec les révolutions bourgeoises, où les classes s'emparant du pouvoir politique, possédaient déjà le pouvoir économique dans les faits. Le prolétariat, lui, doit s'emparer en même temps du pouvoir politique, du pouvoir géographique (sur un territoire spécifique dans un premier temps, tout en gardant l'objectif de la révolution mondiale) et du pouvoir économique (décider qui produit, quoi et comment). Ce dernier point implique une rupture supplémentaire par rapport aux révolutions précédentes : la production de richesse ne sera plus anarchique, mais au contraire planifiée et décidée collectivement. Ce faisant, « *la lutte de classe prolétarienne, arrivée à son point culminant, se retourne en un long processus de transformation systématique et consciente de tous les processus humains – tout d'abord par une généralisation de l'activité prolétarienne autonome, ensuite par une activité autonome de tous les membres de la société allant vers une société sans classe* »[2].

Notre tradition pensait la révolution mondiale en termes de lien dialectique entre trois secteurs : la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés, la théorie de la révolution permanente dans les pays dominés ou colonisés, et la révolution politique dans les États ouvriers. Dans *Stratégie et parti*, Daniel Bensaïd s'attache notamment à détailler les « hypothèses stratégiques » de la grève générale insurrectionnelle et de la guerre révolutionnaire prolongée.

Comme toutes les révolutions sociales, la révolution prolétarienne part des contradictions internes de la société et des luttes qu'elles impliquent. La victoire se traduit par une période de double pouvoir politique et géographique pendant laquelle le prolétariat devra démontrer, par la pratique et l'action, la supériorité de son projet pour résoudre la crise multidimensionnelle du système. Ce que nous appelons hypothèses stratégiques, sont des *guides (incomplets) pour l'action* qui donnent les grandes pistes pour réfléchir à ce triple problème : prendre le pouvoir, le garder, pour changer la société. Nous avons d'autant plus intérêt à nous y intéresser que les révolutions ne se déroulent jamais comme prévu et que les exemples et théories du passé visent à construire les stratégie du présent et du futur – comme le rappelait souvent Daniel Bensaïd, « *les révolutionnaires ont toujours une (ou deux) révolutions de retard* ».

GRÈVE GÉNÉRALE INSURRECTIONNELLE

Nous ne faisons pas de la grève générale un fétiche, mais une démarche qui combine une grève interprofessionnelle des salarié·es, qui paralyse non seulement l'économie (les entreprises privées et publiques), des secteurs non immédiatement marchands (transports, éducation, énergie, etc.) et qui ne se limite pas à la bataille contre un secteur du patronat ou contre une réforme du gouvernement, mais contribue à une mobilisation plus générale d'une partie significative du prolétariat. Ernest Mandel précise « *Une grève générale est objectivement politique, du fait qu'elle implique un affrontement avec la bourgeoisie dans son ensemble et avec l'État bourgeois, mais il n'est pas nécessaire qu'elle en ait conscience dès le départ* »[3], comme le montre le départ des grèves de 1936.

Cela suppose l'unification du prolétariat derrière une série de mots d'ordre et que le mouvement s'emballe dans la lutte pour arriver à un point de non-retour – « qu'ils s'en aillent tous ! » – pour renverser l'État et la bourgeoisie. Nous travaillons donc au quotidien, dans la lutte, pour arriver à unifier notre camp social, à dépasser les intérêts et les contradictions particulières vers une bataille globale pour la prise du pouvoir. Dans cette perspective, la grève générale remet en cause l'ensemble des oppressions et les divisions de notre camp. Cela passe avant tout par l'action commune, mais également par la discussion et le débat. C'est dans ce sens que nous sommes pour les structures auto-organisées où celles et ceux qui luttent décident de la suite de leur lutte.

La grève générale passive (l'arrêt de la production) peut se combiner avec une grève générale active, où les salarié·es en finissent avec l'aliénation et la dépersonnalisation et reprennent le travail à leur compte (production autogérée dans les entreprises ; trains affrétés par les grévistes pour aller manifester ; énergies rétablies et gratuites pour les foyers ; distribution de nourriture directe du producteur au consommateur). C'est ce que nous appelons une situation de double pouvoir, où des coordinations de grévistes

décident du fonctionnement quotidien de la société. Dans ce cadre, il s'agit de démontrer que le nouveau pouvoir est plus efficace que l'ancien, dans chaque décision que ce premier prend.

Cependant, « *la perspective de la dualité de pouvoir charpente donc notre démarche. Cela ne signifie pas que nous ne puissions imaginer la conquête du pouvoir que sous la forme d'une grève générale déclenchée le matin et conclue le (grand) soir par une insurrection. Les choses peuvent être beaucoup plus mêlées, complexes et inattendues. Surtout dans un pays à fortes traditions parlementaires où les illusions démocratiques sont particulièrement prenantes* »[4]. C'est pourquoi nous sommes favorables à des fronts uniques ouvriers pour l'action de notre camp social, dans les luttes et parfois dans les urnes, de la base au sommet, car nous pensons que c'est dans l'action et sur le temps long que nous arriverons à convaincre la majorité de notre camp social du nécessaire renversement de l'ordre établi.

Dans le cadre de ces batailles unitaires pour le pouvoir est advenu le débat sur « le gouvernement ouvrier ». Cette conception indique que les cadres de front unique peuvent parfois déboucher, sur l'hypothèse de gouvernement du prolétariat, dans le cadre du capitalisme. Les révolutionnaires ont alors déterminé des critères qui leur permettraient éventuellement de participer à de tels gouvernements : des incursions dans la propriété privée, l'auto-organisation voire l'armement des masses contre les fascistes, le refus de respecter le cadre du système, etc.

Le cas le plus récurrent, cependant, est que des gouvernements des organisations du mouvement ouvrier soient constitués (ça aurait été le cas du NFP par exemple…), mais dont on sait, par leur composition, les mesures prévues et les rapports à l'auto-organisation, qu'ils ne rompront pas avec le capitalisme. Dans ce cas, notre tradition revendique que ces gouvernements doivent être « *sans ministre bourgeois* » et pourront alors être soutenus dans ce qu'ils feront pour les intérêts du prolétariat. Mais ces formes sont très instables en général et sont confrontées très rapidement au choix d'obéir aux diktats de la bourgeoisie (sous la forme de la commission européenne ou du FMI par exemple…) ou de s'y confronter. C'est pourquoi nous gardons notre indépendance et notre totale liberté de critique.

Manifestation contre la réforme des retraites, Paris, 17 avril 2023 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

GUERRE POPULAIRE PROLONGÉE ET RÉVOLUTION PERMANENTE

Cependant, l'hypothèse de la grève générale insurrectionnelle est insuffisante pour comprendre les révolutions dans certains pays, où la classe ouvrière est très minoritaire, où l'État n'est pas capable de garantir l'unité nationale et où la question de la réforme agraire est centrale. C'est-à-dire le partage de la terre des grands propriétaires entre celles et ceux qui en vivent. Deux pouvoirs s'exercent sur des zones géographiques distinctes. En Espagne, en 1936-37, le pouvoir est divisé entre *comités-gouvernements* locaux et *gouvernement central*.[5] En Chine, suite à l'invasion japonaise de 1937, le Parti communiste chinois « [concentre] *des forces dans les arrières nippons, au nord (tout en maintenant d'importants foyers de guérilla ailleurs). Il gagne ainsi un immense prestige politique (il va au contact, au lieu de reculer) et peut s'implanter socialement sans risquer d'être attaqué par le Guomindang. Il établit des zones libérées fortes de 100 millions d'habitant·es. La théorie de la guerre révolutionnaire prolongée (la guerre du peuple) constitue un apport très important à la théorie militaire révolutionnaire, combinant savoir-faire militaire (articulant opérations de guérilla et mouvements de divisions), règles de conduite dans les rapports à la population, réalisation de réformes agraires, mobilisation des femmes, alphabétisation, systèmes de santé…* »[6]

Dans les pays dominés — et encore plus dans les nations colonisées —, la théorie de la révolution permanente indique que l'indépendance réelle vis-à-vis de l'impérialisme ne peut être obtenue sans processus révolutionnaire prolétarien. Les expériences des guerres de décolonisation à Cuba, au Vietnam ou en Algérie (qu'elles aient abouties ou non) montrent que pour expulser les colonisateurs, la nation entière doit être mobilisée et unifiée (sous la forme d'un front de libération nationale) Mais, pour réaliser une réelle indépendance, le pays libéré doit s'extraire de l'imbrication économique et des choix de l'organisation de la production par les impérialistes, qui découle de la domination passée, le gouvernement nouvellement en place doit socialiser la production, mettre en place un monopole du commerce extérieur et lancer un processus de développement indépendant, ce qui n'est possible qu'en expropriant les couches sociales compradores ayant accumulé une (petite en général) partie du capital. C'est-à-dire qu'il doit réaliser une révolution (sociale) dans la révolution (nationale).

Lorsque commence à se poser la question du double pouvoir, l'État et la bourgeoisie utilisent toutes les armes possibles pour nous empêcher de saper leur pouvoir. « *Si la société bourgeoise peut effectivement commencer à se désintégrer à la périphérie, dans des phases de crise révolutionnaire aiguës, cette désintégration ne peut jamais*

aboutir à la dissolution automatique de l'État bourgeois. Celui-ci doit être consciemment détruit. Lorsque cette destruction ne s'est pas effectuée, un processus contre-révolutionnaire peut être entamé avec succès même par des forces numériquement restreintes, s'opposant à des masses très nombreuses. »[7] La guerre civile est toujours une option possible pour la bourgeoisie, comme celle des Russes blancs en 1917-1921 (soutenus par les États-Unis, l'empire anglais et la France) ou encore la contre-révolution franquiste dans l'État espagnol en 1936-39 (soutenue par l'Allemagne et l'Italie). Dans cette phase de la lutte des classes, la bourgeoisie ne laisse que deux options au prolétariat en lutte : le socialisme ou le fascisme (notons que le fascisme n'est pas essentiellement une réaction à la révolution en marche, mais une réponse aux besoins de la bourgeoisie en période de crise capitaliste profonde).

RÉVOLUTION POLITIQUE

Le troisième secteur de la révolution mondiale, c'est-à-dire la révolution politique dans les pays ouvriers bureaucratiquement dégénérés, n'est plus à l'ordre du jour aujourd'hui. Mais la question de la révolution politique reste centrale. Dans le sens où l'État est un ennemi permanent, même si c'est un État ouvrier. « *De nouveaux problèmes surgiront, en outre, au cours de la construction du socialisme, problèmes pour la solution desquels le programme marxiste-révolutionnaire ne fournit qu'un cadre de référence général mais point une source automatique de réponses correctes. La lutte pour des réponses correctes à de tels problèmes exige une interaction constante entre une analyse et une discussion théorique, politique, et une pratique révolutionnaire de classe ; le dernier mot restant à l'expérience pratique. Dans ces conditions, toute restriction de la liberté de discussion politique et théorique, débouchant sur une restriction de la libre activité politique de masse du prolétariat, c'est-à-dire toute restriction de la démocratie socialiste, constituera un obstacle pour que même le parti révolutionnaire aboutisse à définir une ligne politique correcte. Elle n'est donc pas seulement fausse du point de vue théorique, mais encore inefficace en pratique et nuisible du point de vue des progrès sur la voie de la construction du socialisme* ».[8] Il est donc central de maintenir, même après la révolution, un cadre démocratique le plus large possible. Et c'est là l'élément clé : l'action consciente des masses prolétaires, qui arrivent à rassembler derrière elles les couches exploitées et opprimées des autres classes pour devenir la majorité consciente de son pouvoir. Cela suppose de maintenir les syndicats[9], les partis, les courants ou les tendances.

LES APPORTS DE CES DERNIÈRES DÉCENNIES

La conséquence directe de l'aphorisme de Marx « *Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience* » est que les classes ne peuvent pas être homogènes. L'hégémonie stalinienne de la deuxième moitié du 20e siècle a laissé des traces terribles dans la compréhension collective du prolétariat, en le réduisant aux ouvriers d'usine. Les mobilisations depuis les années 1970 (féministes, LGBTIA+, antiracistes, etc.) ont montré que les oppressions traversent les classes. En outre, la révolution socialiste suppose d'avoir une planète vivable pour la société future, nous rappelant que « *la production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* »[10]. Et les femmes de chambre d'Ibis, les salarié·es d'Uber font bien sûr partie de la classe ouvrière.

Mais l'unité de la classe est une question d'articulations. Le prolétariat doit s'unir, s'homogénéiser, pour peser et pour engager la confrontation avec la bourgeoisie, sans oublier les « *milliers de gens qui ne sont ni bourgeois ni prolétaires* ».[11]

« *Malgré toutes les segmentations inhérentes à la classe travailleuse — tous les phénomènes récurrents de division selon des lignes de fonction, de nation, de sexe, de génération, etc. —, il n'y a pas d'obstacles structurels intrinsèques à la solidarité de classe générale entre travailleurs sous le capitalisme. Il y a seulement des niveaux de conscience différents, qui rendent plus ou moins difficile, plus ou moins disparate, dans l'espace et dans le temps, la conquête de cette solidarité générale de classe* ».[12]

Le rôle des révolutionnaires est bien d'y contribuer, de constituer la classe pour soi en dépassant ses divisions, en travaillant à l'hégémonie des couches les plus dynamiques, les plus conscientes, les plus collectives. Sans oublier que si « *la division en classes est certes, en fin de compte, l'assise la plus profonde du groupement politique* », cette fin de compte, c'est « *la lutte politique seule qui l'établit* ».[13] La capacité du prolétariat à s'unifier et à rassembler les autres couches opprimées est toujours, quelle que soit la situation, la question de sa capacité à prouver que ses revendications et ses méthodes permettent de résoudre divers éléments de la crise du système, pour toutes les couches opprimées. ❑

1. *Ernest Mandel*, Lénine et le problème de la conscience de classe prolétarienne, *1970*.
2. *Idem*.
3. *Ernest Mandel*, La grève générale, *1974*.
4. *Daniel Bensaïd*, Eurocommunisme, austro-marxisme et bolchevisme, *Critique communiste n°18-19, oct.-nov. 1977*.
5. « Dans toutes les villes et dans la plupart des villages d'Espagne agissent sous des noms divers des comités semblables *[…]* Tous ont été constitués dans le feu de l'action pour diriger la riposte populaire au coup d'État militaire. *[…]* Tous, dans les jours qui suivent le soulèvement, ont saisi localement tout le pouvoir s'attribuant des fonctions tant législatives, qu'executives, décidant souverainement dans leur région, non seulement des problèmes immédiats comme le maintien de l'ordre et le contrôle des prix, mais aussi des tâches révolutionnaires de l'heure, socialisation ou syndication des entreprises industrielles, expropriations des biens du clergé, des "factieux", ou plus simplement des grands propriétaires, distribution entre les métayers ou exploitation collectives des terres. *» in : Pierre Broué et Émile Témine*, La révolution et la guerre d'Espagne, chapitre V. *Éd. de minuit, 1961*.
6. *Pierre Rousset*, L'expérience chinoise et la théorie de la révolution permanente, *Revue l'Anticapitaliste, n°126, mai 2021. Le Guomindang, ou parti nationalsite chinois, domine le gouvernement central de la république de Chine à partir de 1928 jusqu'à la prise de pouvoir par les communistes en 1949*.
7. *Ernest Mandel*, Actualité de la théorie d'organisation léniniste à la lumière de l'expérience historique, *1971*.
8. *Ernest Mandel*, Démocratie socialiste et dictature du prolétariat, *1978*.
9. *Voir la polémique de Lénine contre Trotsky en 1920, «* Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky *», Lénine, 1920*.
10. *Karl Marx, Le Capital, livre premier, chapitre XV, 1867*.
11. *Christian Baudelot, Roger Establet, P.-O. Flavigny,* Qui travaille pour qui ? *Cité par Daniel Bensaïd dans* Marx l'intempestif.
12. Cien años de controversias en torno a la obra de Karl Marx, *Ernest Mandel*.
13. Lénine, Œuvres, tome VII, p41. *Cité par Daniel Bensaïd, «* Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! *», 2002*.

Dialectique de la révolution algérienne

NEDJIB SIDI MOUSSA*

Une erreur classique dans l'analyse des dynamiques sociales consiste à déterminer la nature d'un processus historique en fonction de ses « résultats », quitte à relire la complexité du passé selon les exigences du présent, pour de bonnes ou de mauvaises raisons. Ainsi, contrairement à leurs homologues internationaux, de nombreux intellectuels et militants français, en particulier à gauche, ont refusé, au cours des dernières décennies, l'emploi du terme « révolution » pour désigner la rupture avec le système colonial en Algérie.

C'est précisément à ce titre qu'il apparaît justifié de parler de révolution — anticoloniale, comme le proposait l'historien René Gallissot en 1984 — en dépit de la formation d'une bureaucratie militaro-policière au cours de la lutte de libération nationale, du maintien de la propriété privée à l'indépendance — et malgré le « socialisme » promu par les autorités de 1962 à 1989 — des atteintes aux libertés démocratiques par les gouvernements algériens successifs, etc.

Or, c'est souvent à partir de ces « fins » — certes regrettables — que d'aucuns ont préféré appréhender la décolonisation algérienne à travers le prisme de la *« guerre de libération nationale »*, notamment depuis la reconnaissance par le parlement français, en 1999, de la *« guerre d'Algérie »* jusqu'alors qualifiée *« [d']événements d'Afrique du Nord »* ou *« [d']opérations de maintien de l'ordre »*, produit de la mobilisation d'anciens combattants.

Quelques réfutations du terme « révolution » expriment d'ailleurs des questionnements légitimes, en se plaçant même sur le terrain de l'émancipation sociale — non sans dogmatisme pour les léninistes attachés à une lecture schématique de l'exemple russe — mais en soulignant, entre autres, les continuités entre les périodes coloniale et post-coloniale, en ce qui concerne le rôle dévolu aux ouvriers et paysans, ainsi que l'expliquait l'historien Mohammed Harbi dans *1954, la guerre commence en Algérie*[1]. Pour sa part, l'historienne Natalya Vince emploie les deux termes, sans les exclure[2].

L'enjeu n'est pas ici d'ouvrir une controverse historiographique destinée aux quelques spécialistes du sujet mais bien plutôt de mettre en lumière certains enjeux relatifs à la caractérisation de cette séquence historique qui pèse sur la conscience de nos contemporains, en Algérie comme en France.

CONSIDÉRER TOUT LE PROCESSUS

L'historien Todd Shepard[3] rappelle à quel point la fin de la domination coloniale en Algérie a transformé la France. Par conséquent, rendre compte de la lutte contre le colonialisme français — un système d'oppression inégalitaire, raciste et violent, faut-il le rappeler — dans le cas algérien, invite à mettre entre parenthèses l'issue telle que nous la connaissons, afin de considérer l'ensemble de ce processus dans sa complexité, sans exclure ce qui aurait pu advenir, à rebours de toute forme de déterminisme, d'ethnocentrisme ou de sectarisme.

Ainsi, l'étude de la révolution algérienne invite à bousculer les frontières géographiques mais aussi à remettre en cause les bornes chronologiques traditionnellement associées à cette séquence historique, à savoir 1954-1962, puisqu'il est d'usage de prendre pour point de départ le 1er novembre 1954 — date du déclenchement de l'insurrection par les fondateurs du Front de libération nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale (ALN)

Nedjib Sidi Moussa © Babelio

— et comme point d'arrivée le 5 juillet 1962 — jour choisi pour célébrer l'Indépendance, afin de fermer symboliquement une parenthèse tragique, ouverte le 5 juillet 1830, qui correspond à la prise d'Alger par les troupes françaises. Même si, là encore, il n'existe guère de consensus, ne serait-ce que du point de vue du législateur puisque, du côté algérien, la loi de 1991 relative au *moudjahid* (combattant) et au *chahid* (martyr) arrête la *« guerre de libération nationale »* au 19 mars 1962 — date d'entrée en vigueur du cessez-le-feu — alors que, du côté français, la loi de 1999 choisit le 2 juillet 1962, soit le lendemain du référendum qui reconnaît, avec plus de 91% des suffrages exprimés, le choix pour l'Algérie d'un *« État indépendant coopérant avec la France »*.

Cependant, le choix de ces dates — par principe arbitraire — reste largement tributaire de la focalisation sur la lutte armée qui n'en demeure pas moins qu'un aspect, certes déterminant, de la révolution algérienne. Après tout, l'historien Matthew Connelly[4] a démontré que les indépendantistes algériens avaient d'abord remporté leur victoire sur le terrain diplomatique plutôt que sur le plan militaire.

FIN DE LA GUERRE, FIN DE LA RÉVOLUTION ?

Mais peut-on raisonnablement faire coïncider la « fin » de la révolution algérienne avec la proclamation de l'État indépendant en juillet 1962 ? Ce faisant, n'est-ce pas consacrer l' « issue » nationale étatiste comme étant la seule concevable ou souhaitable ? Par ce biais, ne ferme-t-on pas les yeux sur l'effervescence — politique, sociale et culturelle — qui caractérise les premières années de l'Algérie libérée du joug colonial ?

Il ne s'agit pas seulement de prendre au sérieux ce qui se joue durant l'année de transition politique du point de vue des subalternes, ainsi que l'expose l'historienne Malika Rahal[5] mais aussi de considérer les expériences émancipatrices portées par des ouvriers, paysans, syndicalistes, féministes, etc. — en liaison avec leurs camarades français et internationaux ainsi que le relate la journaliste Catherine Simon[6] — afin de donner un contenu tangible à l'indépendance, à la révolution ou au socialisme, pour rompre définitivement avec le système colonial et ses survivances.

Et si l'on devait décider d'une date correspondant à la fin de cet enthousiasme populaire — dont l'autogestion mise en place en 1963 constitue un exemple significatif —, sans doute faudrait-il choisir le 19 juin 1965, à savoir le coup d'État mené par le ministre de la Défense, Houari Boumedienne (1932-1978), contre le premier président de la République algérienne démocratique et populaire (RADP), Ahmed Ben Bella (1916-2012). Même si cela ne signifie pas que la lutte des classes s'achève avec ce qui a été présenté par le nouveau pouvoir comme un « redressement révolutionnaire ».

LE DÉBUT DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Cela étant, qu'en est-il du « début » de la révolution algérienne ? L'historienne Annie Rey-Goldzeiguer (1925-2019) proposait[7] de porter le regard sur la décennie qui précède le déclenchement de la lutte armée par le FLN pour en expliciter les causes, voire de saisir 1945 comme étant la « *répétition générale* » de 1954.

En effet, l'année 1945 est d'abord marquée par une mobilisation, intense et massive, autour des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML), qui réunit les partisans *« radicaux »* de Messali Hadj (1898-1974) comme les soutiens *« modérés »* de Ferhat Abbas (1899-1985). Son congrès, tenu en mars, s'appuie sur 500 000 adhérents et revendique un gouvernement algérien. Seulement, cette phase de radicalisation politique — qui illustre un nouvel état d'esprit chez les colonisés, toutes classes confondues — est brutalement interrompue par la répression sanglante de mai, à Sétif, Guelma et Kherratta qui préfigure l'action de l'Organisation armée secrète (OAS), ainsi que le soutient l'historien Jean-Pierre Peyroulou[8].

Le traumatisme provoqué par les dizaines de milliers de morts, essentiellement parmi la population araboberbère, ouvre la voie à une nouvelle génération d'activistes, décidée à hâter le recours à la lutte armée afin de mettre à bas le colonialisme, partant du principe que le travail d'agitation politique, entamé au cours de l'entre-deux-guerres avec l'Étoile nord-africaine (ENA) en 1926 puis le Parti du peuple algérien (PPA) en 1937 — suite au réveil de la société civile sur les plans artistique, intellectuel, spirituel ou sportif —, a déjà porté ses fruits.

C'est donc à travers ce prisme qu'il convient d'analyser la révolution algérienne (1945-1965), à savoir la mobilisation des masses opprimées, par des moyens pacifiques ou violents — légaux comme illégaux —, dans le but de rompre avec un système fondé sur l'assujettissement de la majorité au profit de la minorité d'origine européenne — une caste privilégiée par l'impérialisme. Néanmoins, il est impossible de penser la révolution sans la contre-révolution qui a revêtu plusieurs masques et dont la fureur criminelle des ultra-colonialistes de l'OAS n'était que la face la plus hideuse, tandis que l'engagement des supplétifs de l'armée française (*harkis*) en constituait un versant tragique.

Six chefs du FLN avant le déclenchement de la « Revolution du 1er novembre 1954 ». Debout, de gauche à droite : Rabah Bitat, Mostefa Ben Boulaïd, Didouche Mourad et Mohammed Boudiaf. Assis : Krim Belkacem à gauche, et Larbi Ben M'Hidi à droite © Wikipedia Commons

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION OU HISTOIRE DU FLN ?

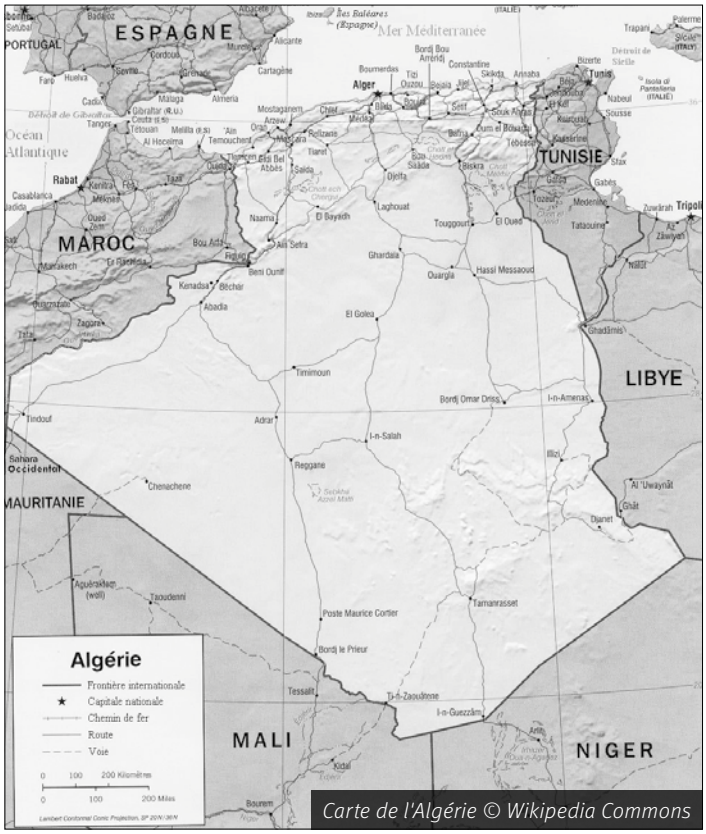
L'histoire de la lutte de libération nationale en Algérie s'amalgame souvent avec celle de l'organisation qui en a réclamé puis détenu le quasi-monopole au cours de l'insurrection, à savoir le FLN auquel l'historien Gilbert Meynier (1942-2017) a consacré une étude substantielle. Rien de plus légitime à cela, d'autant que le FLN demeure le parti unique durant les premières décennies de l'indépendance. Cependant, la prééminence incontestable

du FLN dans les années décisives de la révolution algérienne ne doit pas occulter l'existence d'un pluralisme politique avant 1954, jusqu'en 1962, voire après.

En effet, depuis les massacres du Nord-Constantinois en 1945 jusqu'au déclenchement de l'insurrection en 1954, la revendication indépendantiste — encore marginale dans l'entre-deux-deux-guerres — gagne du terrain parmi le peuple colonisé sur fond de cristallisation des sensibilités politiques et de compétition partisane — malgré les entraves répétées de l'administration — au sein de ce qu'il est convenu d'appeler le « mouvement national » et dont les étapes essentielles ont été restituées par l'historien Mahfoud Kaddache[10].

Parallèlement à la vie politique animée par la minorité européenne — liée aux formations de la métropole, à l'instar de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), analysée par l'historienne Claire Marynower[11], la majorité « musulmane », discriminée politiquement à travers le système du « double collège » — antinomique avec le principe du suffrage universel « un homme, une voix » — se regroupe au sein de formations qui donnent la part belle à ses aspirations nationales, à l'instar du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), nouvelle appellation du parti messaliste après la Seconde Guerre mondiale. C'est d'ailleurs dans le cadre d'une crise fatale au MTLD, survenue au cours de l'année 1954 — alors que les *« peuples-frères »* du Maroc et de Tunisie ont déjà recours à l'action directe —, qu'émerge le FLN ainsi que le décrit Mohammed Harbi dans ses ouvrages : *Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie* et *Le FLN, mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir. 1945-1962*.[12]

L'autre parti emblématique de cette période, dont la contribution positive reste à ce jour sous-estimée, est l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), dirigé par Ferhat Abbas — attaché au respect du cadre légal et républicain, à l'image d'une partie de sa base recrutée chez les notables.[13] Les membres de l'UDMA agissent souvent de concert avec ceux de l'Association des Oulémas musulmans algériens (AOMA)[14]. L'AOMA, à vocation cultuelle et culturelle, a été fondée en 1931 par Abdelhamid Ben Badis (1889-1940) dont la formule *« l'islam est ma religion, l'arabe est ma langue, et l'Algérie est ma patrie »* résume la conception communément admise de l'identité algérienne par les diverses composantes du mouvement national, à de rares exceptions près, notamment avec la crise dite « berbériste » de 1949 décryptée par l'historien Ali Guenoun[15].



Enfin, au sein de la famille anticolonialiste, le Parti communiste algérien (PCA) porte avec le plus de netteté la question sociale[16]. Malgré son alignement sur Moscou et des relations parfois tendues avec le MTLD dont certains membres étaient viscéralement anti-communistes, le PCA — qui « arabise » sa base comme sa direction, en restant ouvert aux divers éléments de la société — promeut une stratégie unitaire avec les autres organisations qui se matérialise par exemple à travers le Front algérien pour la défense et le respect des libertés (FADRL) en 1951.

Dans une certaine mesure, le FLN apparaît comme la consécration des appels à l'union martelés une décennie durant et proclame, dans sa première déclaration, sa volonté d'obtenir l'indépendance nationale par « la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ». Néanmoins, les conditions de cet aboutissement restent dépendantes d'un contexte délétère, façonné par les dissensions provoquées par la crise du MTLD — qui jette une lumière crue sur l'absence de traditions démocratiques au sein du courant nationaliste —, la répression massive des autorités coloniales — qui prend les formes d'une véritable guerre contre le peuple algérien —, l'attitude équivoque du mouvement ouvrier français — au sein duquel les anticolonialistes conséquents (marxistes, libertaires ou chrétiens progressistes) apparurent bien isolés —, ainsi que le soutien, loin d'être désintéressé, de certains États à l'heure de la Guerre froide.

Malgré la prétention hégémonique de la plupart de ses dirigeants, le FLN n'a jamais pu ni su faire l'unanimité auprès d'une population algérienne majoritairement rurale dont une part croissante s'établit dans la métropole pour fuir la misère et se trouver confrontée au racisme dont l'expression paroxystique coïncide avec le massacre d'octobre 1961.[17] En effet, les partisans de Messali Hadj se regroupent au sein du Mouvement national algérien (MNA) suite à la dissolution du MTLD en novembre 1954. Le refus du MNA — implanté dans les villes algériennes et parmi l'émigration ouvrière — de se dissoudre dans le nouveau front provoque une « lutte fratricide », particulièrement meurtrière. De son côté, le PCA parvient, non sans difficultés, à maintenir son autonomie politique. Interdit par les autorités françaises en septembre 1955, il l'est de nouveau, en novembre 1962, mais cette fois par le gouvernement algérien.

TRIOMPHE ET LIMITES DE LA RÉVOLUTION AGÉRIENNE

Pourtant, en dépit de nombreux obstacles, la révolution algérienne a triomphé. En effet, le colonialisme français a été vaincu grâce à la détermination des masses plébéiennes, à l'espoir de la majorité expropriée et à la combativité des couches subjuguées qui ont fait entendre leur volonté — au prix de tant de sacrifices —, en dépit de leurs dirigeants autoproclamés.

Cependant, l'attention portée sur la dimension strictement politique de cette histoire — souvent réduite à quelques « chefs historiques », « crises décisives » ou « organisations infaillibles » — tend à évincer le contenu social et culturel de la révolution algérienne. Ainsi, les luttes ouvrières, qui pour certaines ont revêtu un *« caractère pré-insurrectionnel »*[18], se voient reléguées au second plan, à l'image des grèves menées par les dockers d'Oran en février 1950, les mineurs de Timezrit en janvier 1951, les ouvriers agricoles de la Mitidja en avril 1951, etc.

De façon concomitante apparaît une nouvelle génération de romanciers algériens, au premier rang desquels figurent Mouloud Feraoun (1913-1962), Mohammed Dib (1920-2003), Mouloud Mammeri (1917-1989), Kateb Yacine (1929-1989) ou encore Assia Djebar[19]. Chez elles et eux, la langue du colonisateur est employée non pas pour glorifier la *« mission civilisatrice »* mais au contraire pour mieux dépeindre les tourments de leurs compatriotes, quitte à susciter des malentendus chez leurs lecteurs algériens comme français.

Toutefois, la question qui éclaire de la façon la plus significative la portée comme les limites de la révolution algérienne demeure sans aucun doute celle des rapports sociaux de genre. En effet, les Algériennes étaient opprimées à plus d'un titre, non seulement en tant que colonisées, mais aussi en tant que femmes en butte au patriarcat et en tant que prolétaires exploitées par le capitalisme.

Ainsi, avant de prendre les armes[20] de nombreuses Algériennes rejoignent les rangs de l'Union des femmes d'Algérie (UFA), créée en 1943 dans l'orbite du PCA, ou ceux de l'Association des femmes musulmanes algériennes (AFMA), fondée en 1947 dans le giron du MTLD. Malgré ces cadres contraignants — car subordonnés à des logiques d'appareils contrôlés par des hommes —, et sans oublier les entraves de la vie quotidienne, les pionnières du féminisme algérien y trouvent un moyen d'exprimer leurs aspirations propres.

Manifestations contre le régime algérien, Paris, 18 février 2011 © Photothèque Rouge / JMB

Preuve que la marche vers l'émancipation ne s'arrête pas avec la proclamation de l'indépendance, la manifestation du 8 mars 1965 à Alger donne lieu à un débordement de la part des femmes qui refusent les mots d'ordre officiels, occupent l'espace public — au grand désarroi des hommes croisés sur leur chemin — et interpellent les tenants du pouvoir. Cependant, ce surgissement féministe dans l'Algérie libérée du colonialisme se solde par des répudiations ou des violences. Certains y ont même vu une des causes du coup d'État du 19 juin 1965 : les réactionnaires ne pouvant supporter une remise en cause du patriarcat.

Soixante-dix-ans après l'insurrection du 1er novembre 1954, il est plus que temps d'écrire et de penser l'histoire de la révolution algérienne, enfin comprise dans ses dimensions sociales, politiques, culturelles ou sexuelles. Cette séquence déterminante du siècle dernier, dont nous n'avons pas tiré toutes les leçons, n'a pas fini de nourrir l'imaginaire de ceux qui cherchent à préserver un ordre social périmé comme de ceux qui souhaitent le transformer — pour le meilleur —, de part et d'autre de la Méditerranée. ❑

*** Nedjib Sidi Moussa est politologue, enseignant et auteur de plusieurs ouvrages dont *Algérie, une autre histoire de l'indépendance* (Puf, 2019) et *La Fabrique du musulman* (Libertalia, 2017).**

1) Mohammed Harbi 1954, la guerre commence en Algérie**.** *Ed. Complexe, 1984.*
2) Natalya Vince The Algerian War, The Algerian Revolution. *Editions Palgrave MacMillan, 2020.*
3) Todd Shepard, Comment l'indépendance algérienne a transformé la France. *Ed. Payot, 2008.*
4) Matthew Connelly, L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie. *Ed. Payot, 2011*
5) Malika Rahal Algérie 1962 : une histoire populaire. *Ed. La Découverte, 2022.*
6) Catherine Simon, Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement. 1962-1969. *Ed. La Découverte, 2009.*
7) Annie Rey-Goldzeiguer, Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945. De Mers-el-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois. *Ed. La Découverte, 2002.*
8) Jean-Pierre Peyroulou, Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale. *Ed. La Découverte, 2009.*
9) Gilbert Meynier Histoire intérieure du FLN. 1954-1962. *Ed, Fayard, 2002.*
10) Mahfoud Kaddache, Histoire du nationalisme algérien. 1919-1951. *Ed. SNED, 1980.*
11) Claire Marynower, L'Algérie à gauche. 1900-1962. *Ed. PUF, 2018.*
12) Mohammed Harbi Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie. *Ed. Christian Bourgois, 1975. Mohammed Harbi* Le FLN, mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir. 1945-1962. *Ed. Jeune Afrique, 1980*
13) Malika Rahal, L'UDMA et les udmistes. Contribution à l'histoire du nationalisme algérien. *Ed. Barzakh, 2017.*
14) Charlotte Courreye, L'Algérie des Oulémas. Une histoire de l'Algérie contemporaine. 1931-1991. *Editions de la Sorbonne, 2020.*
15) Ali Guenoun, La question kabyle dans le nationalisme algérien. 1949-1962. *Editions du Croquant, 2021.*
16) Lire à ce sujet Alain Ruscio, Les communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962. *Ed. La Découverte, 2019.*
17) Neil MacMaster et Jim House, Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'État et la mémoire. *Ed. Tallandier, 2008.*
18) Nora Benallègue-Chaouia, Algérie : mouvement ouvrier et question nationale. 1919-1954. *Ed. OPU, 2004.*
19) Mouloud Feraoun, Le Fils du pauvre. *Cahiers du nouvel humanisme, 1950. Mohammed Dib*, La Grande maison. *Le Seuil, 1952. Mouloud Mammeri*, La Colline oubliée. *Plon, 1952). Kateb Yacine*, Nedjma. *Ed. Le Seuil, 1956. Assia Djebar*, La Soif. *Julliard, 1957.*
20) Natalya Vince, Our Fighting Sisters. Nation, Memory and Gender in Algeria. 1954-2012. *Manchester University Press, 2016.*

Abolir le capitalisme sans prendre le pouvoir politique ?

TOMAS DELMONTE ET J.C. LAUMONIER

Le livre de Bernard Friot et Bernard Vasseur Le communisme qui vient[1] *ouvre le débat sur les conquêtes sociales et leurs représentations dans notre imaginaire collectif. Au-delà des avantages qu'elles représentent, il nous parait nécessaire de discuter fraternellement avec les auteurs des portées symboliques qu'ils leur donnent.*

Les rebondissements de la crise politique ouverte par la dissolution de l'Assemblée nationale met chaque jour, en relief les limites et les impasses d'une stratégie du mouvement ouvrier fondée sur l'action parlementaire au sein des institutions. Sa critique est le point de départ du dernier livre de Bernard Friot *Le communisme qui vient*, co-écrit avec Bernard Vasseur. Les auteurs dénoncent « la faillite » de politiques fondées sur l'idée « [qu']*un bon vote* » confie le gouvernement à des représentants dans l'État, qui après une belle victoire électorale viendront se conduire en bons « *amis du peuple* » pour « *changer le cours des choses* ». Ils appellent à relativiser l'action parlementaire, et préconisent d'accorder la priorité à l'action des acteurs de terrain s'attaquant à la domination capitaliste sur le travail. Ainsi adviendrait « *un communisme d'aujourd'hui, c'est-à-dire la multiplication des initiatives qui vont croissant dans la recherche dynamique et l'invention pratique d'une alternative au déploiement de la logique capitaliste qu'on nous dit pourtant implacable* »[2].

Ces initiatives, ces institutions que les auteurs qualifient de « *déjà là communistes* » feraient du communisme, non une utopie reportée à un avenir éloigné et incertain, mais une réalité concrète qui demande seulement à être généralisée.

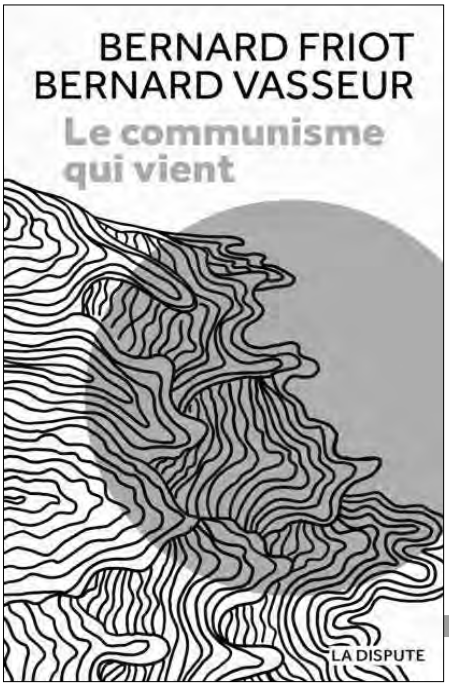
EXTENSION DU DOMAINE DES « DÉJÀ LÀ »

Dans les ouvrages précédents de B. Friot, le terme de « *déjà là* » désignait les conquêtes sociales de 1945-46, qu'il appelle « les conquis ». Il s'agissait, avant tout, du statut de la fonction publique et du régime général de la Sécurité sociale. Dans *Le communisme qui vient*, le champ des « *déjà là* » s'élargit. On y retrouve, pêle-mêle, des « *entreprises et organisations horizontales* », l'instauration de ZAD, les actions des Soulèvements de la Terre, les recherches pour des énergies non fossiles, l'invention de réseaux pour produire et distribuer les produits d'une agriculture alternative à l'agro business (par une Sécurité sociale de l'alimentation), les créations dans le domaine des logiciels libres, le mouvement féministe MeToo, les luttes contre les emplois racisés.

Friot et Vasseur y voient « *une effervescence de combats distincts, mais qui s'entre épaulent dans la quête résolue d'une émancipation humaine authentique, qui ne compte sur personne pour s'affirmer et qui résonne en nous comme étant celle du communisme tel que Marx a entrepris de le penser* ».

Alors que le mouvement social et ouvrier se trouve sur la défensive, la perspective qu'ouvre B. Friot et B. Vasseur suscite l'intérêt. Partant d'une critique de la démocratie parlementaire, elle pose comme décisive la question du travail et de la propriété. Elle fait appel à la mobilisation et à l'auto-organisation de celles et ceux « *d'en bas* » et prête attention aux mouvements sociaux émancipateurs apparus au cours des dernières années.

Pourtant, tout en multipliant les références à Marx, Friot et Vasseur rejettent la perspective tracée par lui et portée depuis par la tradition marxiste révolutionnaire : la nécessité pour la classe ouvrière (le prolétariat, le salariat) de se mobiliser pour s'emparer du pouvoir politique, par la création d'un nouvel État. L'instauration de cet État (la classe ouvrière et ses alliés auto organisés) dont Marx a vu dans la Commune de Paris le premier et fugitif exemple, était, pour lui le moyen indispensable pour briser le pouvoir économique de la bourgeoisie et neutraliser les capacités de nuisance de l'État bourgeois. La transition vers une société communiste peut alors s'engager. La nécessité d'une contrainte sur l'ancienne classe dominante disparaissant, l'État,



n'ayant plus de fonction, dépérirait.
Malgré son apparence radicale, en éludant cette question, *Le communisme qui vient* tombe dans une version modernisée d'un réformisme ancien pour lequel « *le but final n'est rien, le mouvement est tout* ».

ABOLITION DU SALARIAT OU SALAIRE COMMUNISTE ?

Bernard Friot aime cultiver les paradoxes. Selon lui, présenter la classe ouvrière comme classe dominée par le Capital, affirmer que, pour se libérer elle doit conquérir le pouvoir politique pour renverser l'ordre établi serait « *nier* » son rôle révolutionnaire et les contradictions au sein du capitalisme. La démarche « *révolutionnaire* », consisterait, à l'inverse, à engager une transformation graduelle au sein même du système. « D*ans cette contradiction à l'intérieur même du capitalisme, une classe* [la classe ouvrière] *est capable d'instituer les alternatives. Il se crée même des alternatives durables contre laquelle la classe dirigeante, évidemment, se mobilise mais qu'il serait absolument irresponsable de ne pas promouvoir, de ne pas actualiser, de ne pas généraliser* »[3]. La prise du pouvoir politique devient, dès lors superflue ou accessoire.
Qu'il soit possible d'imposer par les luttes et par des institutions de classe des conquêtes essentielles mais partielles (droits sociaux, sécurité sociale, etc.) est une chose. C'est même la condition de « *constitution du prolétariat en classe* » dont parle Marx.
Qu'il soit possible d'étendre et de généraliser ces « *conquis* » en faisant disparaitre la domination du Capital et la « *propriété lucrative* » en est une autre. Les conquêtes sociales sont au contraire, selon les rapports de forces sociaux, sans cesse menacées et remises en cause.
Pour Friot et Vasseur, la clé se trouve dans la généralisation à tous les producteurs d'un salaire non capitaliste, qui rémunère déjà les salarié·es de la fonction publique et les retraité·es[4]. « *L'avance en salaire* » par « c*réation monétaire* », ôterait à la bourgeoisie sa capacité à dominer le travail. Elle permettrait d'instaurer à la fois une « *propriété d'usage* » des producteurs sur leur entreprise ou leur lieu de travail ; tandis que la « *propriété patrimoniale* » serait transférée à des collectivités publiques.
La généralisation à l'ensemble du salariat du « *salaire à la personne* » permettrait d'instiller progressivement « *du communisme* » dans le système et « *d'assécher* » la part restante de production capitaliste.
Pour B. Vasseur, grâce aux « *déjà là* » le mot d'ordre de Marx d'abolition du salariat serait aujourd'hui dépassé et le salaire pourrait devenir « *communiste* » : « *À son époque, le salariat était une invention du capitalisme et une manière de dominer la force de travail à laquelle on réduisait les humains. Par conséquent, il va de soi que Marx, penseur du communisme, en appelle à supprimer ce salariat-là. Il ne s'agit pas de supprimer le salaire mais ce qu'il y a de capitaliste dans le salaire. Un salaire accroché à la personne et non plus au marché ou au patron, c'est un salaire communiste* »[5].
Le capitalisme est un système unifié qui fonctionne autour d'institutions cohérentes : propriété privée, salariat, économie de marché généralisée et intégration dans le marché capitaliste international. Il existe, certes, au sein de cette société des activités économiques non capitalistes (tel que le travail reproductif gratuit des femmes dans la cellule familiale). Les luttes sociales peuvent imposer la sortie du marché des biens ou services, en socialisant partiellement ou totalement certaines activités et en les finançant par des cotisations sociales. Il n'en reste pas moins que la connexion entre les acteurs économiques s'effectue pour l'essentiel par le marché avec ses règles : la concurrence, la recherche du profit. Le système repose sur l'extorsion de la plus-value (travail gratuit) à un salariat ne recevant que le nécessaire à l'entretien de sa force de travail. Ce système est cohérent, même s'il est traversé par les contradictions de classes. Il ne peut être remplacé que par une autre organisation cohérente mais antagonique : la planification consciente de la production et de la distribution décidée démocratiquement et mise en œuvre par les producteurs associés. Elle suppose la socialisation des grands moyens de production et d'échange et en conséquence l'expropriation de la classe dominante.
Comme le montre toute l'histoire du mouvement ouvrier, la classe dominante n'a aucune intention de se laisser déposséder sans réagir. Elle dispose de puissants moyens pour s'y opposer. Si elle se sent menacée, elle utilise à la fois les armes économiques (grève des investissements, chômage) et politiques (les institutions et les corps de répression de son appareil d'État).
Affirmer, comme le font Friot et Vasseur, que le démantèlement du Capital peut s'effectuer en y introduisant « *du communisme* » par des moyens habiles relève de l'illusion. Quand le système capitaliste est menacé dans son fonctionnement, quand la bourgeoisie craint d'être dépossédée et de perdre son pouvoir un affrontement entre les classes devient inévitable. Une crise révolutionnaire s'ouvre dont l'un des protagonistes sort vainqueur. La classe bourgeoise s'y est préparée et dispose de moyens puissants. Pour lui faire face, l'addition et la convergence de toutes les contestations est nécessaire mais ne suffit pas. Dans cette « *guerre sociale* », une stratégie du mouvement social et ouvrier est indispensable, pour s'opposer à celle de la classe bourgeoise et conquérir le pouvoir. Elle doit s'incarner dans un outil politique (un parti) non pour « prendre le pouvoir » à la place et au nom des oppriméEs mais pour proposer, convaincre et mettre en œuvre cette stratégie, fondée sur l'auto-organisation de toute la classe exploitée et de tou·tes les opprimé·es.
C'est ce à quoi renoncent Friot et Vasseur, en tirant *mal* les leçons du stalinisme pour qui le parti se substituait à la classe sociale. Pour eux,« *à l'heure où existent des conquis sociaux et où sont établis (même menacés) des déjà là communistes, le combat communiste n'est plus* [l'était-il auparavant ?] *l'exclusivité d'un "parti d'avant-garde"* »[6]. La reconstitution consciente de la société humaine « *ne peut vivre au contraire que par le rassemblement le plus large de celles et ceux qui ont à l'imaginer et à la construire en actualisant sans cesse les déjà là du communisme* » [7].
Friot et Vasseur jettent ainsi le bébé avec l'eau du bain. Au dogme stalinien d'un parti prenant et exerçant le pouvoir à la place et au nom de la classe ouvrière, ils opposent la montée en puissance graduelle de « *déjà là communistes* ». Par leur dynamique propre ceux-ci suffiraient à venir à bout du capitalisme. Plus besoin dans ces conditions d'élaborer un projet stratégique, ni de reconstruire une force politique qui en soit porteuse. L'idée

Marche contre la vie chère, Paris 16 octobre 2022 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

peut séduire dans le climat de défiance et de rejet des partis politiques. Elle ne répond pas aux urgences de la situation. Le double échec de la social-démocratie et du stalinisme rend certes la tâche difficile, elle ne justifie pas son abandon.

OÙ EST PASSÉE LA LUTTE DE CLASSE ?

La « *lutte de classe* », telle que l'entendent B. Friot et B. Vasseur *n'est pas* la résistance opposée par la classe ouvrière et l'ensemble des opprimées et exploitées au capital. Elle n'est le fait que des « i*nitiatives communistes* » alternatives au capitalisme : les « *déjà là* » qu'ils appellent à généraliser. Les grèves et actions des exploité·es et des opprimé·es n'ayant pas pour but revendiqué la contestation de la domination capitaliste sur le travail (c'est-à-dire l'immense majorité des luttes sociales) sont, selon eux, vouées à l'échec. Ils n'y voient qu'un moyen inefficace de « *tenir au chaud* » les colères, en attendant les échéances électorales.

Selon B. Friot et B. Vasseur, « *Tous les débats et conflits collectifs, quel que soit leur objet, doivent être l'occasion de conquérir des droits en soutien à la propriété d'usage de l'outil* »[8].

Poser ainsi la question a pour effet de séparer et d'opposer l'action « communiste »et le mouvement réel de la lutte de classe. Cette déconnexion enlève toute perspective concrète à la volonté affichée « *d'ancrer l'action sur les lieux mêmes du travail, avec les travailleurs concernés* », et de « *déplacer l'action syndicale sur ce terrain décisif* »[9].

Les échecs des mobilisations des dernières années, en particulier sur les retraites, n'amènent pas Friot et Vasseur à questionner la manière dont ces luttes ont été et sont menées, et à tenter de définir une autre stratégie pour passer de la défensive à l'offensive. Ils décident de quitter le terrain, pour préconiser une alternative illusoire.

DE LA DÉFENSIVE À L'OFFENSIVE : UNE DÉMARCHE TRANSITOIRE

Pour avoir des chances d'être victorieuses, les luttes doivent être unitaires et rassembler le plus grand nombre. Dans une période où le Capital est à l'offensive, et où les contre-réformes se multiplient, il n'est pas étonnant qu'elles débutent le plus souvent sur des objectifs « *limités* » et « *défensifs* ». C'est seulement *dans le cours de la lutte et par la lutte*, si la victoire apparait possible que la conscience des salarié·es se modifie qu'il devient possible d'avancer des objectifs et de mener des actions mettant en cause la domination capitaliste. Pour nous, le rôle de militant·es se réclamant du communisme est de construire ces mobilisations, de les renforcer en contribuant à leur donner des structures démocratiques d'auto-organisation et non d'opposer les exigences immédiates, sur lesquelles elles débutent à des mesures et actions « *communistes* ». Il s'agit au contraire de favoriser le passage de l'une à l'autre en fonction de l'élévation de la combativité et de la prise de conscience. C'est ce que nous désignons dans la tradition de la 3e puis de la 4e Internationale comme stratégie et programme de transition, qui partant de revendications immédiates avance vers des revendications incompatibles avec le système pour déboucher sur la question du pouvoir.

Dans ses premiers ouvrages *Puissance du salariat*, *Et la cotisations sociale créera l'emploi*, Bernard Friot avait clairement situé les enjeux de classe autour de la Sécurité sociale. La cotisation sociale, partie socialisée du salaire, permet de ne pas couvrir seulement les frais de reproduction de la force de travail à son poste de travail (salaire direct) mais celle de l'ensemble du salariat (maternité, enfants, malades, chômeurs, personnes âgées et handicapées). Face aux contre-réformes libérales qui cherchent à ramener le salaire à son minimum, par la précarisation de l'emploi. B. Friot montrait alors en quoi la cotisation sociale était un enjeu de classe décisif dans la répartition entre salaires et profits, et en quoi, elle contribuait à constituer l'unité et la solidarité de classe.

Ces apports restent les nôtres, alors que l'assurance maladie et les retraites sont de plus en plus menacées, et que les réponses à de nouveaux besoins en termes de socialisation (« dépendance », alimentation) sont d'actualité. Il n'en est que plus regrettable de voir B. Friot quitter ce terrain de la lutte de classe réelle pour promouvoir l'illusion d'un « *communisme déjà là* ». ❑

1. Éditions de la Dispute, septembre 2024.
2. Le communisme qui vient, *page 9.*
3. Débat à la fête de l'Humanité sur Le communisme qui vient. *L'Humanité des débats 17-19 janvier 2025.*
4. Considéré·es par B. Friot comme des « travailleurs » débarrassé·es de la contrainte capitaliste sur le travail.
5. Débat à la fête de l'Humanité, ibid.
6. Le communisme qui vient, p 120.
7. Idem p 121.
8. Idem p 177.
9. Idem p 177.

Le Manifeste, un texte vivant

ISABELLE GARO*

Cet article est issu d'une soirée du Centre d'études marxistes. Ces réunions visent à la fois un objectif d'autoformation et de réflexion critiques. Elles empruntent donc beaucoup à des travaux préexistants de camarades issu·es ou non de notre courant.

Le Manifeste du parti communiste, rédigé à la veille de la révolution de 1848, est l'œuvre de Marx (et d'Engels, même si son rôle est moindre) la plus célèbre et la plus diffusée dans le monde. En dépit de sa notoriété, ce bref texte n'a rien d'un traité de théorie politique à vocation universelle. Pourtant son souffle révolutionnaire porte ce texte au-delà de son temps et c'est précisément parce qu'il est né de circonstances singulières qu'il continue de s'adresser à nous.

Pour éclairer ce paradoxe, il importe de revenir tout d'abord sur les conditions de la rédaction du Manifeste, avant d'en venir à deux de ses thèmes centraux : d'abord la question de la lutte de classe et du « parti », ensuite celle de la réappropriation communiste. Car le communisme, pour Marx dès cette époque, ne désigne pas un projet clé en main mais un effort long, pour renverser toute domination de classe, se réapproprier nos activités sociales et bâtir un autre monde. « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » : c'est sur cet appel à la mobilisation qu'il se clôt, qui n'a jamais été aussi urgent qu'aujourd'hui.

LE PRÉLUDE À LA RÉVOLUTION DE 1848

À la veille de 1848, l'Allemagne est morcelée. Marx est né en Rhénanie, où les armées de la Convention imposèrent pour un temps le droit révolutionnaire, avant son annexion par la Prusse, État féodal et policier, à l'occasion du Congrès de Vienne. Dans cette région rurale mais marquée par un relatif développement économique et par des inégalités croissantes, la contestation apparaît tôt.

Ainsi, en 1832 à Hambach, non loin de Trèves, sa ville natale, un rassemblement politique réunit près de 30 000 personnes pendant deux jours. On y revendique la liberté de culte, une Constitution, l'unité allemande et certains participants osent même évoquer une prochaine révolution armée. En 1835, le poète Georg Büchner rédige le premier manifeste de la révolution sociale en Allemagne, lançant le mot d'ordre fameux : « *paix aux chaumières, guerre aux palais !* ». C'est aussi dans cette culture allemande rebelle que s'enracine le Manifeste.

Tandis que ces soulèvements populaires sont tous violemment réprimés par le pouvoir prussien, une presse critique émerge progressivement, porteuse des intérêts libéraux mais aussi d'aspirations démocratiques. Marx, devenu proche des mouvances contestataires d'obédience hégélienne, va s'impliquer en 1842 (à 24 ans) dans ce journalisme d'enquête et d'opinion, accédant très vite un rôle dirigeant au sein de la *Gazette rhénane*.

En 1843, après l'interdiction de la *Gazette rhénane* par le pouvoir prussien, Marx rompt avec un camp libéral qui ne fut jamais le sien et qui s'est révélé incapable de s'opposer à la censure. Il s'exile à Paris, capitale de la révolution non sans avoir rédigé auparavant un grand nombre de travaux, dont une critique détaillée de la conception hégélienne de l'État.

À Paris, il fait la rencontre d'Engels, qui se revendique depuis longtemps du socialisme. Horrifié par ses orientations politiques, son père l'a envoyé à Manchester dans l'une des filatures dont il est propriétaire. Mais là-bas, son expérience du monde industriel (ainsi que sa rencontre avec Moses Hess) le conduit à se revendiquer, avant Marx, du communisme. Le terme, sans être clairement défini, désigne avant tout le rejet de la propriété privée dans un contexte de débats intenses autour des options socialistes, communistes et anarchistes qui se répandent en Europe.

Pour sa part, Engels est surtout marqué

Isabelle Garo. © Wikipedia Commons

par les grèves qui, lors de la crise économique de 1842, avaient rassemblé plusieurs millions d'ouvriers anglais, ces contradictions étant selon lui vouées à déboucher sur la révolution sociale. Apparu à la fin des années 1830, le chartisme constitue en effet la première organisation de masse en Europe, alors que les partis politiques modernes n'existent pas. L'option de Marx est d'emblée un peu différente : il considère que la révolution sociale doit aussi être une révolution politique et plus encore une révolution de la politique, à l'encontre de sa confiscation sous la forme d'un État séparé, retourné contre les travailleurs.

Dans ce contexte, Marx conçoit la montée des idées révolutionnaires comme le résultat de contradictions historiques dont elles ne sont cependant jamais le simple reflet : elles peuvent dans certains cas contribuer à inventer et à orienter l'avenir, tout en étant déterminées par les circonstances présentes. Le Manifeste se veut un texte d'intervention, qui vise à transformer conjointement et l'un par l'autre le savoir et l'action. D'où l'optimisme extrême de ce texte flamboyant : à l'orée du soulèvement européen de 1848, tout semble possible !

Ce texte militant n'en est pas moins un grand texte théorique et prospectif : le terme de *communisme* nomme avant tout une invention collective permanente, qui vise à restituer aux êtres humains la maîtrise de leur vie sociale et individuelle et non une utopie. Marx a identifié le prolétariat comme le principal acteur de la révolution à venir, qui, en s'alliant aux autres exploité·es, abattra les restes du féodalisme en même temps que le capitalisme en formation, ultime forme de la domination de classe, centré sur la dépossession radicale des travailleurs.

Le Manifeste se fait l'écho de toutes les contradictions de son temps. Lors du Congrès de Vienne de 1815, les grandes puissances ont redessiné la carte de l'Europe et celle du monde. Mais cette Europe redécoupée disperse les peuples et les écrase, attisant à la fois les revendications de libération nationale et de justice sociale. Sur le plan mondial, l'Occident impose sa domination au reste du monde alors que le capitalisme entame son expansion planétaire : le Manifeste anticipe sur ce processus de mondialisation. La colonisation et l'esclavage lié au commerce triangulaire constituent la conséquence de sa lente émergence, mais ils accélèrent en retour son essor. Et la crise en cours est aussi économique, devenue périodique en dépit de l'essor de la production.

L'instabilité de cet édifice est sans précédent : à partir de 1830, les vagues révolutionnaires se succèdent à travers le monde et le Manifeste, qui souhaite accélérer et accompagner le processus révolutionnaire, se propose de fournir une analyse historique cohérente de cette réalité et de ses contradictions. Car ce sont ces contradictions qui ouvrent des brèches dans l'histoire et esquissent des possibilités inédites d'émancipation collective. Mais à la condition de les comprendre et d'agir en leur sein, de façon résolue, consciente et organisée. En dépit de toute la distance qui nous sépare de cette époque, cette tâche est plus que jamais actuelle : elle se nomme *lutte de classes*.

LUTTE DE CLASSES ET PARTI DE CLASSE

Dans le Manifeste, la lutte de classe est centrale, motrice et ses premières lignes sont restées fameuses : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes* ». Les classes sont non des entités immuables mais le produit de cette lutte, constante, contradictoire. Mais elles sont aussi fonction de la place des groupes sociaux au sein de la production des richesses. Enfin, elles se caractérisent par des formes de conscience plus ou moins élaborées, qui rendent possible la construction de leurs intérêts propres en tant que forces politiques. Avec qui s'unir, comment et jusqu'à quel point, dans quel but ? Ces questions politiques et stratégiques traversent de part en part ce texte.

Dans ce monde en mutation d'avant 1848, la colère des populations confrontées aux injustices et à la misère croît depuis longtemps. Cette longue fermentation de la révolte a donné naissance à des courants politiques contestataires, en voie de modernisation. Leurs buts sont distincts sans être forcément incompatibles : le courant libéral revendique une Constitution associée à un système parlementaire censitaire tandis que la tendance démocrate en appelle à une république octroyant des droits politiques plus larges. De son côté, une mouvance égalitaire radicale, issue du babouvisme, appelle à la révolution sociale.

La Ligue des Justes appartient à cette dernière mouvance. Lorsque Marx et Engels s'en rapprochent, celle-ci existe depuis plus de dix ans et regroupe des artisans et des ouvriers allemands émigrés, organisés en Suisse, à Paris et à Londres. À Paris, la Ligue a participé à l'insurrection blanquiste de mai 1839 et elle a subi la violente répression qui a suivi son échec. De son côté, le groupe suisse est dirigé par Wilhelm Weitling, adepte d'un communisme d'inspiration chrétienne et babouviste, peu soucieux de rigueur théorique mais partisan charismatique de la voie insurrectionnelle. Quant aux dirigeants londoniens de la Ligue, ils défendent une ligne moins offensive et souhaitent avant tout transformer l'organisation secrète initiale en formation légale. Pour Marx et Engels cet objectif est parfaitement compatible avec une option ouvertement révolutionnaire.

Engels rappellera par la suite que la condition qui avait été mise par Marx et lui-même à leur participation : la suppression « *du culte superstitieux des autorités* ». Ainsi leur victoire est-elle avant tout stratégique, démocratisant le fonctionnement interne de la Ligue en imposant l'instance décisionnelle du congrès. Fermant la voie à toute « *velléité de conspiration* », cette forme d'organisation est désormais « *absolument démocratique* » dira Engels, imposant le statut de dirigeants élus et révocables. Elle « *transformait la Ligue, du moins pour les temps de paix ordinaires, en une simple société de propagande* ».

En vertu de ce but, une telle

Manifestation contre la reforme des retraites, Paris, 1er mai 2023 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

structure reste très éloignée des partis modernes et notamment des organisations puissantes de la social-démocratie allemande et autrichienne de la fin du 19e siècle. La Ligue des Justes, rebaptisée Ligue des Communistes, reste une petite formation rassemblant surtout des intellectuels et des artisans- ouvriers, éloignés des prolétaires industriels. Pourtant, elle constitue bien l'embryon d'une organisation nouvelle, ouverte et internationale, qui se met au service du combat spécifiquement politique de la classe ouvrière.

Lorsque la révolution éclate le rôle de la Ligue et plus généralement de ceux qui se réclament du communisme est peu important. À la suite de l'échec de la révolution, la répression va s'abattre violemment et durablement sur les militants et les organisations ouvrières. En revanche les questions posées par Marx et Engels demeurent et elles expliquent que le Manifeste, d'abord peu diffusé, connaisse ensuite une diffusion de masse : qu'est-ce qu'une organisation révolutionnaire ? Quel est son rôle ? Quelles sont ses structures ?

Dans le Manifeste, les communistes sont « *la fraction la plus consciente des partis ouvriers* ». En 1850 et après la trahison des partis démocrates, Marx optera pour la formation d'organisations autonomes de la classe ouvrière. Mais jamais ni lui ni Engels n'envisageront en doctrinaires les questions tactiques et stratégiques. Jamais ils ne cultiveront le fétichisme de l'organisation. Le but final prime sur les outils de la lutte même si de tels moyens — des organisations structurées — sont à leurs yeux indispensables. Il y existe non une science mais un « *art stratégique* », comme l'a si fortement dit Daniel Bensaïd.

LE COMMUNISME, POUR SE RÉAPPROPRIER NOS VIES

La grande modernité du Manifeste, en dépit de son caractère par endroits daté, se trouve dans la perspective de la réappropriation, qui dépasse de loin la seule disparition de la grande propriété. Cette thèse, propre à Marx, traverse toute son œuvre.

D'une part, il ne se contente pas d'annoncer la révolution ou de l'appeler de ses vœux, il souligne la nécessité de l'action politique, au sens neuf du terme, ainsi que l'importance décisive que revêt la prise de conscience, comme condition de la victoire des classes dominées. Or cette prise de conscience passe par la réappropriation d'un savoir, monopolisé par les classes dominantes et produit à son usage, formaté par ses préoccupations économiques, sociales et politiques.

D'autre part, Marx s'était depuis longtemps employé à une critique de l'État en tant qu'instance séparée, scindée de la vie économique et sociale : c'est la gestion collective qu'il confisque. Marx va passer de l'idée de sa conquête à celle de son « *bris* », au profit d'un « *pouvoir public* », autogouvernement démocratique dont la Commune de Paris lui fournira l'esquisse. Car conquérir l'État c'est bien souvent être conquis par sa logique : la terrible histoire ultérieure du « communisme » en témoigne…

En ce même sens, le communiste concerne la transformation en profondeur de l'ensemble des activités sociales et non la simple répartition égalitaire des richesses produites : il s'agit d'engager un processus de réappropriation de fonctions dont le capitalisme opère le détournement au profit des classes dominantes. Cette réappropriation est un but, mais elle est aussi une condition majeure de la révolution si on conçoit celle-ci non comme un « grand soir » mais comme un processus lent et complexe, comme la réorganisation collective et rationnelle de toute la vie économique et sociale. Autrement dit, c'est tout de suite qu'il s'agit de se ré-emparer de sa vie et c'est tout l'enjeu, immédiat, des luttes et des mobilisations pour enclencher cette construction difficile.

À cette occasion, Marx énonce une autre thèse majeure, inséparable de ce qui précède et qui place le communisme aux antipodes de tout collectivisme de caserne : il s'agit de construire « *une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ». Se réapproprier nos activités sociales contre la privatisation capitaliste du monde, c'est aussi se réapproprier nos vies, notre temps libre, condition de notre émancipation personnelle, confisqués et saccagés par un capitalisme plus féroce que jamais. Le *Manifeste* précise la définition donnée en 1845 dans l'Idéologie allemande : « *le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes* ».

Ce communisme de la réappropriation va bien au-delà d'une simple redistribution. Il consiste dans la refonte des rapports sociaux de production et de reproduction, il porte sur la vie même, en y incluant la nature. La grande actualité du Manifeste est là : ces questions sont à la fois des buts et des leviers de la lutte et de la mobilisation anticapitaliste. Se battre contre l'exploitation, le sexisme, le racisme et toutes les dominations de classe en leurs mille variantes, c'est se battre pour nous, chacun·e et ensemble, en esquissant dès maintenant la figure d'un monde meilleur. Et nos organisations doivent désormais être vraiment à la hauteur de ces buts. Décidément, le Manifeste, texte vivant et inclassable, foudroyant, est à lire et à relire. ❑

* Isabelle Garo, philosophe, marxiste, est l'autrice de *Communisme et Stratégie* (éditions Amsterdam, 2019) ainsi que de nombreux ouvrages sur Marx, et récemment d'une riche introduction de la nouvelle édition du *Manifeste du Parti communiste* aux éditions Sociales, également préfacée par Éric Vuillard. Cette édition reprend une bonne traduction du *Manifeste*.

L'actualité du Manifeste communiste

PATRICK LE MOAL

Cet article est issu d'une soirée du Centre d'études marxistes. Ces réunions visent à la fois un objectif d'autoformation et de réflexion critiques. Elles empruntent donc beaucoup à des travaux préexistants de camarades issu·es ou non de notre courant.

Pourquoi lire, relire et débattre de ce texte de 1848 ? Il est le produit d'un endroit, l'Europe, et d'une époque, le 19e siècle, dans lesquels se développent le capitalisme et un mouvement ouvrier très divers. Il y a des traits communs en ce début du 21e siècle : l'absence de projet politique émancipateur porté par les masses, et l'éclatement des salarié·es, des organisations ouvrières.

Ce qui permet à ce court texte de garder dans ses grands traits une force et une actualité remarquables, c'est qu'il expose dans un style clair et flamboyant une nouvelle conception du monde, « *le matérialisme conséquent étendu à la vie sociale, la dialectique, science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution, la théorie de la lutte des classes et du rôle révolutionnaire dévolu dans l'histoire mondiale au prolétariat, créateur d'une société nouvelle, la société communiste* »[1] qui démontre sa pertinence pour comprendre la domination bourgeoise, les moyens d'agir pour construire une société émancipée, débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

UN APPORT FONDAMENTAL

Il est parfaitement résumé par Engels dans la préface à l'édition de 1883, écrite après la disparition de Marx : « *L'idée fondamentale et directrice du Manifeste, à savoir que la production économique et la structure sociale de chaque époque historique qui en résulte nécessairement, forment la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; que, par suite* [...], *toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes,* [...] *mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes ; cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx* »[2]

Les conséquences de cet apport sont considérables. Les classes sociales en lutte ne sont pas des institutions sociales « *permanentes* ». Elles sont le produit à chaque étape déterminée du développement économique, des modalités de la répartition des richesses et des formes de l'affrontement entre les classes. Tant la classe exploitée et opprimée que la bourgeoisie connaissent des évolutions, des ruptures.

LES RAPPORTS SOCIAUX EN RÉVOLUTION CONSTANTE

La bourgeoisie est le produit d'un long développement. Née au Moyen Âge, elle s'est développée sous la féodalité et dans quelques pays dont la France dans la colonisation, la traite négrière. Elle continue de se modifier en permanence car elle « *ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, donc l'ensemble des rapports sociaux* »[3]. D'où l'importance de l'analyse concrète de chaque situation.

Les débats actuels entre les différentes options capitalistes, la compétition entre les secteurs aux intérêts parfois opposés montrent l'actualité de cette approche matérialiste des classes sociales. La bourgeoisie qui domine le monde est bien autre chose qu'une somme de patrons et l'exploitation économique. C'est une puissance sociale qui organise la production, qui est en dernière analyse le produit de toute la société, et de ce fait domine, structure l'ensemble des relations sociales et l'impact de la société sur la nature

LES HOMMES ET LES FEMMES FONT LEUR PROPRE HISTOIRE

Affirmer qu'il n'existe pas d'essence humaine en dehors des rapports sociaux a des conséquences majeures. Les hommes et les femmes d'une période donnée, les formes de l'exploitation, des oppressions, l'histoire politique, les luttes, sont les produits des rapports sociaux.

Dès lors que la société produit l'être humain, elle est en retour produite par son action ; les luttes, les révoltes des exploité·es et des opprimé·es modifient ces rapports sociaux. Par leur action, les hommes et les femmes font donc leur propre histoire.

Non pas que la révolution soit en tout temps et tout lieu possible. Mais rien n'est inéluctable. Dans chaque situation il n'y a jamais une seule possibilité : le processus historique concret dépend des luttes des dominé·es, de leur conscience collective, de leur organisation.

LA LIBÉRATION DE CHACUN·E EST LA CONDITION DE LA LIBÉRATION DE TOUTES ET TOUS

Comme l'histoire n'est pas écrite à l'avance, il est possible de se débarrasser de l'exploitation et de l'aliénation en sortant du capitalisme dans lequel le travail vivant ne sert qu'à augmenter les richesses des possédants,

il est possible de construire une société dans laquelle « *le travail accumulé n'est qu'un moyen d'enrichir et de promouvoir le processus vital des travailleurs* »[4]. Pour cela il faut abolir la propriété privée, car elle est l'appropriation de l'essence humaine. Lorsque Marx se déclare communiste dans les *Manuscrits de 1844*, il exprime magnifiquement cette idée force : « *l'abolition positive de la propriété privée, l'appropriation de la vie humaine, signifie donc la suppression positive de toute aliénation, par conséquent le retour de l'homme hors de la religion, de la famille, de l'État, etc., à son existence humaine, c'est-à-dire sociale* »[5]. Il y a bien, pour construire une société émancipée, un lien entre l'abolition de la propriété privée et la suppression de l'aliénation.

Il est frappant de voir à quel point le bilan des révolutions du 20e siècle le confirme. La propriété privée capitaliste a été abolie en Russie, en Chine, sans instauration du socialisme. Il ne suffit donc pas de prendre le pouvoir, de nationaliser les moyens de production pour produire mécaniquement une société émancipée. La transformation révolutionnaire de la société impose d'autres modifications, par la démocratie, l'auto-émancipation, pour instaurer une « *association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* »[6], définition toujours pertinente du monde que nous voulons construire.

L'ACTION COMMUNISTE

Mais pour abolir la propriété privée existante, en finir avec la bourgeoisie, il faut plus que des idées, il faut une action communiste.

Le prolétariat, la classe des exploité·es et des opprimé·es est potentiellement révolutionnaire, exprime le mouvement de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité, mais elle n'est pas mécaniquement victorieuse. Selon le Manifeste, « *le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante* »[7].

D'où la présentation du rôle des communistes qui « *ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* [...] *n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat* [...] *n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier* »[8], ils ne se distinguent qu'en faisant valoir les intérêts du prolétariat mondial, du mouvement dans sa totalité.

Marx et Engels combattent les sectes, ces courants qui ont comme raison d'être, non ce qu'ils ont de commun avec le mouvement, mais les « *principes particuliers* » qui les distinguent. En 1848, la Ligue des communistes est une fraction qui doit stimuler les autres. Lors de la fondation de la première Internationale en 1864, il n'existe plus d'organisation communiste, ils y militent sans organisation spécifique et combattent les sectes en son sein.

Le Manifeste n'aborde pas la question cruciale du processus de construction de la conscience de classe, la conscience communiste, et laisse entendre qu'elle se produit naturellement. Ce point sera complété magistralement par Lénine, 54 ans plus tard, dans *Que Faire* qui précise le rôle des communistes : « *La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et couches de la population avec l'État et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles* »[9].

Acte 18 des Gilets Jaunes à Paris 16 mars 2019 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

LA PRISE DE POUVOIR POLITIQUE POUR ARRACHER LE CAPITAL À LA BOURGEOISIE

Le mode de domination capitaliste ne peut être renversé que par une révolution qui érige le prolétariat en classe dominante, et l'émancipation économique s'obtient par la conquête du pouvoir politique. Mais cela passe-t-il par la prise du pouvoir d'État existant ?

La Commune de Paris en 1871 va tout modifier. Dès le 12 avril 1871, Marx écrit « *la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent* »[10], position qu'il détaillera ensuite en affirmant que la forme politique de la Commune est susceptible d'extension.

POSTÉRITÉ ET LIMITES

Si les principes généraux du Manifeste gardent toute leur pertinence, dès les préfaces des éditions suivantes, Marx et Engels pointent les points qu'il faudrait revoir, logiquement, leur application dépendant des circonstances historiques. Cependant deux aspects nécessitent une réévaluation.

LA VICTOIRE INÉLUCTABLE DU PROLÉTARIAT ?

Le Manifeste est péremptoire : « *le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables* »[11]. Cette idée

que la victoire inévitable d'un prolétariat toujours plus nombreux avec des partis et des syndicats de plus en plus forts était omniprésente.

Force est de constater que l'accroissement numérique du prolétariat à l'échelle mondiale ne se traduit pas automatiquement par une augmentation de la conscience collective et le mouvement ouvrier ne connaît pas une progression linéaire. Déjà la trahison de la Deuxième Internationale à l'entrée de la Première Guerre mondiale avait été un choc pour tous les marxistes révolutionnaires, et Rosa Luxembourg avançait dès 1915 une idée révolutionnaire : « *socialisme ou barbarie* »[12]. Un siècle après, avec les crises écologiques, cette notion prend une autre ampleur qui valide l'expression reprise par Michael Löwy : la révolution est le frein d'urgence[13].

LA DOMESTICATION DE LA NATURE ?

Les formules du Manifeste sur la domestication des forces de la nature, l'utilisation de la chimie dans l'industrie et l'agriculture montrent que l'époque n'est pas à la prise en compte des dégâts du productivisme. Ce culte du progrès dominant dans différentes variantes socialistes et staliniennes du marxisme tout au long du 20e siècle oublie que les forces productives ne sont pas neutres.

Pourtant les *Manuscrits de 1844* de Marx développent l'idée que la rupture radicale de l'unité entre l'être humain et la nature est à l'origine de la vie aliénée moderne, d'où l'expression de « *l'idée émancipatrice de la réunification de l'humanité et de la nature sous la forme humanisme = naturalisme* »[14]. A partir de 1865-66, il découvre les problèmes de l'épuisement des sols, et la rupture métabolique entre les sociétés humaines et la nature, ce qui l'amène à écrire : « *chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ;* [...] *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en sapant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* »[15]. Le progrès peut donc être destructif, l'exploitation et l'abaissement des travailleurs et de la nature résultent d'une même logique prédatrice. Cette sensibilité ne donne pas à Marx une perspective écologique d'ensemble, mais corrige les excès de la théorie du progrès.

Statues Marx et Engels, Berlin © Photothèque Rouge / Marc

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

Dans une période historique où il est plus fréquent de parler de fin du monde que de fin du capitalisme, où les questions de tactique politique, voire politicienne, dominent, où la déstructuration de collectifs ouvriers et des organisations du mouvement ouvrier du 20e siècle pose la question centrale de la constitution de la classe des exploité·es et des opprimé·es en classe consciente de son rôle émancipateur, la lecture, relecture de ce texte fondamental est une véritable source d'inspiration.

Agir en gardant l'objectif de libérer la société toute entière de l'exploitation des oppressions donne à nos combats aux côtés des exploité·es et des opprimé·es une autre ampleur de vue, la seule qui permet d'augmenter la lucidité et donc les chances de succès. ❑

1. *Lénine*
2. *K. Marx et F. Engels,* Manifeste du parti communiste. *Éd. Sociales, 2023, p. 105.*
3. *Idem, p. 55.*
4. *Idem, p. 70.*
5. *K. Marx,* Manuscrits de 1844. *Éd Flammarion, 2021.*
6. *K. Marx et F. Engels, ibid., p. 78.*
7. *Idem, p. 76.*
8. *Idem, p. 67.*
9. *Lénine,* Que faire ? *1905.*
10. *Lettre du 12 avril 1871 de Marx à Kugelmann*
11. *K. Marx et F. Engels, ibid., p. 67.*
12. *R. Luxembourg,* La crise de la social-démocratie, *plus connu sous le nom de* Brochure de Junius, *1915.*
13. *M. Löwy,* La révolution est le frein d'urgence : Essais sur Walter Benjamin. *Éd. de l'éclat, 2019.*
14. *K. Saïto,* La nature contre le capital. *Éd. Syllepse, 2016.*
15. *K. Marx,* Le Capital Livre I. *1867.*

La chasse aux immigré·es : l'obsession du gouvernement

LOUISA D.

À peine un an après le vote de la dernière loi immigration, deux nouvelles mesures viennent de passer aux conséquences dramatiques pour les étrangères et les étrangers.

Depuis fin janvier, c'est d'abord une circulaire prise par Retailleau qui vient durcir les conditions de régularisation des personnes sans-papiers. Alors que les possibilités de régularisation étaient déjà fortement réduites par la loi Darmanin, la circulaire fait passer de 3 à 7 ans la durée de présence minimale nécessaire pour déposer une demande et ajoute d'autres critères comme l'absence d'une précédente mesure d'obligation de quitter le territoire français (ce qui relève de l'exploit après sept années) ou la connaissance de la langue française. Les préfectures devront également évaluer le degré « d'intégration ». L'application de ces directives permettra de refuser net l'enregistrement des milliers de demandes qui relèvent pourtant déjà du régime de l'admission exceptionnelle au séjour — soit d'une procédure dérogatoire et arbitraire.

RESTRICTION DU DROIT DU SOL

Le 6 février, c'est un projet de loi proposée par les Républicains (LR) sur la restriction du droit du sol à Mayotte qui a été voté à l'assemblée, quelques semaines après que le cyclone Chido a dévasté une grande partie de l'île. Depuis 2018, le droit du sol s'applique déjà de manière restreinte à Mayotte. L'enfant qui souhaitait la nationalité française devait prouver que l'un de ses parents vivait sur le territoire français de manière régulière au moins trois mois avant sa naissance. Désormais, ce sont les deux parents qui devront prouver une résidence régulière et minimale de trois ans avant la naissance de l'enfant. Cela revient, de fait, a pratiquement abroger le droit du sol, comme Macron souhaitait le faire par révision constitutionnelle, projet finalement abandonné. L'application de cette loi ne fera que renforcer la détresse de milliers de jeunes qui ne pourront jamais sortir de la clandestinité.

LOGIQUE COLONIALE ET RACISTE

La logique raciste et colonialiste qui prévaut à Mayotte sur l'accès à la nationalité française et qui y crée des « étrangers » est un véritable cheval de Troie de l'extrême droite depuis des années. Car au-delà de Mayotte et des départements colonisés, c'est le principe même du droit du sol qui est maintenant remis en cause par le gouvernement, en premier lieu par Darmanin, Retailleau et Valls. La fin de l'automaticité du droit du sol à 18 ans était déjà présente dans le projet de loi immigration amendé par le Sénat. C'était alors la première fois que cela était envisagé depuis Vichy. Avec la remise en cause du droit du sol, et comme cela était prévisible, les propositions censurées par le Conseil constitutionnel en décembre 2023 reviennent aujourd'hui à l'assemblée : la suppression du titre de séjour pour les étrangers malades, le rétablissement du délit de séjour irrégulier, le conditionnement des prestations sociales à deux années de résidence régulière et même au-delà. Darmanin a annoncé vouloir interdire le mariage de personnes en situation irrégulière. Pour compléter le tableau, Bayrou veut proposer un grand débat sur « l'identité française ». Il s'agit bien d'une accélération raciste qui se déroule depuis la rentrée, seul moyen de survie du gouvernement.

Contre cette banalisation et surenchère raciste, nous devons construire la riposte et aux côtés des sans-papiers, des exilé·es et des étrangères et étrangers, la régularisation et la carte de plein droit, l'ouverture des guichets, pour la libre circulation et d'installation de toutes et tous ! ❑